

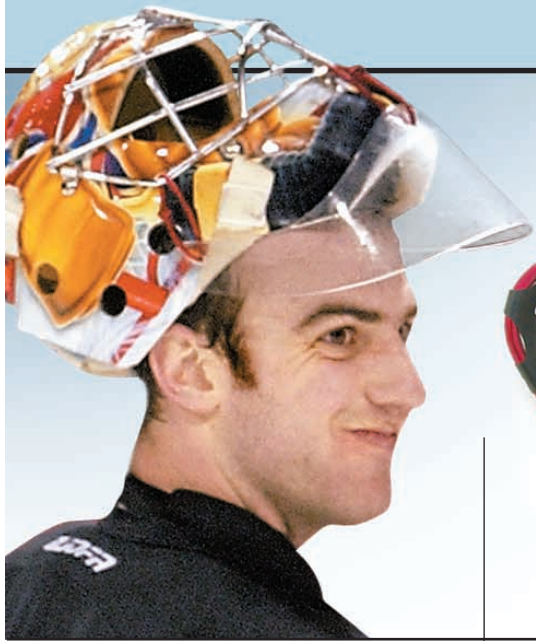
Les femmes achètent-elles le sexe ?

Cahier Actuel, page A21

La France et les États-Unis

Les pires amis du monde

Cahier Plus, page B1



Mathieu Garon
a les pieds sur terre

Cahier Sports, page G1



Vacances de neige
au Québec

Cahier Vacances/Voyage, page H1

La Presse
lapresse.ca

Mario Jean
Simplicité
volontaire

Cahier Arts+Spectacles, page D1



MONTRÉAL | SAMEDI 15 FÉVRIER 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 115 > 214 PAGES > 12 CAHIERS | 2 \$ TAXES EN SUS | ÎLES-DE-LA-MADELINE 2,50 \$ | FLORIDE 2,60 \$ U.S.

«L'Irak est en violation patente
de la résolution 1441»

«L'usage de la force
ne se justifie pas aujourd'hui»

Les inspections progressent

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

NEW YORK – L'Irak n'a pas encore fait la preuve de son désarmement, mais il a mieux coopéré ces dernières semaines, a indiqué le chef des inspecteurs des Nations unies, Hans Blix, qui a présenté hier un rapport mi-figue, mi-raisin devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le rapport était très attendu, mais il n'a rien changé aux positions des pays membres du Conseil, y compris la France et les États-Unis, qui, après la présentation, se sont affrontés dans un joute oratoire par diplomates interposés. A en juger par les applaudissements dans l'enceinte solennelle, le ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, a gagné la bataille de l'éloquence. Gagnera-t-il aussi la bataille diplomatique?

« Donnons aux inspecteurs des Nations unies le temps nécessaire à la réussite de leur mission », a déclaré le diplomate français, réclamant un délai supplémentaire d'un mois avant un nouveau rendez-vous diplomatique, qui aurait lieu le 14 mars.



Le secrétaire d'État Colin Powell (à gauche) et le chef de la diplomatie de la France, Dominique de Villepin, personnifient, avec des styles différents, la ligne de fracture de la communauté internationale sur l'Irak.

> Après le rapport
des inspecteurs

page A6



PHOTOS AP

> En France, le jour
de gloire est arrivé...

page A7

> L'erreur américaine:
l'éditorial de Mario Roy

page A18

SONDAGE CROP-LA PRESSE |

Le PQ remonte la pente

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Comme un missile tout à coup apparu sur l'écran radar des sondeurs, le Parti québécois connaît une remontée-surprise dans les intentions de vote.

Personne ne se risque plus à prédire l'issue des prochaines élections générales, mais au point de vue des intentions de vote, de la popularité des chefs et de la satisfaction à l'endroit du gouvernement, le baromètre vient de virer au beau pour le premier ministre Bernard Landry.

« Ça va être rock and roll, ce sera une des campagnes électorales les plus intéressantes de l'histoire récente du Québec », prédit Claude Gauthier, spécialiste de CROP, avec devant lui les données encore toute chaudes de la plus récente enquête commandée par La Presse. Avec des résultats aussi serrés, les trois partis sont carrément à égalité, et personne ne peut plus prédire lequel a le plus de chances d'emporter les prochaines élections, prévient-il.

Voir PQ en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Ne manquez pas le nouveau film sur toutes les tractations diplomatiques actuelles, intitulé : OTAN en emporte le vent.



AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	La Presse Affaires	E1-E14
cahiers C et D		A2, B10
- horaires-spectacles	D19	B6-B10
- Télé-horaire	D2	cahier J
Actuel	A21	
Avis	G8	H22
Bridge	H23	H22
Carrières	cahier I	H23
- formation	I12, I13	F2
Décès	G10, G11	F2-F6
Échecs	H23	F6
Éditorial	A18	F6-F10
Encans	G8	F10, G9
Êtes-vous		E2
observateur?	F2	H23
Feuilleton	H22	B1-B5
Forum	A19	A31
Horoscope	H22	
Jardiner	J15	cahier H
La grille des modus	H15	A32, A33
	Sports	cahier H



MÉTÉO

Voir B10

Ensoleillé
Maximum -19 > minimum -25



6 21924 45678 2

De Mont-Royal au château de Riga

Le parcours étonnant d'une réfugiée lettonne qui s'est retrouvée à la tête de son pays d'origine après plus de 40 ans passés au Canada. Autres textes en page B4.

MARIE-CLAUDE GIRARD

RIGA — Il y a cinq ans, Vaira Vike-Freiberga habitait Mont-Royal et enseignait la psychologie à l'Université de Montréal. Aujourd'hui, l'universitaire polyglotte est présidente de la Lettonie, reçoit ses visiteurs dans un château du Moyen Âge et jouit du titre enviable de personnage politique le plus populaire de l'ex-république soviétique.

Pas mal pour une intellectuelle de la diaspora qui était pratiquement inconnue dans son pays d'origine tout juste un an avant son élection. Comment expliquer sa popularité? « Évidemment, j'aimerais croire que c'est mon charme et mes qualités personnelles qui sont responsables, mes efforts personnels, ma sincérité, ma capacité de travail », répond-elle tout sourire dans un français châtié.

Son histoire pourrait inspirer un film hollywoodien tant elle est marquée par la Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide, la chute

du communisme. C'est le périple d'une petite réfugiée qui a fui la guerre avec sa famille, a cherché une terre d'accueil en Allemagne, au Maroc et au Canada, est devenue docteur en psychologie, a mené de front des recherches pointues en psychopharmacologie et sur le folklore letton. Et qui est retournée diriger la Lettonie à l'âge où d'autres prennent leur retraite.

Pour accéder à son bureau, au coeur du vieux château de Riga, les visiteurs franchissent un portail monumental gardé par deux soldats en costume d'apparat puis traversent une cour intérieure et une longue suite d'antichambres. La présidente, maquillage soigné, chevelure rousse disciplinée dans un savant brushing, est impeccable dans son tailleur marine. En ajoutant les bijoux, on se croirait vaguement chez un monarque, l'ironie en plus.

Alors qu'elle allait prendre sa retraite de l'enseignement, en 1998, après plus de 40 ans passés au Canada, le premier ministre letton de l'époque lui a offert la direction de

l'Institut letton, un nouveau centre consacré à la diffusion d'informations sur le pays. Grâce à ses recherches sur les chansons traditionnelles, elle était connue de l'intelligentsia lettonne.

« Mais la population en général ne me connaissait pas, pour la simple raison que, dans les temps soviétiques, on ne nous permettait pas de faire des conférences publiques. Le fait d'être à l'Institut m'a permis de faire des interviews à la radio, à la télévision, dans les journaux. D'être un peu plus connue du public. »

Moins d'un an plus tard, elle abandonnait la citoyenneté canadienne pour être élue présidente par le Parlement letton. En fin de campagne, sa candidature apolitique est apparue comme celle du compromis dans la toute jeune démocratie de 2,4 millions d'habitants, les différents partis doutant des chances de leurs propres candidats.

Voir RIGA en A2



PHOTO REUTERS

Dolly (1996-2003)

Malade, la brebis clonée est euthanasiée

JUDITH LACHAPELLE

SA NAISSANCE, il y a six ans, avait provoqué une commotion dans le monde scientifique: pour la première fois, un nouveau-né était la copie génétique exacte d'un animal adulte. Le premier clone était né. Dolly, la petite brebis, allait devenir un symbole.

Hier, six ans après l'événement historique, les créateurs écossais de Dolly ont annoncé la mort de l'animal.

Voir BREBIS en A4

Winnipeg 96\$

Toronto 89\$

Prix Web de base par trajet visitez **jetsgo.net**

jetsgo
LE SIMPLIVOL™

DEMAIN DANS LA PRESSE



Nathalie Petrowski rencontre Gregory Charles

Il était 8 h 30 du matin. Gregory Charles s'était levé à 5 h, comme d'habitude. Malgré un horaire de fou qui aurait dû lui creuser des cernes jusqu'aux talons et le rendre de mauvais poil, c'est un gars détendu qui semblait avoir tout le temps du monde qui a accueilli Nathalie Petrowski.

À lire demain dans le cahier Arts et Spectacles

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Concoctez-vous un Festival Montréal en lumière

riche en saveurs:
cyberpresse.ca/lumiere

> Le monde manifeste contre la guerre en Irak:
cyberpresse.ca/manifestations

> Suivez en direct toutes les rencontres de la LNH:
cyberpresse.ca/lnh

POUR NOUS JOINDRE | La Presse

La Presse / cyberpresse.ca,
 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION

redaction@lapresse.ca | (514) 285-7070

ABONNEMENT

| (514) 285-6911

PETITES ANNONCES

petitesannonces@lapresse.ca | 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS

deces@lapresse.ca | (514) 285-6816

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 6-8-5

> À quatre chiffres : 1-7-7-9

SUITES DE LA UNE

| PQ |

Suite de la page A1

Ce sondage, réalisé auprès de 802 personnes du 6 au 13 février, révèle bien des surprises. On observe que le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec ont également profité de la baisse de 18 à 12 % du nombre d'indécis. Avant répartition, les partis de Bernard Landry et de Mario Dumont sont carrément ex aequo avec 30 % des appuis, et le PLQ de Jean Charest suit de près, avec 27 %. Par rapport au mois précédent, le PQ gagne quatre points, l'ADQ, cinq et le PLQ descend de trois points. Quand on répartit proportionnellement les indécis, péquistes et adéquistes restent à égalité, à 34 %, suivis du PLQ à 31 %, son score le plus faible depuis septembre 2002.

La remontée du parti de Bernard Landry apparaît plus clairement quand on regarde de plus près les intentions de vote. Le PQ prend une petite avance sur l'ADQ, gagnant cinq points chez les francophones, à 35 %. L'ADQ suit à 33 % alors que le PLQ traîne la patte à 19 %, une baisse de quatre points sur l'enquête CROP de la mi-janvier.

Autre facteur réconfortant pour Bernard Landry, la satisfaction à l'endroit du gouvernement a augmenté depuis l'enquête précédente. Désormais, 43 % des gens se disent satisfaits du gouvernement, une augmentation de sept points sur les 36 % de la précédente enquête. Depuis les problèmes liés au lobbying, il y a un an, le gouvernement Landry n'avait pas dépassé les 40 % d'électeurs satisfaits. Il avait même connu un plancher de 30 % en juin.

Cette question sur la satisfaction laisse 8 % des gens indécis, quatre points de moins qu'à la mi-janvier. Les insatisfaits, qui comptaient pour 56 % des répondants, ont glissé à 54 %. Plus on est âgé, moins on est satisfait du gouvernement Landry.

Selon M. Gauthier, certains éléments permettent d'expliquer l'embellie constatée pour le Parti québécois. Le sondage a été réalisé au lendemain du dernier conseil national du PQ où le premier ministre Landry a promis la semaine de quatre jour aux jeunes familles, un argument massue auprès des élec-

teurs. Aussi, M. Landry a adopté un profil bas à la récente conférence des premiers ministres sur la santé. Il n'a pas caché sa déception devant le manque d'argent d'Ottawa, mais son ton ne s'est pas démarqué du mécontentement général des provinces, ce qui a fait recette auprès de l'électorat, croit M. Gauthier.

À Montréal, l'ADQ a toujours des problèmes, avec 21 % des appuis contre 26 % au PQ et 39 % au PLQ. Dans la grande région métropolitaine, en dehors de Montréal, la situation se renverse, l'ADQ domine avec 35 %, suivi du PQ avec 31 %, et du PLQ avec 21 %.

Élément important du sondage, le vote péquiste paraît le plus solide. Ainsi, 53 % des supporters du PQ disent que leur choix est définitif, et 48 % de ceux qui appuient le PLQ pensent de même. En revanche, seulement 40 % des électeurs adéquistes estiment que leur choix est irrévocable. Dans l'ensemble, plus d'un électeur sur deux pense qu'il pourrait encore changer d'idée.

Le second choix des électeurs adéquistes

va tout autant au PQ qu'au PLQ. Les libéraux, comme les péquistes, sont davantage tentés par l'ADQ s'ils devaient faire un second choix.

Un élément important de la psychologie des électeurs a aussi changé, favorisant encore le Parti québécois. Quand on leur demande quel parti va gagner les prochaines élections, 32 % des gens croient possible un troisième mandat péquiste, un revirement important, car en novembre, seulement 18 % croyaient possible une victoire du PQ. Presque autant de gens (29 %) croient en une victoire libérale. En revanche, alors que l'autome dernier, 33 % des gens croyaient que Mario Dumont deviendrait premier ministre, seulement 16 % des électeurs jugeaient ce scénario encore possible en février. Les adéquistes sont ceux qui sont le moins certains de « voter pour le gagnant », 38 % d'entre eux pensent que l'ADQ va gagner, tandis que 62 % des péquistes et 59 % des libéraux croient que leur parti l'emportera.

La marge d'erreur du sondage est limitée à 3,5 points, 19 fois sur 20.

| INSPECTIONS |

Suite de la page A1

« Nous pourrions alors juger des progrès effectués et de ceux restant à accomplir », a-t-il ajouté.

Réagissant à son tour, le secrétaire d'État, Colin Powell, a déclaré que Bagdad était « toujours en violation patente » de la résolution 1441, qui donne au régime irakien une dernière chance de désarmer sous peine de « graves conséquences ».

« Dans un très proche avenir, nous devons examiner si oui ou non... il est temps d'envisager de graves conséquences », a déclaré le chef de la diplomatie américaine.

Et d'ajouter: « La résolution 1441 ne porte pas sur le bon déroulement des inspections, mais sur le désarmement de l'Irak. »

La semaine prochaine, les États-Unis, appuyés par la Grande-Bretagne, tenteront de convaincre le Conseil de sécurité d'adopter une résolution disant essentiellement que l'heure des « graves conséquences » (l'option militaire) est arrivée. La France s'y opposera, de même que la Russie et la Chine, qui ont également appelé hier à la poursuite des inspections.

Pour qu'une résolution passe au Conseil de sécurité, il faut obtenir le vote de neuf États sur 15, sans que l'un des cinq membres permanents (États-Unis, Chine, Russie, Grande-Bretagne ou France) utilise son droit de veto.

De retour devant le Conseil de sécurité, Hans Blix a présenté un rapport moins sévère qu'il y a deux semaines. Le 27 janvier, il avait reproché à l'Irak de ne pas avoir « véritablement accepté, aujourd'hui encore, le désarmement qui a été exigé de lui ». Hier, il a indiqué que Bagdad n'avait toujours pas rendu compte de nombre d'armes prohibées et devait expliquer ce qu'il était advenu de ses stocks présumés de baccille du charbon, de gaz innervant VX et de missiles à longue portée.

Il a de plus déclaré que l'Irak possédait deux versions de missiles Al Samoud 2, qui dépassent la portée de 150 km autorisée par l'ONU.

« Les questions du baccille du charbon, du gaz innervant VX et des missiles de longue portée constituent les problèmes les plus importants auxquels nous devons faire face », a dit Blix. Son collègue, Mohamed ElBaradei, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, n'a, de son côté, fait état d'aucune activité nucléaire interdite en Irak.

Sur une note plus positive, M. Blix a souligné que la coopération de Bagdad avait progressé ces dernières semaines, notamment en matière d'accès aux scientifiques irakiens et d'utilisation d'avions U2. Il a également mentionné que

Saddam Hussein avait promulgué hier un décret interdisant l'importation et la production d'armes de destruction de masse.

Lançant d'autre part une pointe au secrétaire d'État américain, il a soutenu que ce dernier n'avait pas apporté de preuves irréfutables sur d'éventuelles manoeuvres irakiennes pour soustraire des armes aux inspections, lors de son réquisitoire prononcé le 5 février devant le Conseil.

Dans sa réponse, Powell n'a pas relevé cette critique, mais il a commenté sur un ton sarcastique les « progrès » décrits par Blix, dénonçant « la ruse » et « les trucs » utilisés par Bagdad pour déjouer les inspecteurs.

« La menace de la force doit être maintenue, a-t-il dit. La force doit toujours être le dernier recours... mais ce doit être un recours. Nous ne pouvons permettre que ce processus soit sans arrêt étiré, comme l'Irak tente de le faire maintenant. »

Prenant la parole avant son homologue, le ministre des Affaires étrangères français s'est félicité des « progrès réels » réalisés par les inspecteurs. Il a aussi longuement évoqué le coût d'une guerre en Irak.

« L'option de la guerre peut a priori paraître la plus rapide, a-t-il

dit. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et ne nous voilons pas la face: cela sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Irak, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force.

« Personne ne peut donc affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections. Personne ne peut affirmer non plus qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable, car la guerre est toujours la sanction d'un échec.

« Dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui », a ajouté le ministre, dont le discours a suscité, fait rare, des applaudissements dans l'enceinte du Conseil.

Après avoir aussi évoqué les risques d'une guerre en Irak sur le plan de la lutte contre le terrorisme, de Villepin s'est adressé directement aux Américains, en réponse à l'actuelle vague antifrançaise aux États-Unis.

« C'est un vieux pays, la France, un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie, un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. »

Powell a commencé son intervention en déclarant dans un sourire qu'il représentait pour sa part « la plus vieille démocratie ».

En visite en Italie depuis jeudi, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a affirmé que les États-Unis étaient « minoritaires au sein de la communauté internationale ». « Nous sommes prêts à continuer à travailler avec MM. Blix et ElBaradei », a-t-il dit.

Appuyant les déclarations de son secrétaire d'État, le président George W. Bush a pour sa part déclaré que Saddam Hussein serait désarmé d'une façon ou d'une autre. Lors d'un discours prononcé au siège du FBI à Washington, hier, il a également souligné que la lutte contre le terrorisme passait par le désarmement de l'Irak.

« Quand je parle de la guerre contre le terrorisme, je ne parle pas seulement d'Al-Qaeda, je parle aussi de l'Irak, car, après tout, Saddam Hussein possède des armes de destruction massive et les a utilisées. Saddam Hussein a menti à tout le monde et continue de le faire. Saddam Hussein a des liens avec des réseaux terroristes. Saddam Hussein est un danger, et c'est pourquoi il sera désarmé, d'une façon ou d'une autre », a dit Bush.

| RIGA |

Suite de la page A1



Vaira Vike-Freiberga

« Trois semaines avant que je ne présente ma candidature, un autre candidat, alors ministre des Affaires étrangères, avait fait passer une loi empêchant tout candidat d'avoir la double citoyenneté. — Bizarre... — N'est-ce pas? s'esclaffe-t-elle. — C'était un risque d'abandonner sa citoyenneté (canadienne)? — Bien sûr. Ce n'était pas garanti. — Avez-vous eu peur? — Oui... Mais on ne peut pas gagner si on ne risque pas.

Étonnant? Oui et non. « Quand elle allait travailler dans une organisation, elle en prenait le plus souvent la direction », se souvient, amusé, son ancien collègue de l'Université de Montréal, le professeur Franco Lepore. Et elle s'est engagée dans une multitude d'organismes: Conseil des Arts du Canada, Société canadienne de psychologie, Fédération canadienne des sciences sociales, Académie des sciences du Canada...

Le sourire est franc mais réservé, un peu narquois. Elle s'exprime sans la moindre hésitation. Charmante et chaleureuse malgré un regard sévère. On l'a déjà qualifiée de « Dame de fer de la Baltique ».

S'il faut lui trouver des défauts,

certains vont parler d'une certaine rigidité, d'une rigueur proche de l'intransigeance. « Je pense qu'elle était assez humble. Mais elle se prenait trop au sérieux. Elle n'est pas facile à critiquer », avance M. Lepore. Elle était peut-être sans pitié pour ceux qui ne se défendaient pas, suggère son ami et ex-collègue, le professeur de psychologie Luc Granger. « Ce n'est pas une victime. »

« Les gens la voient comme quelqu'un de très dévoué au pays et à l'idée d'une Lettonie indépendante, particulièrement la génération qui a été touchée par les déportations ou l'exil à l'Ouest », indique Pauls Raudseps, responsable des pages éditoriales au quotidien letton *Diena*. « Elle est perçue comme étant honnête, libre de liens avec les groupes politiques ou d'affaires. »

La présidente a d'abord un rôle de représentation, le pouvoir législatif se trouvant entre les mains du Parlement. Mais cela ne l'a pas empêchée d'intervenir au lendemain de son élection pour rappeler à l'ordre des élus trop pressés d'imposer la langue lettonne à la minorité russe. En campagne électorale,

elle a d'ailleurs fait des parallèles entre la Lettonie et le Canada, s'inspirant à la fois de la loi 101, pour la protection de la langue, et du multiculturalisme canadien, pour la diversité des cultures.

« Quand je suis arrivée à Montréal, il y avait une dominance considérable de l'anglais. Grâce à la loi 101 et à la Révolution tranquille, tout cela a changé. Nous avons eu notre Révolution « chantante » pour recouvrer l'indépendance du pays. Il s'agissait de rétablir dans la Constitution la langue lettonne comme seule langue officielle et d'exiger sa connaissance pour toute personne en contact avec le public. »

Maintenant que le pays est en route vers l'OTAN et l'Union européenne, auxquelles il doit accéder en 2004, deux grands défis attendent cette année Vaira Vike-Freiberga. Elle devra défendre l'adhésion à l'Europe lors d'un référendum national et conserver son poste aux élections du printemps.

On la dit combative, très déterminée. On n'en doute pas un instant. Sans s'interrompre ni perdre le sourire, elle a annoncé que le temps de l'entrevue était écoulé.

Lumenon Précision

LA SGF n'est pas actionnaire de Lumenon

Contrairement à ce qui a été écrit hier, la SGF n'a pas investi 14 millions US dans Lumenon Innovative Lightwave Technology. Cette information se basait sur des articles de journaux se référant aux communiqués publiés par la SGF et Lumenon en avril 2000.

Cette entente de principe, qui devait être approuvée par les conseils d'administration des deux partenaires, ne s'est finalement pas concrétisée.

Funérailles aujourd'hui

C'EST aujourd'hui à Hawkesbury, en Ontario qu'ont lieu les funérailles de Marcel Desjardins, vice-président et éditeur adjoint de *La Presse*, décédé lundi à Deux-Montagnes à l'âge de 61 ans.

Une messe sera chantée à 13 h en l'église Saint-Alphonse, 470, rue Principale Est. La famille accueillera parents et amis de 10 h à midi au salon Berthiaume, 416, rue McGill à Hawkesbury.

Des dons peuvent être faits à l'Association Diabète Québec.

ACTUALITÉS

Climat politique au Québec

SONDAGE  > CROP / LA PRESSE / LE SOLEIL

Satisfaction à l'égard du gouvernement du Québec

> Diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) du gouvernement du Québec?

ENSEMBLE (n: 802)	%	%
	Très/plutôt satisfaits	Plutôt/très insatisfaits
6-13 fév. 2003	43	54
16-25 jan. 2003	36	56
10-18 déc. 2002	34	60
14-25 nov. 2002	33	63

Évolution des intentions de vote*

> S'il y avait des élections provinciales aujourd'hui au Québec, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

ENSEMBLE (n: 802)	%	%	%	%
	PLQ	PQ	ADQ	Autres
6-13 fév. 2003	31	34	34	1
16-25 jan. 2003	36	32	31	1
10-18 déc. 2002	34	33	31	2
14-25 nov. 2002	35	26	38	1
Élec. du 30 nov. 1998	44	43	12	1

* Après répartition de la non-réponse

Principaux enjeux de la prochaine campagne électorale au Québec

> Pour vous, quel devrait être le principal enjeu ou sujet débattu lors de la prochaine campagne électorale au Québec?

ENSEMBLE (n: 802)	%
La santé	58
Le travail, l'emploi	10
Les impôts	10
L'éducation	6
La famille	6
La question constitutionnelle	3
Les régions	3
La question linguistique	1
Autres	1
NSP/Refus	1

Impact de l'adhésion de Pierre Bourque sur le vote adéquiste

> Diriez-vous que l'adhésion de l'ex-maire de Montréal Pierre Bourque à l'ADQ de Mario Dumont vous incite beaucoup, assez, peu ou pas du tout à voter pour ce parti aux prochaines élections?

ENSEMBLE (n: 802)	%	%
	Total Québec	Île de Montréal
Beaucoup	4	5
Assez	7	5
Peu	15	14
Pas du tout	67	67
NSP / Aucun	6	8

Évolution des intentions de vote à un éventuel référendum

> Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la même question que celle qui a été posée lors du dernier référendum de 1995, c'est-à-dire sur la souveraineté assortie d'une offre de partenariat au reste du Canada, voteriez-vous OUI ou NON?

Après répartition		
ENSEMBLE (n: 1001)	%	%
	OUI	NON
6-13 fév. 2003	45,0	55,0
16-25 jan. 2003	42,0	58,0
10-18 déc. 2002	44,0	56,0
14-25 nov. 2002	39,0	61,0
Référendum 30 oct. 1995	49,4	50,6

Perception des leaders politiques

> Auquel des trois principaux leaders politiques du Québec associez-vous le plus les qualificatifs suivants:

ENSEMBLE (n: 802)	%	%	%	%
	Jean Charest	Mario Dumont	Bernard Landry	Aucun / NSP
Compétence	19	16	43	22
Honnêteté	15	34	24	27
Proche des gens	15	49	19	17
Sincérité	17	34	25	24
Leadership	17	31	34	18

Chef auquel on fait le plus confiance pour diriger le Québec

> À quel chef politique faites-vous le plus confiance pour diriger le Québec? (noms des chefs lus en rotation)

ENSEMBLE (n: 802)	%	%	%	%
	Jean Charest	Mario Dumont	Bernard Landry	Aucun / NSP
6-13 fév. 2003	20	29	32	19
19-24 nov. 2002	20	28	20	32
10-15 oct. 2002	20	30	25	24

Saison préférée pour les prochaines élections

> Quand souhaiteriez-vous que les prochaines élections aient lieu au Québec? Est-ce...

ENSEMBLE (n: 802)	%
	Total Québec
Printemps 2003	38
Été 2003	10
Automne 2003	40
NSP	11

Les résultats du sondage reposent sur 802 entrevues téléphoniques effectuées du 6 au 13 février 2003 dans le cadre du sondage CROP / La Presse / Le Soleil. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=802) est précis à 3,5 points près, 19 fois sur 20.



Photo PIERRE McCANN, La Presse ©

Un sondage positif pour Bernard Landry.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Jean Charest coïncé entre deux autres chefs.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Mario Dumont, jugé plus « sincère » que « compétent ».

Toujours la santé

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La santé d'abord... Le souhait traditionnel des Fêtes aura un écho surprenant jusqu'à la prochaine campagne électorale. Les problèmes d'urgences, de listes d'attente et de soins occupent le centre des préoccupations des électeurs.

C'est ce qui se dégage du récent sondage CROP, à partir d'une série de questions sur les préoccupations des Québécois à quelques semaines probablement de la campagne électorale.

Quand on leur demande de prédire les principaux enjeux des prochaines élections, 58% des répondants ciblent tout de suite le dossier de la santé. Il s'en ajoute même 20% de plus quand on demande aux gens de faire un second choix.

La santé est le premier ou le second choix de 79% des répondants, le travail est deuxième avec 31% et l'éducation suit à 28%. On trouve ensuite les impôts (24%), puis la famille (18%).

La langue n'intéresse guère les électeurs, pas plus que les régions, avec moins de 3% de mentions. La question constitutionnelle arrive aussi bien loin derrière le peloton de tête, avec 8%.

Les relations fédérales-provinciales touchent toujours les Québécois, semble-t-il. Ainsi, quand on leur demande si Ottawa a donné suffisamment d'argent aux provinces lors de la conférence fédérale-provinciale sur la santé la semaine dernière, 66% jugent spontanément trop chiche le gouvernement Chrétien, seulement 18% jugeant suffisants les transferts supplémentaires accordés.

Les péquistes sont les plus durs à l'endroit d'Ottawa, avec 82% de désapprobation. Les libéraux sont les plus favorables; 54% jugent qu'Ottawa n'a pas donné assez aux provinces, tandis que 29% l'ont jugé suffisamment généreux.

Finalement, les adéquistes sont au centre avec 68% de supporters qui jugent l'entente inéquitable pour les provinces.

Un duel Landry-Dumont

La « confiance » va à Landry

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Mauvaise nouvelle pour le leader libéral, Jean Charest : le prochain « combat des chefs » aux élections risque d'être un duel entre Bernard Landry et Mario Dumont.

La maison CROP a vérifié la perception des électeurs à l'endroit des trois chefs au chapitre de l'honnêteté, de la compétence, de l'empathie, de la sincérité et du leadership.

Et sous aucun de ces aspects, Jean Charest n'arrive premier dans le coeur des Québécois. « Il peut s'encourager avec le fait qu'il est relativement stable, mais en revanche, M. Charest ne se distingue sous aucun aspect », résume le spécialiste de CROP.

Le premier ministre Landry a subitement pris les devants au chapitre de la confiance des électeurs. « Cette remontée de Landry est la grande surprise du sondage. Cela correspond probablement à la « présence différente » qu'on perçoit de lui depuis le début de l'année », avance M. Gauthier.

Quand on leur demande à quel « chef on fait le plus confiance pour diriger le Québec », Bernard Landry récolte 32 % des appuis, une aug-

mentation importante par rapport aux 20 % qu'il avait recueillis la dernière fois que CROP avait posé cette question pour *La Presse*, à la fin novembre 2002. La question, il faut le dire, laisse désormais 19 % d'indécis, bien moins que les 32 % de novembre dernier. Par rapport à novembre, la « confiance » à l'endroit de Jean Charest et de Mario Dumont n'a pratiquement pas changé : M. Dumont obtient 29 % d'appuis comme premier ministre tandis que M. Charest ferme la marche à 20 %.

Quant aux intentions de vote, Bernard Landry est celui qui a le plus d'ascendant sur ses supporters : 76 % des péquistes estiment qu'il serait le meilleur homme, tandis que 74 % des adéquistes réservent leur confiance à Mario Dumont. Jean Charest, lui, récolte l'appui de 63 % des libéraux.

Qualités

CROP a poussé la curiosité jusqu'à vérifier quels aspects de la personnalité des trois chefs rejoignent davantage l'électorat. Quand on leur demande d'associer certaines qualités aux noms des chefs, « ce qui ressort clairement, c'est que M. Charest n'arrive premier sous aucun *item* », résume Claude Gauthier.

Les gens accordent beaucoup d'importance à la compétence et au leadership, estime M. Gauthier, ce qui peut expliquer en partie le fait que

le premier ministre, premier sous ces deux aspects, récolte finalement davantage de « confiance » que des adversaires auprès des électeurs.

Ainsi, quand on demande « auquel des trois principaux leaders politiques du Québec associez-vous le qualificatif » de « compétence », 43 % optent pour Bernard Landry, tandis que 19 % choisissent Jean Charest et 16 % seulement Mario Dumont.

Au chapitre du « leadership », Bernard Landry a encore une avance, bien que mince, sur Mario Dumont avec 34 % des appuis contre 31 %. Jean Charest est vu comme un homme de leadership par 17 % des électeurs.

Mario Dumont occupe toutefois le haut du pavé sous d'autres aspects. Ainsi, 34 % des gens voient en lui le chef le plus « honnête », un test où Bernard Landry suit loin derrière avec 24 % et où Jean Charest ferme la marche avec 15 %.

L'empathie est encore un angle où Mario Dumont coiffe ses adversaires, et de loin. Ainsi, 49 % des électeurs jugent qu'il est le plus « proche des gens », là où Bernard Landry ne recueille que 19 % d'appuis et Jean Charest, 15 %.

Le chef de l'ADQ est aussi vu comme le plus « sincère », avec 34 % des répondants contre 25 % pour le premier ministre et 17 % pour le chef libéral.

Peu importe le moment

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Rien ne presse pour les Québécois. Les électeurs sont carrément partagés sur l'opportunité de déclencher les élections au printemps où à l'automne prochain. Mais Bernard Landry ferait peut-être mieux de ne pas trop tarder.

C'est ce que constate CROP dans son plus récent sondage. Dans l'ensemble, 38 % des électeurs souhaitent que Bernard Landry déclenche les élections au printemps, tandis que 40 % des gens optent pour l'automne prochain.

Ironiquement, les plus pressés de passer aux urnes sont les supporters de l'ADQ, qui, à 45 %, favorisent le printemps. Les péquis-

tes, eux, ne privilégient le printemps qu'à 35 %, un peu moins que les libéraux à 37 %.

Pour Claude Gauthier, cette donnée reste un indicateur qu'il faut prendre avec un grain de sel. Une partie des électeurs trouvera toujours que rien ne presse d'aller aux urnes — par exemple, l'an dernier, 46 % des gens préconisaient des élections au printemps 2003 contre 20 % qui optaient pour l'automne prochain.

M. Landry devrait selon lui profiter de l'embellie actuelle pour déclencher des élections avant l'été. Par la suite, il y aura probablement un coût lié au fait de paraître s'accrocher au pouvoir, résume M. Gauthier. Il devra aussi évaluer s'il a avantage à s'exposer à nouveau aux attaques de l'opposition à l'Assemblée nationale, en mars.

Souveraineté en hausse

PERSONNE ne souhaite parler du dossier constitutionnel, mais l'appui à la souveraineté est en hausse. Le dernier CROP montre une augmentation qui laisse bien perplexe l'analyste de la maison de sondage.

On constate que la souveraineté qui récoltait 38% d'appuis, en obtient désormais 43% et 6% sont indécis.

À la mi-janvier, 11% étaient indécis. Conséquence peut-être de l'affrontement bien modeste entre Ottawa et les provinces lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, le OUI a repris du poil de la bête, mais est encore bien loin de la victoire référendaire.

En répartissant les indécis selon la formule la plus généralement acceptée — le tiers seulement sont attribués au camp souverainiste — on observe que le NON l'aurait emporté à 55% contre 45% avec la même question qu'il y a sept ans.

— Denis Lessard

BREBIS

Suite de la page A1

Dolly, qui souffrait déjà d'arthrite et de vieillissement prématuré, a été euthanasiée parce qu'elle souffrait d'une maladie pulmonaire incurable.

« Elle souffrait d'une maladie incurable, qui est courante pour les moutons âgés », a expliqué à l'Agence France-Presse le Dr Harry Griffin, directeur intérimaire de l'Institut Roslin, d'Édimbourg. « Un mouton peut vivre jusqu'à 11 ou 12 ans, mais la plupart ne dépassent pas six ans car on les tue pour les manger. L'autopsie montrera peut-être si sa maladie était liée au clonage ou seulement à la malchance. »

Ce n'est donc pas nécessairement à cause de son génome si particulier que Dolly est tombée malade. Même si, depuis quelques années, on savait que la brebis n'affichait pas une santé de fer.

Dolly est née le 5 juillet 1996, mais ce n'est qu'un an plus tard que ses « créateurs », menés par le professeur Ian Wilmut, ont révélé au monde le secret de sa naissance. Ils avaient d'abord prélevé un ovule, prêt à être fécondé. Puis, ils ont retiré le noyau de cet ovule. Ils l'ont remplacé par le noyau d'une cellule adulte (cellule somatique) prélevée sur une autre brebis. L'embryon s'est développé, puis une petite brebis, avec exactement le même code génétique que celle qui lui avait légué un noyau de cellule somatique, est née.

« C'est sans doute l'événement scientifique le plus important de ma vie de biologiste », indique aujourd'hui le chercheur François Pothier, du département de sciences animales de l'Université Laval. « Ça avait chambardé un dogme que l'on croyait inébranlable. » Jusqu'alors, toutes les tentatives pour cloner un animal adulte avaient échoué. Après 277 tentatives, l'équipe du Dr Wilmut avait finalement réussi à mettre au monde un clone viable.

D'ailleurs, c'est justement le nombre ahurissant de tentatives ratées qui a effrayé les scientifiques, surtout si une telle expérience était tentée sur des humains. Combien d'embryons et de foetus faudrait-il sacrifier pour obtenir un seul bébé cloné ? La réponse à cette question est toujours inconnue.

Mais depuis Dolly, les techniques de clonage chez les animaux se sont raffinées. En choisissant mieux le degré de maturation de l'ovule et de la cellule somatique, les chercheurs en sont arrivés à diminuer considérablement le nombre de tentatives avant d'obtenir le résultat voulu.

Ainsi, pour cloner le célèbre taureau Starbuck, mort en 1998, le professeur Lawrence Smith, de la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, n'a eu besoin que de 68 tentatives il y a trois ans. « Et on a déjà réussi avec un sur 17 », mentionne M. Smith.

Le clonage a depuis été réalisé chez des rats, des souris, des bovins, des porcs, des chèvres, des singes... Mais trois ans après la naissance de Dolly, l'Institut Roslin dévoilait de nouvelles données qui ont jeté une douche froide sur l'optimisme qui régnait jusque-là dans les laboratoires qui pratiquaient le clonage: Dolly, la brebis chérie, souffrait de vieillissement prématuré.

En 1999, une étude a montré que l'âge de ses chromosomes n'était pas de trois ans, mais de neuf. À son âge réel, il fallait en effet ajouter celui de la brebis de six ans sur laquelle avait été prélevée la cellule qui a permis à Dolly de voir le jour. La brebis s'est également mise à souffrir d'arthrite. Il y a un an, Ian Wilmut avait dû reconnaître que « le fait que Dolly souffre d'arthrite à un jeune âge (cinq ans à l'époque) laissait penser qu'il pourrait y avoir des problèmes ».

Malgré tout, Dolly a eu le temps de donner naissance à des agneaux. « On voulait d'ailleurs vérifier si les fonctions reproductrices fonctionnaient avec le clonage, dit François Pothier. Il faudra voir si les descendants ne nous réservent pas des surprises — même si ça ne devrait pas puisque eux-mêmes ne sont pas clonés. »

L'autopsie de Dolly devrait permettre d'en apprendre plus sur les effets du clonage et du vieillissement prématuré sur sa santé. De tels effets n'ont pas été remarqués chez tous les animaux clonés; à preuve, le taureau Starbuck Il serait en parfaite forme, selon les nouvelles qu'en a Lawrence Smith. « Mais il peut y avoir plein de facteurs, et même avec Starbuck, on ne sait pas ce qui peut arriver. » La semence du taureau cloné n'est pas encore en vente puisque la législation canadienne n'a pas été adaptée pour ce genre d'animal.

Par ailleurs, les créateurs de Dolly se sont toujours prononcés farouchement contre le clonage humain. « Tous les groupes qui ont travaillé sur le clonage des animaux ont fait état d'un fort taux de fausses couches, de mortalité post-natale et de problèmes avec les clones au cours de leur vie », a déjà déclaré le Dr Harry Griffin. Le Dr Patrick Dixon, expert en éthique, renchérit. « La plus grande inquiétude que de nombreux scientifiques ont par rapport aux clones humains est que, même s'ils ne présentent pas d'anomalies monstrueuses dans l'utérus, ils aient besoin d'un remplacement de hanche à l'adolescence et deviennent séniles avant leur 20^e anniversaire. »

— Avec l'Agence France-Presse

Québec et les spécialistes jugent que les patients ont gagné

Les 220 millions seront affectés avant tout à la rémunération des médecins

ALEXANDRE SIROIS

Même si « beaucoup reste à faire », les médecins spécialistes et Québec sont d'accord sur l'entente de 220 millions obtenue à l'arraché ces derniers jours permettra de mieux répondre aux besoins des Québécois, notamment grâce à une meilleure répartition des médecins en province.

Les deux parties ont rencontré les médias hier matin pour faire connaître les détails de l'entente qui a été entérinée jeudi soir par une « très grande majorité » des délégués de la Fédération des médecins spécialisés du Québec (FMSQ). Pour la première fois depuis juillet dernier, tant le ministre de la Santé, François Legault, que le président de la FMSQ, Yves Dugré, semblaient sur la même longueur d'onde.

Au cours de conférences de presse distinctes, qui ont permis de tourner officiellement la page sur le rude conflit, les deux hommes se sont déclarés « satisfaits » de l'entente. Parce qu'elle règle « la majorité des points que nous avons défendus dans la dernière année » en ce qui concerne en premier lieu l'accessibilité aux soins, a affirmé le Dr Dugré.

Au coeur de l'entente se trouve néanmoins l'attribution de 81,2 millions visant à permettre aux médecins d'effectuer un « rattrapage » en matière de rémunération par rapport à leurs collègues du reste du Canada pour 2002-2003 et 2003-2004. À cette somme s'ajoutent 32,5 millions qui représentent une hausse similaire à celle consen-



Le ministre de la Santé, François Legault.

tie à l'ensemble des employés du secteur public. Il s'agit respectivement d'augmentations de 5 % et de 2 % de la masse salariale des spécialistes, pour un total de 7 % sur deux ans.

Québec s'est également engagé à poursuivre le rattrapage et à diminuer chez les médecins « l'écart supplémentaire à l'écart qui existe pour tous les salariés » de la province avec le reste du pays, d'ici au maximum quatre ans. M. Legault a évalué cet écart à environ 15 %, mais le rattrapage devrait se faire selon les conclusions d'un comité tripartite (incluant le Conseil du Trésor) présidé par un expert indépendant. Rappelons que les spécialistes du Québec, qui gagnaient jusqu'ici en moyenne 184 000 \$ par année, soutenaient être « exploités » par l'État québécois.

Les listes d'attente réduites sous peu

À la hausse globale de la rémunération des médecins s'ajoutent 85,2 millions pour une augmentation du nombre d'actes. Qui plus est, les spécialistes pourront sous peu profiter d'une autre manne : une importante injection promise

par Québec dans son récent plan d'action en santé, rendue possible par l'attribution de plus de 800 millions d'Ottawa.

« J'aurai l'occasion au cours des prochaines semaines d'annoncer des investissements importants pour réduire les listes d'attente, ce qui va nous permettre aussi en même temps d'améliorer les conditions de pratique des spécialistes », a déclaré M. Legault, précisant que ceux-ci bénéficieront aussi indirectement des nouveaux fonds qui seront alloués pour les soins de première ligne.

Un comité paritaire sur les conditions de pratique sera tout de même formé pour examiner l'offre de soins aux patients. Les spécialistes sont convaincus que ce comité, auquel participera un représentant du Collège des médecins, leur procurera un réel pouvoir. C'est qu'il leur permettra de faire des recommandations au ministère pour corriger certaines aberrations du système, « au lieu de passer par une hiérarchisation à n'en plus finir », a souligné la vice-présidente de la FMSQ, Francine Mathieu-Millaire.

Autre gain d'importance pour les spécialistes, la pénalité de 30 % imposée aux jeunes médecins au cours de leurs trois premières années de pratique sera abrogée le 1^{er} juin. Au lieu de donner du bâton, Québec va agiter la carotte : des mesures incitatives pour attirer les médecins « dans les régions périphériques intermédiaires et éloignées » seront mises de l'avant dès le 1^{er} octobre. Ces deux décisions coûteront 19,8 millions au gouvernement. Québec a précisé que les quelque 220 millions (plus précisément 218,7 millions) alloués aux spécialistes proviennent d'une enveloppe spéciale du Conseil du Trésor et non pas des sommes consenties par Ottawa.

Des médecins partout au Québec

Au sujet de la répartition de l'effectif, pomme de discorde majeure, les deux parties estiment avoir eu gain de cause. Les 400 médecins qui sortent des universités chaque année seront mieux répartis en province, selon les besoins. « On prévoit que dès les deux prochaines sorties (des facultés de médecine), c'est-à-dire à l'été 2003 et à l'été 2004, 95 % des besoins seront comblés dans toutes les régions du Québec, a dit M. Legault. Alors qu'actuellement il y a des régions éloignées où on est à seulement 70 % des besoins dans certaines spécialités. »

Les spécialistes demeurent assujettis à la loi 142 adoptée en décembre, selon laquelle les plans d'effectifs médicaux pour chaque région et chaque établissement seront respectés. En revanche, la FMSQ est persuadée que la loi « n'aura pas à s'appliquer pour la médecine spécialisée ». C'est qu'un comité paritaire a été formé et fera d'ici le 10 mai des recommandations pour la répartition des prochains diplômés.

Les travaux du comité se poursuivront au cours des prochaines années et, selon M. Dugré, les spécialistes se promettent d'y « participer ardemment, avec leurs connaissances et leur expertise, pour une meilleure répartition des effectifs médicaux ». Le climat entre les deux parties, qui se serait amélioré lorsque le ministre de la Santé a rencontré les présidents des 34 associations de spécialistes en janvier, est nettement moins tendu. La preuve en est que personne ne voit de litige à l'horizon, même au sujet de la répartition. « Je pense qu'on devrait s'entendre sur les chiffres, a prédit M. Legault. Parce qu'on vise le même objectif. »

Les plus bas prix garantis!

Personne ne bat les experts!

20,000
STYLES
ET COULEURS
aux plus
bas prix!

TOUS NOS
PRODUITS FAITS
SUR MESURE SONT
GARANTIS
à VIE!

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE

Vous économisez
à tous les jours en
achetant chez
le fabricant!

Commandes prêtes
RAPIDEMENT!



STORES VERTICAUX

VERTICAUX EN TISSU

Dimensions porte-patio 75" x 84"

Tissus qualité modèle Derby 128⁰⁰
Tissus de luxe modèle Monaco 160⁴⁰
Tissus supérieur modèle Lyra 163²⁰

VERTICAUX EN VINYLE

Dimensions porte-patio 75" x 84"

Vinyle qualité modèle Primo 92⁸⁰
Vinyle de luxe modèle Superior 112⁴⁰
Fini Perlé modèle Dimension 163²⁰

STORES PLISSÉS ET CELLULAIRES

STORES PLISSÉS CLASSIQUES

MODÈLE 'LIBRA'

Abordable et raffiné

Exemples de dimensions

29" x 42" 48⁰⁰
47" x 60" 77²⁰
59" x 72" 117⁶⁰

STORES PLISSÉS EN SIMILI-LIN

MODÈLE 'MASQUERADE'

Texturé avec un aspect simili-lin

Exemples de dimensions

29" x 42" 68⁴⁰
34" x 50" 89⁶⁰

STORES CELLULAIRES FILTRANT LA LUMIÈRE

MODÈLE 'DUOPLÉAT'

Parfait pour des économies d'énergie

Exemples de dimensions

23" x 42" 104⁰⁰
34" x 50" 140⁸⁰

à partir de
47⁶⁰

à partir de
48⁰⁰

BOIS VÉRITABLE

BOIS 'RAMIN' 2"

MODÈLE NATURA^{MD}

Fini peint ou finis naturels

Exemples de dimensions

23" x 42" 59⁶⁰
27" x 64" 95⁶⁰
32" x 64" 113⁶⁰
43" x 64" 152⁴⁰

SIMILIBOIS

MODÈLE 'REPLICA'

Lattes de 2". Disponible en deux finis similibois

Exemples de dimensions

23" x 30" 72⁰⁰
23" x 36" 78⁴⁰
35" x 42" 120⁴⁰
34" x 50" 140⁸⁰

MINI-STORES

ALUMINIUM

MODÈLE SYMMETRY 1"

Design contemporain. 71 couleurs.

Exemples de dimensions

23" x 42" 37²⁰
35" x 54" 65²⁰
41" x 66" 82⁸⁰

ALUMINIUM DE LUXE

MODÈLE SOFTLOOK^{MD} - MINI 1"

Rail de forme arrondie. Lamelles 8 millimètres

Exemples de dimensions

18" x 42" 76⁰⁰
29" x 48" 95⁶⁰
35" x 54" 108⁴⁰

TOILES DE FENÊTRES

TOILE 'CACHE-SOLEIL'

MODÈLE 'SUNWEAVE'

Filtre la lumière et réduit les reflets et les rayons UV

Exemples de dimensions

36" x 60" 111⁶⁰
36" x 70" 132⁶⁰
42" x 60" 131⁶⁰
42" x 70" 147⁶⁰

Au Méga-Centre de Liquidation Seulement!

3500 est, boul. St-Joseph à Montréal

STORES DE BOIS VÉRITABLE

Non-reclamés

49⁹⁹

Jusqu'à 42"

de large

Blanc ou Albâtre, grandeurs variées.

Non-reclamés

69⁹⁹

Plus de 42"

de large

Au Méga-Centre de Liquidation Seulement!

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE

Plus de 110 Supermagasins!

Appelez 1-800-254-6377 ou

visitez notre site internet au

www.lemarchedustore.com

ÎLE DE MONTRÉAL

LE MÉGA-MARCHÉ DU STORE 3500, boul. St-Joseph est (514) 259-3500

ST-LEONARD 6920, rue Jean-Talon est (514) 251-0375

POINTE-AUX-TREMBLES 11800, rue Sherbrooke est (514) 640-9037

DOLLARD-DES-ORMEAUX 3940, boul. St-Jean (514) 624-9768

LAVAL

CHOMEDEY 55, boul. St-Martin ouest (450) 668-2370

FABREVILLE 519, boul. Curé-Labelle (450) 963-2020

RIVE-NORD/LAURENTIDES

ST-EUSTACHE 260, boul. Arthurs-Sauvé (450) 974-3434

TERREBONNE 900, boul. Des Seigneurs (450) 471-4791

REPENTIGNY 111, boul. Industriel (450) 582-9937

ST-JÉRÔME 2137, boul. Labelle (450) 569-8332

RIVE-SUD DE MONTRÉAL

GREENFIELD PARK 3836, boul. Taschereau (450) 672-0200

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 1050, boul. Du Séminaire nord (450) 348-0990

ST-HYACINTHE 2626, boul. Casavant ouest (450) 771-4266

RABAIS ADDITIONNELS • Épargnez au-delà de nos bas prix du fabricant!

Nous sommes fiers
de vous offrir ces
PRIMES-RABAIS...
Elles sont vôtres grâce à
notre **IMMENSE**
pouvoir d'achat!

\$15 de rabais
sur tout achat de \$100 ou plus
chez Le Marché du Store

Expire : 2 mars 2003 Code: QC707010
Un coupon par client. Doit être présenté lors de l'achat. Ne peut être jumelé à aucune autre offre. Non valable au centre de liquidation.

\$30 de rabais
sur tout achat de \$200 ou plus
chez Le Marché du Store

Expire : 2 mars 2003 Code: QC707010

\$45 de rabais
sur tout achat de \$300 ou plus
chez Le Marché du Store

Expire : 2 mars 2003 Code: QC707010

\$75 de rabais
sur tout achat de \$500 ou plus
chez Le Marché du Store

Expire : 2 mars 2003 Code: QC707010

MD Marques déposées de Blinds To Go Inc.

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

L'arme de Saddam

Je vois les inspecteurs de l'ONU visiter des usines, soulever des bâches, sonder des tonnes, renifler de vieilles ogives, repartir sur les chapeaux de roues vers une raffinerie. Je les vois chercher partout du gaz moutarde, une bombe atomique. Je les vois pinailler parce qu'un missile a dépassé de 30 kilomètres sa portée réglementaire de 150 kilomètres. Je les vois chercher partout sauf où il faudrait. Ils m'énervent. Non, mais sont-ils bêtes, à la fin ?

Je suis allé deux fois en Irak au cours des récentes années. Je sais de quoi je parle. Saddam Hussein ne garde en stock qu'une seule arme de destruction massive : la peur. Et il ne la cache même pas. Il suffit de regarder les Irakiens dans les yeux : elle est là.

Il ne faut pas se fier à leur sourire, à leur civilité moyen-orientale. Il ne faut pas se fier non plus au fait qu'on ne voit pas d'autres flics dans Bagdad que ceux qui règlent la circulation aux carrefours du centre-ville. Je me souviens d'un médecin soudainement effaré à l'idée d'être surpris en notre compagnie en dehors de l'hôpital. Je me souviens d'une institutrice qui m'a fermé la porte de sa classe sans explication alors qu'elle m'avait elle-même invité la veille. Un chauffeur de taxi refusera de me conduire dans un quartier éloigné : il n'avait pas l'autorisation de circuler à plus de 15 kilomètres du centre-ville. Et toujours cet effroi chaque fois qu'on laisse échapper le nom de Saddam. En glissements successifs, on arrive très vite au coeur de cette peur qui étouffe la ville et le pays. Mais ce n'est que chez les réfugiés irakiens d'Amman qu'on m'expliquera comment elle fonctionne, comme elle se répand partout, au travail, à la maison, au souk. La ville est quadrillée en

îlots de 20 maisons, un responsable par îlot tient des fiches sur chaque famille. Tout le monde dénonce tout le monde. Les disparitions entretiennent la terreur.

Un fils ne rentre pas de l'université. Un père n'arrive jamais à son travail. On n'entend plus jamais parler d'eux.

Je vois les inspecteurs de l'ONU visiter des usines, je les vois chercher partout du gaz moutarde, une bombe atomique. Donner un nouveau délai à Saddam. Ils devraient plutôt aller de quartier en quartier, dresser pour chaque îlot de 20 maisons la liste des disparus. Où est Ahmad ? Où est Ibrahim ? Où est Massoud ? Où est Jalal ? Où est Rashid ? T'as une semaine pour les retrouver, Saddam.

Pourquoi faire la guerre ? Il y a dans ce pays 23 millions d'Irakiens prêts à se débarrasser de Saddam demain matin. Pour peu qu'on leur fasse un signe. Douze millions de chiïtes (60 % de la population) victimes de discrimination depuis près de 40 ans. Sans parler des quatre millions de Kurdes.

Pensez-vous que les 23 millions d'Irakiens qui peuplent l'Irak ne nous voient pas venir, avec nos gros sabots ? Malgré leur grand désir de se débarrasser de Saddam, pensez que ça les amuse, qu'on les prenne pour des cons ? Nous délivrer ? disent-ils. Vous ne viendriez pas plutôt prendre position entre l'Iran — cet autre axe du mal — et la Syrie ? Vous ne viendriez pas plutôt faire le plein ? Du moins montrer aux Saoudiens que vous ne dépendez plus d'eux ? Et pourquoi ajouter à l'insulte en ramenant dans vos valises ces exilés ambitieux qui mangeaient



dans la main de Saddam il n'y a pas longtemps ?

Vingt-trois millions d'Irakiens. Pensez qu'ils ne savent pas qu'on les prend pour une bande d'Arabes pouilleux ? Je

suis allé deux fois en Irak. Deux fois les Irakiens m'ont chargé du même message : allez dire à vos gens que nous somme plus cultivés, plus allumés qu'eux. Plus riches aussi. Allez leur dire que ce n'est pas le tiers-monde, ici.

Avant la guerre du Golfe, l'Irak était un pays presque prospère. Tout à ses délire militaires, Saddam Hussein ne s'occupait pas trop de l'intendance. On parle d'un régime sanguinaire, pas forcément incompétent. Saddam a eu d'excellents ministres de l'Éducation, de la Santé, des Travaux publics. Avant 1990, l'Irak était un modèle pour son réseau d'eau, pour son programme d'intégration des handicapés, même en matière de solidarité sociale, l'Irak donnait des leçons — avec l'argent du pétrole il est vrai — à bien des pays de la social-démocratie.

Le niveau d'éducation en Irak était égal sinon supérieur à ce qu'il est en Amérique du Nord. Détail important dans un pays musulman : une éducation laïque. Les universités accueillait l'élite des étudiants du monde arabe, particulièrement en sciences, en médecine. Une culture en prise sur la modernité. C'est dans ce pays, que les Américains désignent comme complice de ben Laden — certainement le plus débile des mensonges de leur propagande —, c'est dans ce pays musulman que s'élaborait l'aggiornamento à l'islam. Du temps de Saddam, parfaitement. Pas grâce à Saddam.

Indépendamment de Saddam, qui ne s'occupait pas de ces détails. Il avait trop à faire avec les Kurdes.

Avant de débarquer chez eux encore une fois en sauvages, faudrait s'excuser pour la première fois, pour cette première guerre du Golfe. S'excuser d'être partis sans finir la job. Après avoir bombardé le pays comme des fous, salut bonjour, démerdez-vous avec Saddam. Les derniers jours de la guerre, le Sud chiite avait commencé à se soulever. Mais Powell — le même Colin Powell — devait interdire aux insurgés l'accès aux dépôts de munitions. Saddam a vite compris ce que cela voulait dire. Il a envoyé sa Garde républicaine. Tiens, la rébellion ! Massacrée, la rébellion. Mitraillée par des hélicoptères qui n'avaient même pas le droit de voler, en principe. Merci, Colin Powell. On a beaucoup dit que Bush père, pour d'obscur raisons, ne voulait pas la chute de Saddam. On sait aujourd'hui qu'il ne s'agit que de cafouillage et d'improvisation. S'cusez, on s'est trompé. Pas grave, on vous enverra fiston dans une douzaine d'années pour réparer.

Faudrait surtout s'excuser auprès du peuple irakien pour les 12 années d'enfer qui ont suivi. Ce n'est pas Saddam qui a fait un cloaque de ce pays jadis prospère. Ce sont les sanctions. Ce n'est pas Saddam qui a tué ces milliers enfants. Ils sont morts faute de soins. Ils sont morts par la faute des Américains, qui ont personnellement veillé à ce que les sanctions saignent complètement l'Irak.

Faudrait s'excuser pour toutes ces souffrances.

Faudrait envoyer des inspecteurs de l'ONU rencontrer les Irakiens pour s'excuser. Et pour détruire la peur. La seule arme de destruction massive qu'il reste à Saddam.

| TOIT DU STADE |

Birdair doit présenter une proposition avant la mi-mars

GILLES NORMAND

QUÉBEC — La compagnie américaine Birdair, qui avait conçu et installé le dernier toit du Stade, dont la toile s'est déchirée sous le poids de la neige en janvier 1999, s'est engagée à la fin de la semaine dernière à présenter une nouvelle proposition dans une trentaine de jours, ce qui mènerait quelque part vers la mi-mars.

Il semble que la RIO et le ministre responsable des installations olympiques, André Boisclair, se soient montrés disposés à attendre la proposition en question.

Mais le dossier est si délicat, selon les porte-parole de chacun, que tous se montrent mystérieusement secrets quant à la reprise des pourparlers, la semaine dernière, entre la RIO, Birdair et la firme d'ingénierie québécoise Rousseau, Sauvé, Warren (RSW).

Selon une source privilégiée, une firme d'ingénierie de Grande-Bretagne de calibre international a été retenue pour structurer la proposition avancée par Birdair en vue du remplacement de l'actuel toit du Stade.

À la suite de la déchirure de la toile, le 18 janvier 1999, en plein Salon de l'auto, des pourparlers quant à la responsabilité des dommages avaient tourné au vinaigre entre

la RIO, le gouvernement du Québec et le concepteur et installateur, Birdair.

Périodiquement, de nouvelles propositions étaient faites pour réparer les dégâts, mais toujours Birdair, conjointement avec la firme d'ingénieurs québécoise Rousseau, Sauvé, Warren (RSW), demandait l'autorisation de chauffer le toit pour faire fondre la neige au fur et à mesure. La firme réclamait, selon nos sources, 10 millions de plus que le prix initial (37 millions) pour installer un système de chauffage. La RIO a chaque fois rejeté ces propositions.

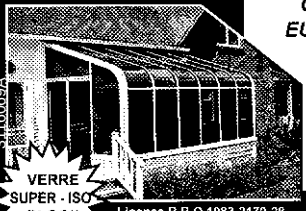
La RIO et Québec en sont venus à intenter une poursuite de 63 millions contre la firme américaine, qui est toujours devant les tribunaux.

Si la proposition que soumettra Birdair n'est pas jugée acceptable, le mois prochain, le gouvernement du Québec s'en remettra à une autre entreprise de compétence internationale. Quoi qu'il en soit, la RIO et Québec cherchent désormais un entrepreneur (Birdair ou un autre) qui sera capable d'assumer la propriété et l'entretien de son oeuvre pour une quinzaine d'années, après quoi la propriété sera cédée à la RIO. On se donne jusqu'à 2005 pour trouver la firme idéale.

Tout indique que personne ne voit d'intérêt à se rendre au bout de la poursuite de 63 millions.

Zytco

LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE



TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,
WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

VERRE
SUPER-ISO
BLOCK

Licence R.B.Q. 1983-2179-29

514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

SOLDE

de 15% à 40%

Manufacturier de mobilier de salon

SECTIONNELS • CAUSEUSES • FAUTEUILS • CANAPÉ-LITS ET PLUS!



RÉG. \$1450
SPÉCIAL
\$950

SHABBY 1-1/2 PLACE DÉHOUSABLE

CASODI
CANAPÉ • SOFA • DIVANO

3118693A

5330 Royalmount, Montréal 514.739.4185
1824 Le Corbusier, Laval 450.973.6661 www.casodi.com



COLLÈGE FRANÇAIS

Le collège privé québécois d'influence française

INSTITUTION PRIVÉE MIXTE

Préscolaire (4 et 5 ans) • Primaire • Secondaire

Une formation
préscolaire
et **primaire**
enrichissante

Journée
PORTES
OUVERTES
Dimanche 16 février 2003
de 13h à 16h

Chaque élève est unique. C'est notre philosophie.

1391, Beauregard
LONGUEUIL (450) 670-7391

Site Internet : www.collegefrancais.ca

3118947A

Qu'est-ce qui rend l'hiver plus doux pour votre budget?



LA
SENTRA
DE NISSAN

- Climatiseur • Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD
- Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux
- Pneus toutes saisons de 15 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Essuie-glaces à balayage intermittent
- Dossier arrière rabattable 60/40 • Et beaucoup plus!

En location

219\$
/MOIS*

0\$ dépôt de sécurité!

Comptant initial de 995\$
Transport et préparation inclus!

1,8%

financement à l'achat**

**AUCUN PAIEMENT
PENDANT
90 JOURS**
sur financement à l'achat.*

*L'offre • Aucun paiement pendant 90 jours • s'applique à tous les modèles Sentra 2002-2003 dont le financement à l'achat est assuré exclusivement par les services NCFI. Aucun intérêt les 60 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 60 jours, l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts conformément aux termes prévus au contrat. Location de 48 mois pour la Sentra KE 2003 • Option Plus • (CAGLES BK00). Acompte ou échange équivalent de 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurance, frais d'enregistrement RDPRM, obligations sur pneu neuf et frais du concessionnaire en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 48 mois. Frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Offre d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo Nissan, la signature • DÉCOUVRIRE • et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122



3108248A

3108094



IRAK LE COMPTE À REBOURS



PHOTOS AFP

Le Conseil de sécurité: après le rapport des inspecteurs



Mohamed al-Douri
Ambassadeur irakien pour les Nations unies.

TEXTES ET RECHERCHE D'AGNÈS GRUDA

LES DEUX CHEFS inspecteurs de l'ONU, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, ont présenté hier leur deuxième rapport sur leur mission en Irak. Leur présentation semble avoir renforcé les positions des 15 membres du Conseil de sécurité qui pourraient devoir se prononcer bientôt sur le déclenchement d'une offensive militaire contre l'Irak. Pour qu'une résolution soit approuvée par le Conseil, il faut au moins neuf «oui», et pas un seul rejet chez les cinq membres permanents (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie et Chine) – qui ont cependant la possibilité de s'abstenir de voter. Voici comment se dessinent les grandes positions du sein du Conseil et les réactions au second rapport des inspecteurs.



Hans Blix
Chef des inspecteurs de l'ONU.

L'axe de la guerre



ÉTATS-UNIS

Les États-Unis, convaincus que l'Irak continue à fabriquer et camoufler des armes de destruction massive, favorisent le recours à la force et cherchent à obtenir le soutien du Conseil de sécurité. Hier, le secrétaire d'État américain Collin Powell a insisté sur le fait que la résolution 1441 adoptée en novembre par le Conseil portait «sur le désarmement, pas sur les inspections». Selon lui, le problème de fond demeure entier: Bagdad doit encore accorder sa coopération active, immédiate, complète et inconditionnelle aux inspections et accepter de désarmer. Les inspecteurs ont signalé des progrès de procédures, pas de substance, a-t-il déploré. «La force doit demeurer un dernier recours», a-t-il admis. Mais pour M. Powell, le temps de ce dernier recours est arrivé.



GRANDE-BRETAGNE

La Grande-Bretagne se joindra à une offensive contre l'Irak, avec ou sans l'ONU — mais préférerait que le Conseil de sécurité donne le feu vert à la guerre. Hier, le ministre des Affaires étrangères Jack Straw a rappelé que cela fait 12 ans que la communauté internationale tente de désarmer l'Irak. En 1991, l'ONU avait donné à Bagdad trois mois pour désarmer. Depuis, l'Irak n'a cessé d'humilier le Conseil de sécurité. La résolution de novembre dernier était donc déjà une dernière chance offerte à Bagdad. Du point de vue britannique, Saddam Hussein n'a pas saisi cette occasion. C'est donc le temps de passer aux «conséquences graves». Si l'on ne recourt pas aux grands moyens, tous les dictateurs de la planète y verront une incitation à s'armer jusqu'aux dents, a-t-il soutenu.



BULGARIE

Comme plusieurs anciens satellites de l'ex-URSS, la Bulgarie soutient le recours à la force. Ce pays fait partie de cette «nouvelle Europe» qu'aime tant le ministre américain de la Défense Donald Rumsfeld, par opposition à l'Europe de la France et de l'Allemagne. Et puis, la Bulgarie est encore en train de faire ses classes pour adhérer à l'OTAN. On considère généralement que le soutien de la Bulgarie à la position américaine est acquis. Hier, l'ambassadeur permanent de la Bulgarie à l'ONU, Stefan Tatro, a toutefois dit espérer que le projet piloté par la France, qui souhaite renforcer les inspections en Irak, «constituera un élément d'une stratégie visant à désarmer l'Irak».



L'ESPAGNE

Quatrième partenaire de «l'axe de la guerre», l'Espagne, qui est dirigée par un gouvernement conservateur, soutient les États-Unis et participerait à une intervention militaire contre l'Irak. La ministre espagnole des Affaires étrangères Ana Palacio a estimé hier que le rapport de MM. Blix et ElBaradei laisse des questions extrêmement importantes en suspens et identifie de nombreuses zones de non-respect de la résolution 1441 de la part de l'Irak. «Un renforcement des inspections sera perçu comme un signe de faiblesse», a dit Mme Palacio qui appelle le Conseil de sécurité à «assumer ses responsabilités». L'opposition de gauche en Espagne a dénoncé son intervention comme «agressive et belliqueuse».



MEXIQUE

Le Mexique a semblé se rapprocher, hier, du «camp du Non à la guerre.» Il a affirmé sa confiance dans le travail des inspecteurs et a estimé que le Conseil de sécurité doit tout faire pour que leur travail permette d'atteindre les objectifs poursuivis. Mais le Mexique achemine 80% de ses exportations vers les États-Unis. Et ne voudra peut-être pas se mettre son principal partenaire commercial à dos à l'occasion d'un vote.



CHILI

Le président chilien Ricardo Lagos a déjà dit qu'éviter la guerre est plus important que désarmer l'Irak. Hier, le Chili a qualifié les rapports de MM. Blix et ElBaradei de «détaillés et prudents». Mais il a estimé qu'il faut maintenir la pression sur l'Irak.



PAKISTAN

Le Pakistan est coincé entre sa solidarité envers les États-Unis et sa place au sein du monde musulman. Il a souhaité, hier, que les inspecteurs disposent de plus de temps pour accomplir leur mission, même si leur rapport ne répond pas à toutes les questions.



ANGOLA

L'Angola, qui dispose d'importantes ressources pétrolières, souhaite obtenir des investissements américains. Il pourrait donc voter en faveur d'une résolution proguerre. Mais hier, il a affirmé que les conséquences de la guerre sont supérieures aux bénéfices qu'on peut en tirer.

CAMEROUN ET GUINÉE

Ces deux pays soutiennent la poursuite des inspections et n'ont pas pris position sur l'éventualité d'une action militaire.

L'axe de la paix



FRANCE

La France a pris le leadership de l'opposition au recours à la force contre l'Irak. C'est le membre permanent du Conseil de sécurité le plus susceptible d'utiliser son droit de veto pour contrer une résolution américaine donnant le feu vert à la guerre. Selon le ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin, des progrès réels ont été accomplis, l'Irak ayant ouvert son espace aérien aux avions de surveillance et ayant autorisé des interrogatoires de scientifiques sans témoins. Pour l'instant, l'usage de la force ne se justifie pas.



RUSSIE

La Russie tient à assurer son rôle d'influence sur la scène internationale, mais elle veut aussi préserver ses relations avec Washington. À la suite du rapport d'hier, Moscou juge que des progrès substantiels ont été accomplis par les inspecteurs et que leur travail va dans la bonne direction. La force pourra être utilisée uniquement lorsque tous les autres moyens auront été épuisés. La Russie estime que ce n'est pas encore le cas — mais il n'est pas clair qu'elle utiliserait son droit de veto contre les États-Unis. En cas de vote, elle pourrait s'abstenir.



ALLEMAGNE

L'Allemagne préside actuellement le Conseil de sécurité. C'est le pays le plus opposé à la guerre, qui a affirmé qu'il ne participerait pas à une offensive militaire, peu importe les circonstances. «Les inspections ont diminué de façon substantielle le danger représenté par l'Irak», a dit hier le ministre allemand des Affaires étrangères Joshua Fischer. Selon lui, la diplomatie n'a pas encore dit son dernier mot.



CHINE

Conformément à la position qu'elle a maintenue depuis le début de la crise irakienne, la Chine a jugé que les dernières semaines ont permis d'obtenir des résultats positifs, même s'il reste encore beaucoup de travail à faire. Elle favorise la poursuite du processus d'inspections et la recherche d'une solution pacifique. En cas de vote sur un projet de résolution pro-guerre, la Chine est toutefois susceptible de s'abstenir.



SYRIE

Seul membre arabe du Conseil de sécurité, la Syrie a profité de son «temps d'antenne», hier, pour dénoncer la politique israélienne. Sur la question de l'Irak, elle a noté que les inspecteurs ont réalisé des progrès substantiels. «C'est la preuve que les inspections donnent des résultats» a dit son ministre des Affaires étrangères Farouk Al-Shara. La Syrie s'oppose à la guerre et réclame la levée des sanctions contre l'Irak.

Des bas prix en vue

De nouveaux tarifs réduits allers simples pour la côte Est

Air Canada vous offre toute la liberté de voyager avec ces nouveaux tarifs réduits et flexibles pour vos allers simples. Aucun séjour le samedi requis. Aucun séjour minimal ou maximal requis.

Encore plus économique! Réservez à aircanada.ca et profitez d'une économie additionnelle de 2,50\$.

HALIFAX
À PARTIR DE
109\$
En vigueur le 1^{er} mars 2003
ALLER SIMPLE

ST. JOHN'S
À PARTIR DE
149\$
En vigueur le 1^{er} mars 2003
ALLER SIMPLE

Accumulez des milles-bonis Aéroplan^{MD} jusqu'au 15 mars 2003. Pour de plus amples renseignements, visitez aeroplan.com

Les tarifs sont basés sur un aller simple au départ de Montréal. Achat d'un aller-retour non requis.

Réservez en ligne à aircanada.ca ou destina.ca notre partenaire en ligne. Appelez votre agent de voyages ou Air Canada au 1 888 247-2262.



AIR CANADA





«Ce que nous venons d'entendre à travers le rapport de MM. Blix et ElBaradei, c'est que les inspections donnent des résultats.»

— Dominique de Villepin
Le ministre français des Affaires étrangères



«On a la preuve que les inspections donnent des résultats et donnent des résultats positifs.»

— Louis Michel
Le ministre belge des Affaires étrangères

«Le rapport (Blix) montre qu'il y a des progrès, mais ils ne sont pas suffisants pour démontrer que l'Irak se conforme à ses obligations. Devons-nous avoir recours à la force? Moi, je ne crois pas.»

— Bill Graham
Le ministre canadien des Affaires étrangères

VINCENT MARISSAL

vincent.marissal@lapresse.ca



La position IKEA

Un jour, le gouvernement Chrétien refuse de s'engager fermement en faveur d'une deuxième résolution de l'ONU avant de suivre les États-Unis en Irak. Le lendemain, Jean Chrétien met en doute les « preuves » des Américains.

Le ministre de la Défense nous annonce mercredi que des officiers de haut rang de notre armée sont déjà sur le pied de guerre ; son collègue des Affaires étrangères affirme hier que les inspecteurs de l'ONU ont besoin de plus de temps.

En début de semaine, Jean Chrétien se dit d'accord avec la décision de Washington d'installer un dispositif militaire en Turquie, malgré l'opposition de l'OTAN ; en fin de semaine, il se rapproche des Européens en prônant la modération.

Pas facile à suivre, le gouvernement fédéral. À force de ménager la chèvre et le chou, Ottawa n'arrive pas à donner l'heure juste aux Canadiens. C'est la position IKEA : vous l'assemblez vous-même, mais vous n'êtes pas certain au départ que tous les morceaux sont dans la boîte. Et puis, même s'ils sont tous là et que vous avez la patience de mettre le tout ensemble, ça reste le plus souvent bancal à la fin de l'exercice.

Le jour de la rentrée parlementaire à Ottawa, il y a deux semaines, il fallait voir les journalistes courir dans tous les sens du foyer de la Chambre des communes pour essayer de se faire expliquer la politique canadienne par rapport à une intervention militaire en Irak. Certains collègues qui couvrent ces dossiers depuis des années se consultaient en petit groupe dans les coins : « Toi, qu'est-ce que t'as compris ? On y va avec ou sans l'ONU ? Et la résolution 1441 ? Et la deuxième résolution ? »

Une bonne dose de courage

Cela dit, les choses se sont quelque peu éclaircies ces dernières heures. D'abord, il fallait une bonne dose de courage à Jean Chrétien pour aller dire aux Américains, chez eux, que le monde n'est pas prêt à les croire sur parole. Il faut toujours du courage pour dire à l'empereur qu'il est nu.

Bon, le reste du discours restait un peu vague, mais on a compris en gros que nous sommes d'abord derrière l'ONU avant d'être derrière Washington. C'est déjà ça de pris.

Au moment où des milliers d'Américains en panique envahissent les quincailleries pour acheter du *duct tape* pour calfeutrer leurs portes et fenêtres en cas d'attaque chimique ou nucléaire, la sortie de M. Chrétien à Chicago avait un côté apaisant pour les Canadiens.

Difficile toutefois de comprendre pourquoi il faut que notre premier ministre aille aux États-Unis pour expliquer une position que les Canadiens essayent de comprendre depuis des jours.

Ce n'est pas la première fois que M. Chrétien va faire la leçon aux Américains sur leur territoire. L'an dernier, il a fait bien des remous en affirmant devant l'ONU que les inégalités frappantes entre les pays riches et les régions pauvres du globe expliquent en partie la haine contre les États-Unis. M. Chrétien ne s'était pas fait beaucoup d'amis ce jour-là à Washington.

En 1998, il s'était rendu à New York pour faire la morale aux financiers américains qui spéculent sur notre monnaie et au gouvernement Clinton qui devait des milliards de dollars à l'ONU.

Hier, le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, a précisé que le Canada souhaite que l'on donne plus de temps aux inspecteurs de l'ONU pour mener leurs inspections en Irak. On marche encore sur des oeufs, mais on commence à y voir un peu plus clair.

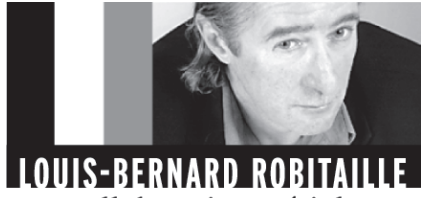
Une situation délicate

Être le voisin des États-Unis ces années-ci n'a rien de très agréable. Facile pour l'opposition d'y aller de grandes déclarations fracassantes, mais la situation d'Ottawa face à Washington est plutôt délicate. Vous vous demandez pourquoi le gouvernement fédéral est si hésitant ? Pensez au milliard de dollars qui transitent chaque jour en marchandises entre les deux pays.

Mais on parle ici de guerre, de bombes sur du vrai monde, pas de quotas de lait ou de taxe sur le bois d'oeuvre. Le moins que le gouvernement fédéral doive à sa population, c'est une position claire. M. Chrétien devrait répéter de ce côté-ci de la frontière ce qu'il a dit jeudi à Chicago. Il devrait surtout avoir le courage de faire voter le Parlement sur la question.

Les Américains n'arrêteront pas de nous vendre leurs automobiles et ils auront encore besoin de notre gaz naturel. L'administration Bush est furieuse contre la France, mais soyez certains que cela n'empêchera pas les vigneron de Bordeaux de vendre leurs prochains crus à gros prix.

« Money talks », comme on dit chez nos voisins.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

PARIS — À la veille de manifestations contre la guerre qui devraient rassembler des centaines de milliers de personnes dans les grandes villes européennes, la France a connu hier au Conseil de sécurité de l'ONU ce qui ressemblait à son « jour de gloire ». Des applaudissements nourris de l'auditoire ont salué l'intervention énergique — et très « gaullienne » — du ministre français des Affaires étrangères, devenu en quelque sorte le chef de file des antiguerre à l'ONU. Plus tard dans la journée, face à la tonalité très sceptique de la plupart des 15 membres du Conseil, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, semblait infléchir la position américaine en déclarant que les « discussions devaient continuer » et que « la patience américaine se comptait en semaines ».

À Paris, où l'on suivait en direct à la télévision la séance du Conseil de sécurité, on a d'abord noté, fait exceptionnel dans cette enceinte, les applaudissements spontanés et nourris au sein du parterre composé de diplomates et d'ambassadeurs non membres, lorsque Dominique de Villepin a conclu son intervention au nom « d'un vieux pays, la France, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie, qui n'oublie pas, qui sait tout ce qu'elle doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Un vieux pays qui n'a pas cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. »

Cette envolée plutôt littéraire, de la part d'un diplomate-écrivain auteur d'un livre récent sur *Les Cent-Jours de Napoléon*, constituait une réplique pour le moins vigoureuse aux propos tenus une semaine plus tôt par Donald Rumsfeld à propos de « la Vieille Europe » et concluait un exposé de 15 minutes particulièrement clair et dépourvu de toute langue de bois. « Rien ne justifie aujourd'hui le recours à la guerre », a martelé le chef de la diplomatie française, pour qui « l'ampleur de la menace irakienne » n'était absolument pas démontrée, pas plus d'ailleurs que les liens du régime avec Al-Qaeda. « Que ceci soit clair : aucun d'entre nous n'éprouve la moindre complaisance vis-à-vis de Saddam Hussein ou de son régime. Et nous sommes d'accord sur l'objectif du désarmement. Mais si l'option de la guerre paraît à première vue la plus rapide, il faut se rappeler qu'après la guerre, il faudra construire la paix, préserver l'unité de l'Irak, rétablir durable-



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

EN GRANDE-BRETAGNE

LE RAPPORT somme toute plutôt neutre de Hans Blix devant le Conseil de sécurité des Nations unies ne fera rien pour atténuer les difficultés du premier ministre britannique, Tony Blair, aux prises avec une opinion publique de plus en plus opposée à la guerre.

M. Blair doit prendre la parole aujourd'hui devant les militants du Parti travailliste, réunis en congrès à Glasgow, et il aurait sans doute espéré que le chef des inspecteurs en armement de l'ONU lui donne davantage de munitions.

Il devra plutôt poursuivre son délicat numéro d'équilibriste, partagé entre son appui à la position américaine dans le dossier irakien et les protestations d'une frange importante de sa propre formation politique et de la population britannique en général.

Donnant un avant-goût du discours de M. Blair, le ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, a déclaré hier devant le Conseil de sécurité que l'Irak continuait de ne pas se plier « complètement et activement » à la résolution 1441, adoptée en novembre.

Une solution pacifique à la crise demeure possible, a-t-il dit, « mais cela demandera un changement d'attitude total et immédiat de la part de Saddam Hus-



Photo AFP

Le Français Dominique de Villepin est devenu, en quelque sorte, le chef de file des antiguerre à l'ONU.

ment la stabilité d'une région durablement affectée par l'intrusion de la force... »

« C'est le triomphe de la rhétorique et de la posture », commentait avec une sorte d'admiration ironique le commentateur de la télé LCI, tout en soulignant que « jamais, depuis très longtemps, la France n'a été dans un rôle diplomatique aussi glorieux ». Derrière la façade de ce succès personnel de M. de Villepin — personnage haut en couleur et parfois controversé — c'était surtout le front « de la paix » qui remportait une victoire beaucoup plus nette que prévu lors de cette séance du Conseil de sécurité.

À Paris, les observateurs ne s'attendaient pas, il est vrai, à ce que les rapports de MM. Blix et ElBaradei penchent aussi nettement en faveur de la poursuite et du renforcement des inspections. Or, malgré quelques réserves sur le manque de coopération de l'Irak ou des manquements mineurs aux obligations de désarmement, le chef des inspecteurs de l'ONU a, d'une part, balayé d'un revers de la main les « preuves » apportées la semaine dernière par Colin Powell, et d'autre part, constaté que ses propres conclusions sur la poursuite et le renforcement des inspections « coïncidaient avec la position de la France ».

Il s'agissait là d'un encouragement inespéré aux partisans de la paix — et d'un coup assez dur pour Colin Powell. D'autant plus que le tour de table des 15

membres du Conseil se révélait plus défavorable que prévu aux thèses anglo-américaines. En-dehors des États-Unis et de la Grande-Bretagne, seule l'Espagne se prononçait catégoriquement contre la poursuite des inspections. Même la Bulgarie, acquise aux Américains et considérée par Rumsfeld comme l'exemple même de la « nouvelle Europe », rejoignait le camp des attentistes, qui compte six membres « tourments ». Pendant ce temps, en Italie, le secrétaire d'État à la Défense semblait contredire la position officielle de son gouvernement et déclarait que son pays devait s'opposer à une guerre « unilatérale ».

En France même, la cause paraît plus que jamais entendue. Parmi les personnalités plus ou moins hostiles à la ligne défendue par Villepin, on trouve de peine et de misère une demi-douzaine de députés de droite, inquiets d'une crise avec les États-Unis, et un ancien ministre libéral, Alain Madelin. La quasi-totalité de la majorité de droite à l'Assemblée nationale fait bloc derrière le président Chirac, de même, il va sans dire, que la totalité des élus de gauche. Petite révolution dans les moeurs politiques : le défilé monstre qu'on attend cet après-midi à Paris entre Denfert-Rochereau et la Bastille, et qui rassemblera 80 partis et organisations diverses, comptera, aux côtés des socialistes, communistes et autres trotskistes, de nombreuses personnalités de droite, pourtant peu habituées à descendre dans la rue.

Le casse-tête de Blair

sein. » Et pour y arriver, « une menace crédible d'utiliser la force » sans délai est la seule avenue possible, selon le chef de la diplomatie britannique. « Si nous décidons d'accorder un délai illimité aux inspecteurs, la paix et la sécurité de la communauté internationale ne deviendront pas plus faciles à atteindre, mais plus difficiles. »

Le public britannique s'est jusqu'ici montré très dubitatif envers la position du gouvernement Blair. Près de neuf Britanniques sur 10 estiment que plus de temps devrait être accordé aux inspecteurs de l'ONU, selon un sondage publié cette semaine dans le *Times*.

Une autre enquête, réalisée pour la BBC les 9 et 10 février, révélait qu'à peine 9 % de la population approuverait une participation de la Grande-Bretagne à une guerre en Irak en l'absence d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Cette proportion de « purs et durs » est en chute libre : elle se situait à 34 % en septembre et à 22 % en janvier. Près de la moitié des habitants du pays sont carrément opposés à la guerre, avec ou sans l'appui de l'ONU.

Plus inquiétant encore pour M. Blair, 60 % des Britanniques jugent que leur gouvernement et celui des États-Unis n'ont pas démontré que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive. Le rapport de Hans Blix, dépourvu du genre de critique virulente envers le manque de coopération du régime irakien que l'on trouvait dans son rapport de la fin janvier, ne viendra sûrement pas changer le portrait.

Downing Street n'a pas aidé sa propre cause. La découverte il y a 10 jours qu'un dossier de preuve contre l'Irak publié par

le gouvernement n'était pas le produit d'informations glanées par les services de renseignement, mais plutôt un vulgaire plagiat de la thèse de doctorat d'un étudiant américain, a semé le doute dans l'esprit de bien des gens.

C'est dans ce contexte qu'aura lieu aujourd'hui à Londres ce que certains annoncent déjà comme la plus importante manifestation de l'histoire du pays — en chiffres, du moins. Entre 500 000 et un million de personnes sont attendues cet après-midi dans Hyde Park à l'occasion d'une marche organisée par la coalition Stop the War.

Les opposants à la guerre forment un groupe disparate, où se côtoient des évêques, d'anciens généraux, des musulmans, des organisations écologistes et tout le spectre de la gauche, des marxistes-léninistes jusqu'à Charles Kennedy, leader du Parti libéral-démocrate, la troisième formation en importance au pays.

Une autre marche est prévue à Glasgow. Les organisateurs promettent un tapage « digne des trompettes de Jéricho » pendant que M. Blair — qu'un photo-montage à la une du *Daily Mirror* d'hier montrait en train d'embrasser George Bush sur la bouche ! — s'adressera aux troupes travaillistes, parmi lesquelles un grand nombre de députés ayant déjà exprimé leur désaccord avec le gouvernement.

Après ce qui promet d'être un week-end difficile, M. Blair se mettra en route pour Bruxelles, où aura lieu lundi un sommet extraordinaire de l'Union européenne sur la question irakienne. Il s'y retrouvera nez à nez avec les dirigeants français et allemands, dont la position apparaît renforcée après la présentation du rapport de M. Blix.



IRAK LE COMPTE À REBOURS



« Dans un très proche avenir, nous devons examiner si oui ou non (...) il est temps d'envisager de graves conséquences (pour l'Irak). »

— Colin Powell
Le secrétaire d'État américain

« Le monde n'a reçu aujourd'hui aucun signe rassurant montrant que l'Irak désarmait. »

— Ari Fleischer
Le porte-parole de la Maison-Blanche

« Nous travaillons avec honnêteté avec les inspecteurs pour leur permettre d'établir la vérité sur l'absence d'armes de destruction massive en Irak. »

— Tarek Aziz
Le vice-premier ministre irakien

« Le Canada n'est pas le valet des États-Unis »

— Bill Graham

LAURA-JULIE PERREAULT

LE CANADA n'est pas le valet des États-Unis en matière de politique étrangère, selon Bill Graham. « Si nous étions les chiens de poche des États-Unis, nous nous serions engagés comme les Britanniques et les Australiens », a indiqué le ministre des Affaires étrangères, de passage à Montréal hier.

Les deux pays du Commonwealth ont déjà assuré les Américains de leur entière collaboration dans l'éventualité d'une attaque contre l'Irak, geste qu'Ottawa n'a pas imité.

« Nous cohabitons avec les Américains, ils sont nos amis, mais il peut y avoir un désaccord avec une administration américaine en particulier », a dit le ministre, affirmant à plusieurs reprises que le Canada croit fermement que la crise irakienne doit se régler au Conseil de sécurité et non pas dans le bureau Oval de la Maison-Blanche.

Le ministre faisait ainsi écho au premier ministre, Jean Chrétien, qui, la veille avait critiqué ouvertement les Américains en disant que « tous ne sont pas disposés à croire les États-Unis sur parole » au sujet de la présence d'armes de destruction massive en Irak.

Des progrès

Commentant le rapport que le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, a remis au Conseil de sécurité hier matin, Bill Graham a noté qu'il perçoit des progrès du côté de l'Irak.

Par contre, soutient-il, ces avancées ne suffisent pas à affirmer que l'Irak a rempli les conditions de la résolution 1441 du Conseil de sécurité. « Les progrès requièrent que la pression soit maintenue sur l'Irak », a-t-il noté.

Cette position est aussi celle du président du Mexique, Vicente Fox. M. Graham devait d'ailleurs s'entretenir avec son homologue mexicain hier après-midi pour discuter de leurs objectifs communs.

Bill Graham refuse de dire pour le moment si le Canada compte se joindre à l'effort de guerre si le processus aux Nations unies ne permet pas d'éviter un conflit armé.

Les voix de l'inquiétude

Hier, le responsable des Affaires étrangères s'est adressé aux médias puis aux quelque 400 citoyens venus le rencontrer au théâtre du Gesù, dans le cadre d'une consultation nationale sur la politique étrangère canadienne.

Les dizaines de personnes qui sont intervenues lui ont fait part de leurs inquiétudes face à une éventuelle participation du Canada à un conflit armé.

Michel Chaurette, du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), qui envoie des centaines de coopérants dans le monde, a rappelé à M. Graham que la sécurité des Canadiens à l'étranger ne tient qu'à un fil.

« Pour le moment, leur sécurité est liée au fait qu'ils sont canadiens. Cette sécurité dépend de notre différence avec les États-Unis. »

Professeur en droit international et président du comité des relations internationales du Parti québécois, Daniel Turp a reproché à son « ami personnel » Bill Graham de ne pas donner de réponse claire quant au rôle du Canada dans le cadre d'une intervention en Irak. « J'évalue que la résolution 1441 ne permet pas l'intervention par la force. Si le Canada le fait à l'intérieur d'une coalition, il violerait le droit international et la Charte des Nations unies », a dit M. Turp, qui exposait par la même occasion la position du Parti québécois.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a aussi dénoncé la position vague d'Ottawa. Il s'est notamment moqué de la décision du gouvernement Chrétien d'envoyer des soldats canadiens en Afghanistan. « Est-ce que le Canada ne fait pas indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement ? En envoyant des soldats en Afghanistan, ne libère-t-il pas plus d'Américains pour qu'ils interviennent en Irak ? »



Photo FRANK BOXLER, Associated Press ©

Des pacifistes allemands ont envahi les rues de Bayreuth hier en brandissant des bannières aux slogans sans équivoque telle celle-ci : « Drop Bush not bomb », « Larguez Bush et non des bombes. »

Les pacifistes sur le pied de guerre

LAURA-JULIE PERREAULT

Le rapport Blix sur les armes en Irak ? Les pacifistes qui préparent la manifestation qui aura lieu aujourd'hui à Montréal ont eu à peine le temps de le lire, trop occupés à terminer les pancartes qu'ils brandiront et les slogans qu'ils scanderont dans les rues de la métropole.

« Que les inspecteurs trouvent quelque chose ou non, l'argumentation des chefs d'État mène vers l'agression. Et nous voulons manifester notre désaccord », lançait hier Raymond Legault, porte-parole du collectif Échec à la guerre.

Il s'est lui-même penché sur le nouveau rapport et n'y a rien trouvé qui justifie une intervention par la force. « Il n'y a pas de danger immédiat pour la sécurité internationale et pas de preuve que l'Irak voudrait utiliser ses armes de destruction massive, et ce, même s'il en avait », ajoute-t-il.

Selon lui, les récents propos belliqueux de plusieurs chefs d'État appellent plus que jamais la prise de position pacifiste de la société civile.

Plus de 130 organismes

M. Legault n'est pas le seul à penser de la sorte. Le collectif Échec à la guerre, qui ne comptait que 75 organisations il y a moins d'un mois, en rassemble maintenant plus de 130.

Parmi celles-là, des organisations syndicales et religieuses, des partis politi-

ques, des associations étudiantes, des mouvements féministes et des organismes de développement international.

Plusieurs représentants de ce collectif se sont déjà donné rendez-vous hier après-midi au théâtre Gesù, où ils ont pu s'adresser directement au ministre des Affaires étrangères du Canada, Bill Graham.

Ils ont enjoint à ce dernier de garder une ligne indépendante face au gouvernement des États-Unis, « qui pratique la politique de l'hypocrisie », a laissé tomber une femme visiblement outrée par les propos des George W. Bush et Colin Powell.

603 villes

Les participants montréalais joindront leur voix cet après-midi à celles de millions d'autres manifestants qui doivent prendre part à diverses activités dans 603 villes du monde entier aujourd'hui. De l'Afrique aux États-Unis, les militants antiguerre comptent tous se faire entendre le même jour.

« Ce sera probablement la plus grande manifestation antiguerre de l'histoire », s'exclamait hier Jason Kafoury, de l'organisation United for Peace, responsable de la manifestation de New York.

C'est dans la Grosse Pomme que les Américains qui s'opposent à des attaques militaires sur l'Irak convergeront. Les organisateurs en attendent 100 000, un nombre relativement modeste comparé aux manifestations de plus de 500 000 personnes prévues à Londres, Rome et Barcelone.

Les organisateurs de la manifestation américaine n'ont pas eu la tâche facile. Ces derniers — désirant organiser une grande marche qui serait passée sous les fenêtres du siège social de l'ONU — de-

vront se contenter d'un rassemblement, sans déplacement, sur la 1^{re} Avenue.

« La Cour nous empêche de nous déplacer dans les rues. Les manifestants seront divisés les uns des autres puisque la police va ériger des barrages à toutes les intersections, soupirait hier M. Kafoury. C'est évident que certaines personnes ne veulent pas entendre ce que nous avons à dire », a dit à La Presse le militant américain.

Vedettes au rendez-vous

Ces contraintes n'empêcheront pas l'actrice Susan Sarandon, l'auteure Angela Davis et l'archevêque sud-africain Desmond Tutu de prendre la parole devant les manifestants.

À Montréal, quelques vedettes seront aussi invitées à prendre le micro. Le chanteur Luck Mervil montera sur scène pour l'occasion. Le comédien Luc Picard prendra aussi la parole.

Plusieurs visages connus de la communauté artistique ont aussi confirmé leur présence à la manifestation, dont Andrée Lachapelle, Bruce Cockburn, Paul Piché, Richard Séguin et Robert Marien.

Plusieurs politiciens, dont Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, et Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales du Québec, seront aussi de la partie.

La manifestation partira du square Dominion, situé au coin de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque, sur le coup de 13 h demain. Les manifestations emprunteront ensuite la rue Sainte-Catherine jusqu'à la rue Saint-Denis avant de tourner sur le boulevard René-Lévesque. La foule s'immobilisera finalement devant le complexe Guy-Favreau, où auront lieu les discours.

Saddam en exil: les pour et les contre

D'après le USA TODAY

WASHINGTON — Le dictateur, qui s'en était tiré sans mal face aux menaces d'un président américain, était ensuite devenu de plus en plus provocant tandis qu'il observait un autre président ordonner un accroissement du potentiel militaire à ses frontières et menacer d'envahir son pays. Puis, il a rejeté avec mépris l'offre secrète d'une vie en exil.

Finalement, lorsque les forces américaines ont lancé leur attaque nocturne en 1989, Manuel Noriega, leader du Panama, ne s'y attendait tellement pas qu'il a été surpris au lit avec sa maîtresse. Aujourd'hui, il dort dans une prison fédérale américaine à Miami, et on présume qu'il regrette de n'avoir pas sauté dans un avion en partance pour l'Espagne quand il en avait encore la possibilité.

Maintenant, Saddam Hussein fait face au même dilemme : combattre ou fuir ?

Au cours des dernières semaines, des responsables saoudiens et jor-

daniens ont mis de l'avant un plan pour que le dictateur quitte l'Irak, lui faisant abandonner le pouvoir et évitant ainsi un affrontement militaire qu'il est presque assuré de perdre. Le public américain appuie cette idée dans la proportion de deux contre un. « Cela éviterait un tas de problèmes », souligne mercredi dernier Colin Powell, secrétaire d'État américain, en s'adressant au Congrès.

Mais l'alléchante perspective de réserver un avion plutôt que de mener une guerre a suscité une controverse au sein de l'administration américaine et parmi ceux qui ont eu affaire à des tyrans dans le passé. L'exil de Saddam n'éliminerait pas la nécessité d'une opération militaire américaine en Irak pour trouver et détruire les armes de destruction massive de son régime. Nombre de ses partisans politiques et militaires demeureraient présumément sur place, compliquant par le fait même la transition vers la démocratie.

Et une telle option aurait pour conséquence de laisser un homme

surnommé le « boucher de Bagdad » vivre dans le luxe en Arabie Saoudite ou au bord de la mer Noire. Il serait alors présumément protégé d'éventuelles poursuites pour crimes de guerre qu'il aurait commis contre les Kurdes et les chiites, selon le Président Bush.

Pour sa part, Colin Powell a expliqué aux membres du comité de la Chambre sur les relations internationales que les États-Unis discutaient de la perspective d'exil de Saddam avec plusieurs pays, en ajoutant toutefois que les détails n'étaient pas encore arrêtés. « Nous étudions les différents aspects d'une telle stratégie — l'asile, la sorte de protection qui serait assurée, comment nous nous y prendrions exactement. »

Mais tout cela pourrait bien n'être que théorique. Selon des auteurs de profils de la CIA qui ont étudié le cas du leader irakien, il est douteux qu'il consentira jamais à abandonner le pouvoir. Rien à voir, disent-ils, avec Idi Amin Dada, ancien dictateur de l'Ouganda, qui vit maintenant à l'hôtel

Al Waha, à Djedda, en Arabie Saoudite. Après un bref séjour en Libye, il se trouve en « pèlerinage prolongé » en Arabie Saoudite après avoir dû fuir Kampala en 1979.

Son règne brutal aurait fait 300 000 morts.

Despotes en exil

Il existe un nombre étonnant de despotes en exil dans le monde, nombre d'entre eux ayant été transportés dans leur « pays d'adoption » par la U.S. Air Force. Des tyrans qui ont présidé à des coups d'État, à des actes de répression, à la torture et à des tueries coulent maintenant des jours tranquilles dans des pays souvent choisis parce qu'ils n'ont pas de traité d'extradition ou parce qu'ils sont gouvernés par des leaders partageant la même idéologie.

En règle générale, ils refusent d'admettre jusqu'à la dernière minute que les heures de leur régime sont comptées. Ainsi, Idi Amin Dada fut presque lynché par des troupes tanzaniennes avant d'ac-

cepter de fuir précipitamment en exil. Mengistu Hailé Mariam, qui a mené la campagne de « terreur rouge » en Éthiopie, a dû être littéralement poussé par des camarades de l'armée à bord d'un avion américain en 1991 après que les rebelles érythréens eurent pénétré dans Addis-Abeba, la capitale.

Mais même lorsqu'ils réussissent à fuir, la sécurité de ces leaders n'est pas garantie. Par exemple, Anastasio Somoza a fui le Nicaragua en 1979 pour le Paraguay, mais il a été assassiné l'année suivante par un commando sandiniste. Aujourd'hui, son protecteur paraguayen, Alfredo Stroessner, est en exil au Brésil.

Le journaliste italien Riccardo Orizio a passé des années à suivre la piste d'une demi-douzaine d'anciens dictateurs qui ont trouvé des refuges sûrs. Son livre, *Talk of the Devil*, qui sera publié aux États-Unis en avril prochain, décrit la vie aisée que mènent certains des noms les plus connus dans le passé.



IRAK LE COMPTE À REBOURS

Entre la guerre et la paix

Questions et réponses sur le deuxième rapport des inspecteurs

AGNÈS GRUDA

Les deux chefs inspecteurs de l'ONU, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, ont présenté hier leur deuxième rapport au Conseil de sécurité de l'ONU. Leur présentation pourrait faire toute la différence entre la guerre et la paix. À quoi peut-on s'attendre maintenant ?

Q Qu'y avait-il de neuf dans le rapport des inspecteurs ?

R Le 27 janvier, les deux inspecteurs en chef avaient présenté au Conseil de sécurité un compte rendu très dur à l'égard de l'Irak, critiquant son manque de coopération.

Hier, leur ton était beaucoup plus modéré. Même s'il demeure foncièrement une « société fermée », l'Irak a assoupli sa position sur les vols des avions de surveillance, a accepté que ses scientifiques soient interrogés sans témoin et réduit substantiellement le nombre « d'accompagnateurs » que l'on assigne à chaque inspecteur, a fait valoir Hans Blix.

Malgré ces « pas positifs », d'importantes questions demeurent irrésolues au sujet de stocks disparus de bacille du charbon, du composé neurotoxique VX et de missiles de longue portée, selon M. Blix. M. ElBaradei a conclu de son côté qu'il n'y avait aucune preuve d'activités visant la fabrication d'armes nucléaires.

Le rapport de M. Blix comportait aussi un important désaveu des « preuves » présentées la semaine dernière par le secrétaire d'État américain Colin Powell. Les photos satellites présentées comme des preuves de camouflage pouvaient ne représenter que des activités courantes sur un site déclaré, a dit M. Blix. Grosse gifle pour Colin Powell.

Q Quel a été l'impact de la présentation Blix-ElBaradei sur les membres du Conseil de sécurité ?

R Chacun des deux camps — les « pro-guerre » et les « pro-inspections » — a trouvé dans le rapport des arguments pour soutenir sa position. Le Mexique, jusqu'à maintenant « non aligné », a semblé pencher davantage vers le « non », hier. Mais dans l'ensemble, la présentation a renforcé les positions et le gouffre entre les tenants de la méthode forte et la « vieille Europe » s'est encore creusé.

Q Quelles sont les chances des États-Unis de faire passer une résolution en faveur de la guerre ?

R Extrêmement faibles. La France, membre permanent du Conseil, jouit d'un droit de veto. Or, tout indique qu'elle voterait contre la guerre. Même si les deux autres membres permanents qui hésitent à employer la méthode forte, soit la Chine et la Russie, devaient s'abstenir de voter, c'est assez pour bloquer les États-Unis.

S'ils veulent coiffer leur offensive de la légitimité de l'ONU, les États-Unis et la Grande-Bretagne peuvent toujours tenter de faire passer une résolution qui se contenterait de

constater que l'Irak a violé la résolution 1441, et lui donnerait 48 ou 72 heures pour s'y plier.

Même si une telle résolution ne faisait pas explicitement référence à l'emploi de la force, les « pro-guerre » pourraient en conclure qu'elle les autorise à aller au front.

Un autre scénario a été évoqué par Richard Armitage, adjoint de Colin Powell : les États-Unis pourraient se contenter d'obtenir neuf votes sur 15 parmi l'ensemble des membres du Conseil, et estimer que l'intervention militaire a le feu vert de l'ONU, malgré l'imposition d'un veto. La légitimité d'un vote aussi faible serait douteuse aux yeux de la communauté internationale, mais permettrait peut-être de vendre la guerre à l'opinion publique américaine.

Q À quoi doit-on s'attendre maintenant ?

R Colin Powell a appelé le Conseil de sécurité à se pencher sur les « conséquences graves » — euphémisme désignant une offensive militaire — dans un « avenir rapproché ». Une résolution en faveur de la guerre, qui serait probablement pilotée par la Grande-Bretagne, pourrait donc être présentée dès la semaine prochaine.

De leur côté, les pays opposés à la guerre, soit la France, la Russie et l'Allemagne, pourraient mettre au point une résolution de remplacement, favorisant un envoi massif d'inspecteurs en Irak.

Q Dans quel ordre ces résolutions seront-elles étudiées ? Qui en décidera ?

R Habituellement, les pays qui veulent faire voter une résolution s'assurent de recevoir suffisamment d'appuis avant de la déposer formellement. Mais ce n'est pas toujours le cas et il est arrivé à plusieurs reprises que des projets de résolutions soient bloqués par un veto.

On peut s'attendre à d'intenses sessions de tordeage de bras avant que l'une ou l'autre des deux résolutions ne soit soumise aux 15 membres du Conseil de sécurité. Le cas échéant, c'est le président du Conseil, qui change tous les mois, qui décide de la marche à suivre. Il est possible que le Conseil ait à se prononcer sur les deux résolutions.

Q La France a réclamé la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel le 14 mars prochain. Cela permettra-t-il de repousser l'échéancier de la guerre ?

R C'est très douteux. Le temps presse, pour des raisons climatiques : au printemps, il fait chaud en Irak. Les États-Unis et la Grande-Bretagne souhaitent que la résolution soit votée avant la fin février, pour lancer leur offensive dans les jours suivants. Et Colin Powell a dit hier que la décision au sujet de la guerre devra être prise dans les semaines qui viennent. Pas dans un mois.

Q Et que pensent les inspecteurs eux-mêmes ? Faut-il continuer les inspections ?

R Avant même l'adoption de la résolution 1441, en novembre, Hans Blix avait indiqué que le processus d'inspection pourrait prendre jusqu'à un an. Il n'a pas changé d'avis.

SOLDE D'ENTREPÔT KANUK

DU 19 AU 24 FÉVRIER

à l'atelier-magasin Kanuk - 485 rue Rachel Est

L'HÉLIUM
Rég. : 570\$
515\$

LE GAROLOU
Rég. : 622\$
425\$

LE GRABUGE
Rég. : 662\$
395\$

L'APPALACHE
Rég. : 735\$
440\$

LE CAP-CHAT
Rég. : 594\$
535\$
fourrure en sus

LE GATINEAU
Rég. : 532\$
475\$

KANUK

Des **MILLIERS** de manteaux chauds **KANUK** en **SOLDE!**

TOUS les manteaux **KANUK** sont en solde!

à l'atelier-magasin Kanuk
485 rue Rachel Est, Montréal

HEURES D'OUVERTURE DU SOLDE D'ENTREPÔT KANUK

Mercredi 19 fév...	de 8 h 00 à 21 h 00
Jeudi 20 fév. . . .	de 8 h 00 à 21 h 00
Vendredi 21 fév. .	de 8 h 00 à 21 h 00
Samedi 22 fév. . .	de 8 h 00 à 17 h 00
Dim 23 fév.	de 8 h 00 à 17 h 00
Lundi 24 fév. . . .	de 8 h 00 à 21 h 00

Nous acceptons : MasterCard, Visa, carte de débit et argent comptant

Métro Mont-Royal 3111492A

ENCAN PUBLIC

Règlement pour défaut de paiement
**TAPIS PERSANS AUTHENTIQUES
NOUÉS MAIN, MEUBLES
IMPORTÉS, PEINTURES**

AVEC L'AUTORISATION DE CRÉANCIERS NANTIS
ET AUTRES PARTIES NOUS VENDONS TOUT LE
STOCK, PIÈCE PAR PIÈCE, AU PLUS OFFRANT.

**MISE À PRIX NOMINALE
OU SANS RÉSERVE**

LISTE PARTIELLE : QUM en soie,
nain Tabriz de soie et laine, Kashan,
Kerman, tapis tribaux 100 % laine,
Mashad, Moud soie et laine, tapis
de passage. MEUBLES DE MARQUE :
canapés en cuir, fauteuils club,
mobilier de salle à manger,
encoignures, vitrines, fauteuils de
salle à manger. PEINTURES à
l'huile sur toile encadrées et plus
encore.

NOTE DE L'ENCAUNTEUR :
Tous les articles restants
seront remis aux créanciers,
ALORS NE RATEZ PAS
CETTE OCCASION.

**DIMANCHE 16 FÉVRIER,
À 13 H 30
(inspection 13h)
RAMADA HÔTEL
7300, CH. CÔTE-DE-LIESSE
SAINT-LAURENT**

Paiement :
comptant,
MasterCard, Visa

GRANDE VENTE DÉBUT DE SAISON!

CLUB PISCINE

**MEUBLES
DE JARDIN**

**24 VERSEMENTS ÉGAUX
SANS FRAIS, SANS INTÉRÊT*
OU NE PAYEZ RIEN
AVANT UN AN!****

**PISCINES
CREUSÉES**

à partir de
\$99/mois*

**LUMIÈRE
GRATUITE!**

**Faites vite et réservez
votre date d'installation
MAINTENANT!**

SPAS

**NE
PAYEZ RIEN
AVANT
12 MOIS!****

**MEILLEUR
BAS PRIX
GARANTI**

**PISCINES
HORS-TERRE**

**24 VERSEMENTS ÉGAUX
SANS FRAIS, SANS INTÉRÊT*
OU NE PAYEZ RIEN
AVANT UN AN!****

**Marche
Gratuite!**
valeur de **299\$**
à l'achat d'un ensemble
équipement spécial
Club Pro

**POUR LES ADRESSES DES MAGASINS
VISITEZ NOTRE SITE INTERNET AT WWW.CLUBPISCINE.CA**

* Applicable sur les meubles de jardin seulement. Achat minimum requis de 500\$. Sujet à l'approbation du crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Le montant de votre achat sera réparti en 24 versements égaux, sans frais ni intérêt débortant le mois suivant votre achat. ** Applicable sur les meubles de jardin et spots seulement. Achat minimum requis de 500\$. Sujet à l'approbation du crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Aucun paiement, aucun intérêt et aucun frais à payer avant 12 mois. Notes : Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Photos et titres d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre.



L'offre du siècle,

pour les 100 ans de Ford.



E S C A P E X L S 4 X 2 2 0 0 3

24 895 \$*

- Moteur V6, 24 soupapes, 200 ch.
- Transmission automatique
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Jantes en aluminium
- Batterie, protection antidécharge
- Climatiseur
- Rétroviseurs à réglage électrique
- Glaces électriques
- Verrouillage des portes électrique avec entrée sans clé à télécommande
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}



E X P L O R E R X L T 4 X 4 2 0 0 3

39 995 \$*

- Moteur V6
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Rétroviseurs chauffants à réglage électrique
- Glaces électriques
- Verrouillage des portes électrique avec entrée sans clé à télécommande
- Jantes en aluminium
- Phares antibrouillards
- Climatiseur
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Programmeur de vitesse

Moteur V8
pour seulement
995 \$
de plus

Aménagement 7 places offert en option

0 % de financement à l'achat jusqu'à 36 mois[†]

— de plus — NE PAYEZ RIEN POUR LES 100 premiers jours^{††}

À L'ACHAT DE LA PLUPART DES MODÈLES 2003 NEUFS EN STOCK

ou

Ne payez rien avant 2004[‡]

À L'ACHAT DE LA PLUPART DES MODÈLES 2003 NEUFS EN STOCK

— Nous célébrons 100 ans d'innovation et une autre année à titre de la marque n°1 au pays.** —

ford.ca

Votre conseiller Ford



Photos à titre indicatif seulement. † Cette offre s'adresse à des particuliers, sur approbation de crédit de Crédit Ford. Le montant total du contrat d'achat est payable après la période de paiement différé d'un an (365 jours). L'offre s'applique uniquement aux véhicules livrés le ou avant le 31 mars 2003. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. L'offre s'applique à l'achat de la plupart des véhicules Ford 2003 neufs en stock, à l'exception des Lincoln, Econoline, Excursion, Expedition, Mustang Mach 1, Série F dont le PTAC excède 3 856 kg et des véhicules spéciaux (SVT). Financement non applicable à une autre offre. Frais de transport, immatriculation, assurances et taxes en sus. †† L'offre de 0 % de financement s'adresse aux particuliers et s'applique à l'achat de la plupart des véhicules Ford neufs en stock, à l'exception des Lincoln, Econoline, Excursion, Expedition, Mustang Mach 1, Série F dont le PTAC excède 3 856 kg et des véhicules spéciaux (SVT) pour une période de 100 jours sur approbation de Crédit Ford. †† Après la période de paiement différé de 100 jours, l'offre de 0 % de financement à l'achat est offerte pour les véhicules 2003 neufs en stock suivants : Focus, Taurus, Grand Marquis, Ranger, Explorer, Escape, Windstar et Série F dont le PTAC n'excède pas 3 856 kg pour le terme restant de 36 mois. Financement non applicable à une autre offre. Frais de transport, immatriculation, assurances et taxes en sus. * Transport (Escape 870 \$, Explorer 895 \$) et taxes applicables en sus. ** D'après les ventes de véhicules portant le logo Ford, par comparaison à tous autres modèles de véhicules portant un même logo, de janvier 1992 à décembre 2002. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres de durée limitée peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.



EN BREF

Washington expulse un journaliste irakien

L'EXPULSION du correspondant de l'agence de presse irakienne officielle (Ina) à New York, Mohammad Hassan Alaoui, a été décidée pour des questions de « sécurité nationale », a indiqué hier une porte-parole du département d'État. Le journaliste, a précisé Lynn Cassel, a été découvert menant « des activités hors de ses fonctions normales », « des activités considérées comme préjudiciables à la sécurité nationale des États-Unis ». Cette expulsion a été dénoncée par Bagdad comme une « nouvelle stupidité » du « gouvernement américain funeste ». Des sources diplomatiques aux Nations unies ont indiqué que le journaliste était soupçonné de travailler également pour les services de renseignement irakiens. M. Alaoui a un délai de 15 jours pour quitter les États-Unis. — *AFP*

La Ligue arabe souligne la coopération croissante de l'Irak

LE SECRÉTAIRE général de la Ligue arabe Amr Moussa a affirmé hier que les rapports des chefs des inspecteurs de l'ONU présentés au Conseil de sécurité soulignent la coopération croissante de l'Irak et il a appelé à donner une chance aux inspecteurs et à l'Irak. Les rapports de Hans Blix et Mohamed ElBaradei « mettent en évidence la coopération croissante entre l'Irak et les inspecteurs », a déclaré à la presse M. Moussa commentant la séance du Conseil de sécurité de l'ONU. Interrogé sur la possibilité que le spectre de la guerre se soit éloigné après la séance du Conseil de sécurité, M. Moussa a répondu : « Le spectre de la guerre existe encore, mais le travail diplomatique ne s'arrête pas. » — *AFP*

L'Allemagne prône toujours la diplomatie

« LA DIPLOMATIE n'est pas arrivée au bout du chemin », a déclaré hier le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, qui considère qu'une action militaire contre l'Irak ne peut se justifier avant que les inspecteurs en désarmement aient eu le temps d'achever leur mission. « Le rapport des inspecteurs fait état des avancées qu'ils ont réalisées », a-t-il noté après la présentation de Hans Blix et de Mohamed El-Baradei devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Soulignant les nouveaux engagements pris par Bagdad, notamment l'autorisation des vols de reconnaissance et des entretiens privés avec les scientifiques irakiens, « pourquoi devrions-nous maintenant tourner le dos à cette voie ? » a demandé le chef de la diplomatie allemande. « On doit donner assez de temps aux inspecteurs pour terminer leur mission ». — *AP*

Ottawa invite les Canadiens vivant au Moyen-Orient à la prudence

ALORS QU'AUGMENTE la possibilité d'une guerre en Irak, Ottawa a demandé aux Canadiens vivant au Koweït et en Israël de s'assurer que leurs documents de voyage sont en règle, les pressant en outre à être prêts à partir, si nécessaire. Les ambassades canadiennes au Moyen-Orient ont envoyé des lettres aux ressortissants canadiens, leur demandant de faire preuve de prudence et leur suggérant de quitter la région si leur présence n'y est pas essentielle. De plus, il est conseillé aux touristes d'éviter la région. — *PC*



**Éprouvez-vous des
DIFFICULTÉS ÉRECTILES**
résultant d'un traumatisme de la moelle épinière?

- Êtes-vous une personne non diabétique âgée de 18 ans ou plus?
- Votre lésion à la moelle épinière date-t-elle de plus de 6 mois?

Si vous répondez à ces critères, vous pourriez être admissible à une étude clinique portant sur un médicament expérimental visant à traiter les troubles érectiles.

Pour plus d'information sur cette étude, veuillez communiquer avec **Tina Nussbaum** au **(514) 735-9981**

Les Américains ont joué un jeu dangereux, rappelle Louis Balthazar

LOUISE LEDUC

LES ÉTATS-UNIS sont tout-puissants. Les États-Unis ne parlent que d'une même et seule voix, celle de George W. Bush. Le président américain n'a qu'une ambition, régler son pas sur celui de son père. Ce sont là trois des mythes véhiculés à propos des Américains, que le politologue Louis Balthazar a voulu déboulonner.

Dans un discours prononcé cette semaine, M. Balthazar, titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, croit cependant que la menace irakienne, elle, est bien réelle. « Les Américains peuvent bien être certains que les Irakiens ont des armes de destruction massive, ils en ont encore les reçus ! » a-t-il lancé à la blague à l'Association des diplômés de l'Université Laval à laquelle il s'adressait.

Faisant bien sûr ici allusion à l'ancienne complicité entre les États-Unis et l'Irak, Louis Balthazar a rappelé que l'on avait bien la preuve, aujourd'hui, que les Américains ont trop longtemps joué « à un petit jeu dangereux » en s'entêtant à croire que « les ennemis de leurs ennemis sont leurs amis ».

Si, aux yeux de plusieurs, l'invasion de l'Irak n'est que l'épilogue très tardif de la guerre du Golfe, Louis Balthazar rappelle que l'opération militaire en préparation est, dans son essence, à des lieues de celle de 1991. « Le secrétaire d'État américain d'alors, James Baker, avait réussi à obte-

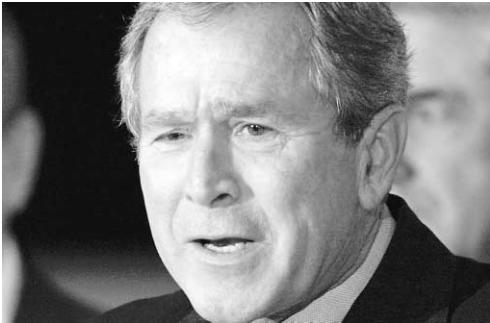


Photo AP ©
Le président des États-Unis, George W. Bush.

nir un vote massif aux Nations unies et à se constituer une remarquable coalition faite de 27 pays. Mais surtout, il y avait un *casus belli* : un pays, un pays souverain, avait été attaqué. »

Cette fois, il n'y a ni coalition digne de ce nom ni justification claire. Il y a cependant un ennemi, dont l'identification a été rendue nécessaire par la trop grande difficulté d'affronter Al-Qaeda. Trop diffus, Al-Qaeda. Il fallait revenir à un modèle plus traditionnel, à une bonne vieille guerre pays contre pays et George W. Bush, par une toute petite phrase, a marqué le changement de tir. C'était dans son premier discours sur l'état de l'Union, en janvier 2002. Il avait alors promis, a souligné Louis Balthazar, de mener une lutte sans merci aux terroristes, mais aussi — et surtout ? — « aux pays qui les abritent ».

Manifestement, la chose n'est peut-être pas si simple qu'il ne l'avait imaginé. « Le gouvernement américain est peut-être invincible militairement, mais il lui faut cependant composer avec une opinion publique pas toujours commode », a noté M. Balthazar.

Il y a les médias, les pacifistes, mais il y a encore les contestations de l'intérieur — de démocrates, mais aussi de républicains —, la valse-hésitation du secrétaire d'État, Colin Powell, lui-même et les réticences des organisations internationales, de l'ONU à l'OTAN, que George W. Bush aurait peut-être cru plus malléables...ou contournables.

Malgré les embûches, George W. Bush s'entête, façon Ronald Reagan. « Bien plus que son père, le vrai modèle de George W. Bush, c'est Ronald Reagan, croit fermement Louis Balthazar. S'il y a une filiation à faire, c'est bien entre ces deux présidents et non pas entre le père et le fils. »

Y aura-t-il guerre ? Louis Balthazar espère toujours que non, mais n'ose s'aventurer dans des prédictions. Pourquoi l'administration Bush songe-t-elle si fort à la faire ? Là encore, le politologue n'est sûr de rien. Quelle serait la suite des choses pour une Irak conquise ? Quelle serait la stratégie de reconstruction et quels efforts les Américains seraient-ils prêts à lui consacrer ? Là-dessus, les Américains sont muets.

Voilà qui fait beaucoup d'inconnues, et qui n'a rien de rassurant.



SITE UNIQUE
DANS UN PROJET
HAUT DE GAMME



PRÉVENTE

- Immeuble de prestige de 47 unités au bord d'un lac et d'un parc naturel
- Seulement 6 unités par étage
- Excellent éclairage naturel
- Grandes unités luxueuses et spacieuses de 1100 pi² à 1700 pi²
- À partir de 169 500\$*



DISPONIBLE PRINTEMPS 2004



10 195, Promenades des Riverains
via boul. Les Galeries d'Anjou
au nord de la rue Bombardier

514.351.9580

 **Montclair**

*TTC et TVQ inclus

JOURNÉE PORTES OUVERTES : le samedi 15 mars, de 13 h à 16 h

Venez visiter une école en pleine nature !



- Primaire, 2^e cycle (4^e année) et 3^e cycle (5^e et 6^e année)
- Programme à volet international
- Vaste choix d'activités
- Pensionnat du lundi au vendredi (transport disponible entre Montréal et Saint-Donat)



École Marie-Clarac à St-Donat
PROJET HARMONIE-NATURE
Enseignement privé

959, rue Principale, Saint-Donat (Québec) J0T 2C0
Renseignements : (514) 322-1161, poste 132



B&O DÉBARRAS !

« Bang & Olufsen. C'est fini ! »

*Vous ne verrez plus un seul produit Bang & Olufsen traîner chez nous.
Alors si vous voulez en voir traîner chez vous,
venez vite les chercher vous-même.*

:::: MODÈLES DÉMOS + ACCESSOIRES :::

5690, rue Sherbrooke Est :::: Près du stade Olympique :::: (514) 254-6041 :::: www.bjillion.qc.ca



FILLION
ÉLECTRONIQUE



Emine Sheard, Nathalie Ricard, Gabriel Pinkstone, Monica Parrazo, Nicole Paquette et Maura Greenhaum se sont présentées hier au bureau d'enregistrement au Palais de justice de Montréal pour demander une licence de mariage.

Les homosexuels exigent plus de droits

AURÉLIE RAYMOND

LE GESTE était symbolique. Hier, jour de la Saint-Valentin, l'organisation pancanadienne de défense des droits des lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres, Égale, invitait les couples de même sexe de tout le pays à se présenter avec leurs familles et amis au bureau d'enregistrement des actes de leur municipalité. Objectif : demander une licence de mariage.

« Je me suis présentée avec ma conjointe au palais de justice de Sherbrooke, explique Dominique Dubuc, coordonnatrice de l'organisation pour le Québec. Au mois de décembre, nous avions déjà tenté l'expérience, mais nous avions ensuite reçu une lettre de refus du gouvernement fédéral. »

Optimistes malgré des oppositions, les membres d'Égale espèrent bien obtenir gain de cause. Après avoir acquis l'union civile en juin dernier, « nous voulons un vrai mariage qui soit reconnu en tant que tel à l'extérieur du Canada ».

Au Parlement, le mariage homosexuel ne fait pas l'unanimité et suscite des discussions tumultueuses. « La Charte des droits canadiens est claire, les jugements qui ont été rendus le sont également. Nous sommes des citoyens ordinaires. À ce titre, nous demandons à être traités comme les autres », avance Égale. Bien souvent, les autorités municipales ou provinciales favorables aux licences de mariage pour les homosexuels se voient opposer un refus du gouvernement fédéral.

Selon le recensement de 2001 réalisé par Statistique Canada, 0,5 % des couples sont de même sexe. Une réalité qui n'est pas toujours acceptée. Dominique Dubuc le souligne : « Le taux de suicide chez les jeunes, et en particulier chez ceux qui se posent des questions sur leur orientation sexuelle, est très important. »

Pour faire reculer les peurs et les fantasmes qui entourent l'homosexualité, le gouvernement doit agir, explique en substance Égale. En l'espace de quelques années, des avancées ont cependant déjà modifié le statut et l'image des gais au Canada. La coordonnatrice en convient : « On ressent une énorme évolution des mentalités. Pour notre union civile l'été dernier, tous nos voisins sont venus nous féliciter. Ils nous ont dit : Bravo, vous avez du courage. »

Québec n'a pas demandé la démission de Frigon, dit Landry

MARIE TISON
Presse Canadienne

LE PREMIER ministre Bernard Landry a soutenu que le gouvernement québécois n'avait pas demandé la démission du président de Loto-Québec, Gaétan Frigon.

« Je l'ai appris en même temps que tout le monde », a déclaré le premier ministre au cours d'un point de presse hier, après avoir prononcé un discours devant la Jeune Chambre de commerce de Montréal.

« Il a pris sa décision en son âme et conscience, a-t-il ajouté. Je suis très déçu et attristé. »

Il a affirmé que M. Frigon avait su marier un style de gestion publique et privée.

« Je l'ai vu à l'oeuvre, a-t-il déclaré. J'ai vu la Société des alcools passer d'une société presque méprisée à la société la plus populaire du Québec. »

M. Frigon a démissionné de la présidence de Loto-Québec jeudi, après que les médias aient fait état de nombreuses allégations sur des gestes discutables au point de vue de la déontologie.

Ainsi, la Société des alcools a donné un contrat sans appel d'offres à la firme Scriptum, qui devait 200 000 \$ à M. Frigon, alors président de la SAQ.

Sous la direction de M. Frigon, la SAQ et Loto-Québec ont également laissé tomber la procédure habituelle, soit l'utilisation des services d'un conservateur, pour faire l'achat de tableaux.

M. Landry a rappelé que la ministre des Finances, Pauline Marois, avait demandé un rapport sur ces questions, qui sera rendu public dès sa réception.

« Le fond des choses sera révélé par Mme Marois, a-t-il déclaré. C'est là qu'on va se faire une opinion définitive. »

Dans sa lettre de démission, M. Frigon a indiqué qu'il se sentait personnellement plus à l'aise dans le secteur privé, « où le processus décisionnel n'est pas ralenti par les contraintes inhérentes aux multiples règles en vigueur dans le secteur public ».

M. Landry a reconnu que le secteur public était plus exigeant que le secteur privé, notamment en raison de l'attention médiatique.

Devant la Jeune Chambre de commerce, M. Landry a soutenu que la semaine de quatre jours aura des conséquences positives pour les entreprises, notamment en termes de réduction de l'absentéisme, de diminution du stress et de hausse de la productivité.

Vous avez des tremblements ?

En février, Anapharm recherche des hommes ainsi que des femmes ménopausées ou stériles par chirurgie souffrant de tremblement essentiel ou familial qui n'est pas causé par la maladie de Parkinson. Si vous êtes âgé entre 18 et 60 ans, fumeur, non-fumeur et que vous êtes présentement traité ou non pour le tremblement familial, vous pourriez recevoir une indemnité compensatoire pouvant aller jusqu'à 1 750 \$ en participant à cette étude de recherche clinique.

Cette étude demande un seul séjour d'une durée de 3 jours ainsi que 11 visites de retour en soirée.

anapharm
membre de **SFNC**
International

POUR DES RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS, CONTACTEZ L'ÉQUIPE ANAPHARM MONTRÉAL OU VISITEZ NOTRE SITE WEB.

1-866-ANAPHARM
514-485-7555

WWW.ANAPHARM.COM
Entreprise de recherche sur les médicaments

3118424A

Êtes-vous âgée de 55 ans et plus ?

Anapharm est une entreprise de recherche sur les médicaments qui met à la disposition des industries pharmaceutiques et biopharmaceutiques des services cliniques de haute qualité. Elle contribue ainsi à la mise en marché partout à travers le monde de nouveaux médicaments et de médicaments génériques.

En février 2003, Anapharm recherche des femmes pour participer à une courte étude de recherche clinique. Vous ne devez pas souffrir d'arthrite, d'arthrose ou de problèmes articulaires.

Si vous êtes...

- âgée de 55 ans et plus;
- fumeuse ou non-fumeuse;
- disponible pour une visite chez Anapharm et 2 visites à une clinique externe.

Vous pourriez recevoir une indemnité compensatoire pouvant aller jusqu'à 150 \$ en participant à ce projet de recherche. De plus, cette étude ne requiert ni la prise d'un médicament, ni de période de confinement.

anapharm
membre de **SFNC**
International

POUR DES RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS, CONTACTEZ L'ÉQUIPE ANAPHARM MONTRÉAL OU VISITEZ NOTRE SITE WEB.

1-866-ANAPHARM
514-485-7555

WWW.ANAPHARM.COM
Entreprise de recherche sur les médicaments

3118424A

ERRATUM

Le lundi 10 février, une annonce de la Audi A4 est parue dans la section **Automobile** de La Presse.

Cette annonce faisait la promotion d'un taux de financement annuel de 1,9 % à l'achat de tout modèle Audi 2003 pour un terme de 48 mois. L'offre aurait plutôt dû annoncer un terme de 24 mois au lieu de 48.

Veuillez nous excuser de tout inconvenient qu'a pu vous causer cette erreur.

Audi Canada

3118928B

FABRICANT / INSTALLATEUR • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Fibro

25 ANS DE GARANTIE

Piscines monocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE Fibro CANADA LTÉE

(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

3118573

VENEZ VOIR NOS NOUVEAUTÉS

- Trottoirs agrégats exposés
- Bordure de piscine en pierre anti-éclaboussement
- Dessin décoratif en pierre intégrale
- Fibre optique 4 couleurs
- Valeur 1 200 \$
- Gratuit à l'achat d'une piscine
- Valable jusqu'au 23 février 2003

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine

VENEZ VOIR NOS PROMOTIONS

www.fibro.ca

Collège de Bois-de-Boulogne

Programme préuniversitaire Histoire et civilisation (700.B0)

Nouveau dès l'automne 2003

Une formation de qualité Une tradition d'excellence

Information : (514) 332-3000, poste 311 • **www.bdeb.qc.ca**

Le collège se situe à deux pas de la station Bois-de-Boulogne à Montréal (Train Montréal/Blainville)

Le programme propose aux étudiants un voyage à travers le temps sur les grandes questions que l'humanité se pose depuis l'Antiquité.

Le privé rejette l'idée des bons d'éducation

TRISTAN PÉLOQUIN

Même si elle réclame des mesures pour faciliter l'accès aux écoles privées, la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP) n'entend pas adhérer à l'idée d'un système universel de bons d'éducation, tel que le propose l'ADQ.

Dans un rapport d'analyse qu'elle a publié cette semaine, la Fédération, qui représente 160 écoles privées fréquentées par 92 000 élèves, affirme en substance que le modèle actuel permet déjà largement aux parents de

choisir l'établissement d'enseignement qui convient le mieux à leurs enfants, mais que certaines modifications sont nécessaires pour en démocratiser la pratique.

L'organisme propose plutôt la mise en place d'un système de crédits d'impôts réservé aux familles à faible revenu.

« Il n'est pas nécessaire d'établir un système de bons d'éducation mur à mur pour parvenir à cet objectif », a indiqué Auguste Servant, porte-parole de la FEEP et co-auteur de l'étude. Nous croyons qu'il ne vaut pas la peine de consacrer des énergies folles à implanter un tout nouveau modèle de financement qui s'appliquerait à l'échelle du Québec, au détriment des efforts que nous devons consacrer à la réforme de l'éducation actuellement en cours ».

Dans son rapport, la FEEP se dit également défavorable au principe des bons d'éducation puisqu'ils pousseraient l'État à s'immiscer davantage dans les affaires du privé.

« S'il y avait un accroissement du financement du réseau privé, ça se traduirait sans doute par de plus grandes mesures de contrôle par le gouvernement. Or actuellement, la force du privé réside pour une bonne part dans le peu d'autonomie qui lui reste », a indiqué M. Servant.

Dans ses conclusions, la FEEP propose également la création d'un système de « subventions d'éloignement » qui permettrait la survie des établissements privés situés loin des grands centres. « En 1992, on avait une école privée à Rimouski, mais comme la

communauté locale était trop petite pour la soutenir, on a dû la transformer en école publique. Si le ministère de l'éducation avait pu la soutenir comme il le fait déjà pour les commissions scolaires des régions, on aurait peut-être pu maintenir des services diversifiés à dans cette région. »

Il s'agit de la troisième étude québécoise d'envergure à être publiée au sujet des bons d'éducation. Pour la Fédération des commissions scolaires du Québec, l'idée est tout simplement inacceptable puisque son application équivaudrait à une baisse considérable des revenus du réseau public, alors que pour l'Institut économique de Montréal, cette mesure permettrait au Québec de faire des économies de l'ordre de 350 millions par année. »

Aide aux familles : Copeman met en garde le PQ

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Le député libéral Russell Copeman prévient le gouvernement Landry de résister à la tentation de diminuer ses allocations familiales d'un montant équivalent aux augmentations qu'Ottawa s'apprête à annoncer mardi dans son budget pour l'aide aux familles.

En plus des fonds promis en santé, les observateurs s'attendent à ce que le ministre fédéral des Finances, John Manley, s'engage à aider les familles canadiennes en augmentant les allocations familiales et en investissant dans les services de garde.

Or, pour équilibrer son budget et investir davantage dans les garderies à 5 \$, fait valoir M. Copeman, le gouvernement péquiste a

pris l'habitude pendant des années de diminuer ses propres allocations d'un montant équivalent à l'aide supplémentaire en provenance d'Ottawa.

« L'an passé, rappelle le député libéral de Notre-Dame-de-Grâce, cela a pris beaucoup de pression publique afin qu'ils ne le fassent pas, mais j'ai bien peur qu'ils retombent dans leurs mauvaises habitudes. »

Le gouvernement du PQ, explique-t-il, a récupéré plus de 200 millions de dollars en trois ans en pénalisant les familles québécoises, puisque la hausse fédérale était annulée par la baisse des allocations québécoises.

S'il veut vraiment aider les familles, soumet-il, Québec devrait retourner aux allocations universelles ou, à tout le moins, revoir à la hausse les besoins essentiels des famil-

les. « En 1997-98, explique-t-il, les allocations familiales s'élevaient à 770 millions pour 919 000 familles éligibles. L'an passé, c'était 527 millions pour 537 000 familles, alors que les coûts de gestion ont augmenté de 20 millions. »

Ottawa devrait également investir dans les services de garde cette année. Le gouvernement Landry dépense déjà plus que les autres provinces dans ce domaine, soutient-il, et pourrait être tenté là aussi de récupérer l'équivalent des investissements fédéraux.

Le critique libéral croit que le gouvernement Landry lance, ces dernières semaines, « des ballounes avec beaucoup d'improvisation et peu de sérieux ». Le premier ministre Bernard Landry a d'abord parlé d'ouvrir les garderies le soir et la fin de semaine, mais ce

projet ne survit pas à une analyse des coûts et bénéfices.

« Le rapport d'évaluation des projets pilotes qui ont été faits n'est pas concluant. Les familles sont contentes, mais le nombre de parents ayant utilisé les services est trop restreint », dit-il.

Il en va de même, selon lui, des congés parentaux, de la semaine de quatre jours, des trois semaines de vacances annuelles et de la retraite progressive. Il indique que la ministre Pauline Marois, a été moins enthousiaste que M. Landry et la ministre Linda Goupil, dans la plupart des cas.

« Si tu veux vraiment faire avancer ces dossiers, il faut analyser tous les impacts et avoir les études en main », conclut-il.

simple comme



CPGAction Canadien

Taux annuel
maximum de

9,16%*

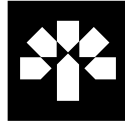
5 ans

Un Certificat de Placement Garanti de la Banque Laurentienne, dont le rendement est basé sur la performance boursière de l'indice S&P/TSX 60, représentant 60 des plus importantes compagnies canadiennes.

- Capital 100 % garanti
- Potentiel de rendement plus élevé qu'un CPG conventionnel
- Admissibilité au REER
- Investissement minimal de 500 \$

Appelez dès maintenant
au 1 877 BLC-REER ou consultez le
www.banquelaurentienne.com

MON REER » MON AVENIR



BANQUE
LAURENTIENNE

3117215A

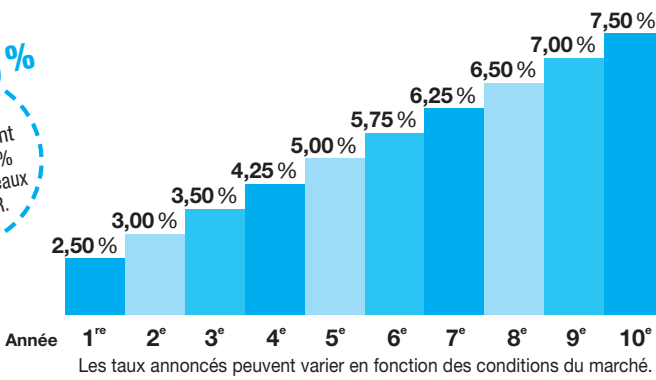
*Ceci représente le taux annuel maximum pouvant être versé pour le terme de 5 ans. En effet, le rendement maximal pouvant être versé sur ce produit est de 55 % sur 5 ans. Donc, si l'appréciation de l'indice entre l'émission et le terme du produit égale ou dépasse 55 %, vous aurez droit au rendement annuel pondéré de 9,16 % pour le terme de 5 ans. Le rendement annuel pourrait être inférieur ou être nul si l'appréciation de l'indice est moindre ou inexistante. Le capital déposé devra être remboursé à l'arrivée du terme. Tous les détails sont disponibles en succursale. Offre d'une durée limitée.

« Standard & Poor's® » et « S&P® » sont des marques de commerce de The McGraw-Hill Companies Inc. « TSX » est une marque de commerce de la Bourse de Toronto. La Banque Laurentienne et B2B Trust ont obtenu une licence pour l'emploi de ces marques. Les produits ne sont pas parrainés, avalisés, vendus ou promus par Standard & Poor's ou la Bourse de Toronto. Aucune de ces deux parties ne fait une représentation, garantie ou stipulation relativement à l'opportunité d'investir dans le produit.

Ce numéro sans frais
est payant :

1 800 463-5229

3,50%
la première
année, incluant
le boni de 1%
pour les nouveaux
fonds REER.



REER

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

Capital garanti à 100 %.

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année,
à leur date anniversaire.

Achat à partir de 100 \$.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h,
et les samedis du 11 janvier au 1^{er} mars, de 10 h à 16 h.
Passez nous voir au 2000, av. McGill College à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.
Visitez le www.placementsqc.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec



3113047A

L'Expédition K2 en difficulté

RICHARD CHARTIER

Tout indique que le sommet du K2, qu'une équipe tente présentement d'atteindre, restera encore une fois hors de portée pendant la période hivernale.

L'Expédition K2 a réussi mercredi à installer le camp IV, à 7700 mètres d'altitude, mais il semble assez clair maintenant que l'aménagement du camp V, à 8200 m, ne sera pas possible.

Cette grande expédition, conjointement menée par le Montréalais Jacques Olek et par le Polonais Krzysztof Wielicki, a déjà été désertée il y a deux semaines par trois alpinistes de l'ex-URSS convaincus que le sommet de 8611 m, le deuxième sommet en importance de la planète, est carrément impossible à conquérir en hiver.

« On annonce du très mauvais temps pour la semaine à venir et notre seul espoir est de pousser une cordée pour une attaque sommitale à partir du camp IV avant la fin du mois de février », a expliqué Olek hier au cours d'une conversation téléphonique par satellite en direct du camp de base.

« Les conditions sont vraiment très dures présentement, a-t-il ajouté. Il fait -29° -30° au pied de la montagne. Aux camps III et IV, le thermomètre est à -40°. Notre voie, l'arête nord, est constamment à notre vue et cela est un élément de motivation. Mais après 44 jours, l'équipe commence à être épuisée. Nous n'avons pas perdu l'espoir de réussir, mais la grande difficulté à laquelle nous faisons face est que nous n'avons plus assez d'alpinistes capables de faire les tâches. Il sera impossible d'établir le camp V et, si une tentative d'attaque sommitale est encore possible, elle devra être faite d'ici une semaine. »

Les dangers d'un scénario alpin — c'est-à-dire un aller-retour sans répit à partir du camp IV — sont évidemment immenses dans un contexte aussi hostile. Il faut cependant retenir que le noyau de l'Expédition K2 est constitué d'hivernalistes polonais qui comptent parmi les meilleurs au monde. Les sept sommets de plus de 8000 mètres conquis l'hiver l'ont été par des Polonais et certains d'entre eux sont présentement au K2.

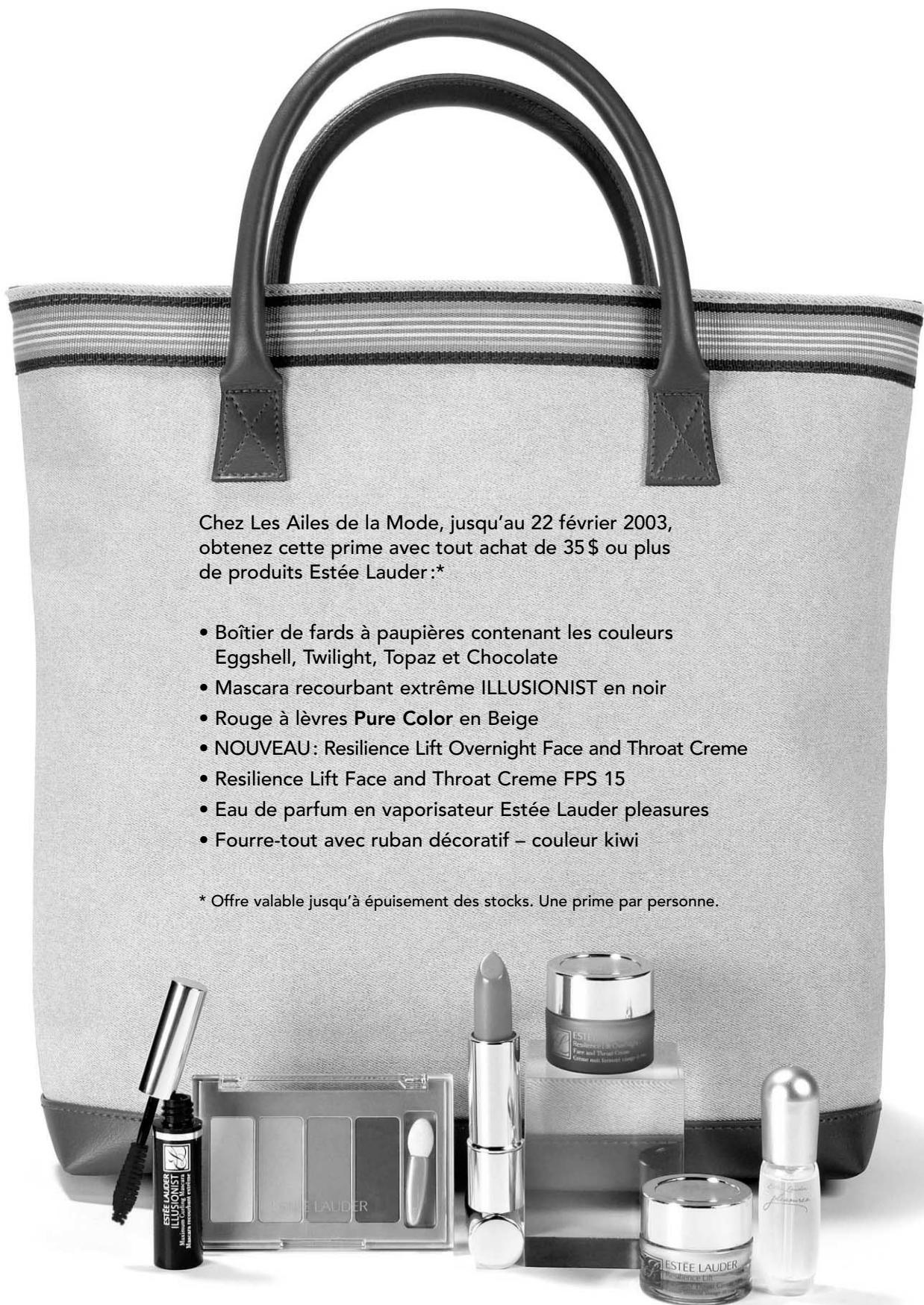
L'Expédition K2 est la seule équipe à tenter la conquête de la pyramide géante en ce moment. « Nous sommes seuls présentement sur la montagne, tant ici, du côté chinois (nord), que du côté pakistanais », précise Olek.

Cette tentative n'est que la deuxième en 15 ans. La première avait été faite à partir du Pakistan par un groupe comprenant des Polonais, des Britanniques et des Québécois.

On peut suivre les péripéties de l'Expédition K2 par un lien Internet sur les sites www.blacksinternational.com, www.netiak2.onet.pl et www.russianclimb.com/k2.html.

311 6030

VOTRE PRIME ESTÉE LAUDER



Chez Les Ailes de la Mode, jusqu'au 22 février 2003, obtenez cette prime avec tout achat de 35 \$ ou plus de produits Estée Lauder :*

- Boîtier de fards à paupières contenant les couleurs Eggshell, Twilight, Topaz et Chocolate
- Mascara recourbant extrême ILLUSIONIST en noir
- Rouge à lèvres Pure Color en Beige
- NOUVEAU: Resilience Lift Overnight Face and Throat Creme
- Resilience Lift Face and Throat Creme FPS 15
- Eau de parfum en vaporisateur Estée Lauder pleasures
- Fourre-tout avec ruban décoratif – couleur kiwi

* Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. Une prime par personne.

ESTÉE LAUDER

3112577A



PERFECTIONIST

Sérum correcteur de rides, sans rétinol, qui aide à adoucir instantanément l'aspect des ridules.

30 ml, 70 \$



Nulle part ailleurs



CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-À-PORTER



LA PORTER PARTOUT, ÇA VOUS RAPPORTE!

www.lesailes.com

3112580


GMC


Le solde TROIS FOIS RIEN



À L'ACHAT

RIEN À PAYER AVANT
2004[†]

(aucun versement initial, aucun paiement mensuel et aucun intérêt pendant 12 mois)

ou
0

 0 % à l'achat**
0 \$ versement initial
Rien à payer pendant
100 jours***

Offres s'appliquant à la plupart des modèles

À LA LOCATION

0
\$ comptant

 GM paie la
1^{re} mensualité*
GM paie le dépôt
de sécurité**

Offres s'appliquant à certains modèles



SUNFIRE SL 4 PORTES

225 \$/mois[†]

Location 48 mois

0 \$

comptant

0 %

à l'achat**

Modèle redessiné (intérieur et extérieur), plus grande maniabilité, moteur 2,2 L ECOTEC à DACT de 140 HP, banquette arrière rabattable divisée 60/40, phares antibrouillard, moulures latérales de la couleur de la carrosserie, garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise.

Location 48 mois

COMPTANT (ou échange équivalent)	MENSUALITÉ
0 \$	225 \$
2 244 \$	178 \$



MONTANA

369 \$/mois[†]

Location 48 mois

0 \$
0 %

à l'achat jusqu'à 48 mois**

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise, sécurité 5 étoiles*, la plus faible consommation d'essence de sa catégorie**, vitres, miroirs chauffants et portes à commandes électriques, sacs gonflables (2) avant et latéraux, freins ABS aux 2 roues, climatiseur, lecteur CD.

Location 48 mois

COMPTANT (ou échange équivalent)	MENSUALITÉ
0 \$	369 \$
4 292 \$	278 \$



AZTEK

359 \$/mois[†]

Location 48 mois

0 \$
0 %

à l'achat**

Moteur V6 3,4 L de 185 HP, transmission automatique 4 vitesses, vitres, miroirs et portes à commandes électriques, climatiseur.

Location 48 mois

COMPTANT (ou échange équivalent)	MENSUALITÉ
0 \$	359 \$
4 210 \$	268 \$



GRAND AM SE 4 PORTES

295 \$/mois[†]

Location 48 mois

0 \$
0 %

à l'achat jusqu'à 48 mois**

Moteur 2,2 L ECOTEC à DACT de 140 HP, boîte automatique 4 vitesses, climatiseur, banquette arrière rabattable divisée 70/30.

Location 48 mois

COMPTANT (ou échange équivalent)	MENSUALITÉ
0 \$	295 \$
1 745 \$	258 \$



RENDEZVOUS 29 998 \$[†]

427 \$/mois[†]

Location 48 mois

0 \$
0 %

à l'achat**

Moteur V6 3,4 L de 185 HP, téléverrouillage des portes, vitres, portes et miroirs à commandes électriques, freins à disques aux 4 roues, climatiseur.

Location 48 mois

COMPTANT (ou échange équivalent)	MENSUALITÉ
0 \$	427 \$
4 039 \$	338 \$



Vos concessionnaires du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 à l'achat et aux modèles suivants en location : Grand Am, Sunfire, Montana, Aztek et Rendezvous, parmi ceux en stock. Offres valides en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 20 mars 2003. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. ***Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison.** *À l'achat, premier paiement dû après 12 mois, offert pour des termes de financement à l'achat allant jusqu'à 48 mois. **Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour des termes allant jusqu'à 36 mois pour la plupart des modèles et jusqu'à 48 mois pour les modèles suivants : Grand Prix, Century, Regal, Grand Am, Montana et Sierra série 1500/2500 cabines régulières et allongées avec C6P. ***Le cas échéant, GM paie les intérêts pendant les premiers 100 jours pour des termes allant jusqu'à 60 mois. ****À l'achat, préparation incluse; transport (950 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. *Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. **À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. ***Paievements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (Grand Am (2N669/R7C), Sunfire (2J869/R7A), Montana (2U116/R7A), Aztek (2BK46/R7A) et Rendezvous (4BK26/R7A)). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. *Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers des sièges avant lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. **Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2003. Ces offres à l'achat ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté), Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali et les camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

 Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

Pourquoi les schizophrènes fument-ils beaucoup?

Presse Canadienne

TORONTO — Une équipe de chercheurs de Toronto a fait une découverte surprenante qui expliquerait pourquoi les gens atteints de schizophrénie sont beaucoup plus sujets à fumer que les autres personnes. Des médicaments qui bloquent la dopamine — couramment utilisés par les gens atteints de cette maladie débilitante — font en sorte que fu-

mer devient alors une expérience plus satisfaisante, ont révélé les chercheurs, vendredi, dans le journal *Molecular Psychiatry*. Cette découverte, qui va à l'encontre des idées déjà établies sur le rôle de la dopamine dans l'accoutumance à la nicotine, pourrait fournir des indices à la communauté scientifique sur la façon d'aider les schizophrènes à arrêter de fumer et à cesser de consommer d'autres drogues qui entraînent une dépendance.

Les insaisissables bienfaits des mammographies



MATHIEU PERREULT
envoyé spécial
À DENVER

PLUS UN CANCER du sein est détecté rapidement, plus il est facile à traiter. Et pourtant, les épидémiologistes ont toutes les peines du monde à prouver que la mammographie permet de sauver des vies.

Hier, au congrès annuel de l'Association américaine pour l'avancement des sciences, un symposium se penchait sur les récentes recommandations des autorités américaines et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en faveur de mammographies régulières après 40 ans. Même si les experts croient qu'un tel dépistage permet d'éviter entre 2 % et 30 % des cas de cancer du sein, les bémols sont nombreux.

« Pour le moment, nous ne pouvons pas déterminer si des mammographies régulières réduisent le nombre de décès causés par le cancer du sein », a affirmé Harold Sox, un épидémiologiste de l'Université de Cambridge. « Nous avons près d'une dizaine d'études englobant en tout 400 000 femmes, et les résultats ne sont pas encore statistiquement significatifs. D'une manière générale, cela veut dire que la technologie n'est pas au point. Évidemment, au cas par cas, les médecins ont certainement raison de proposer la mammographie à leurs patientes. »

Les chercheuses qui participaient au symposium étaient un peu plus enclines que leurs collègues masculins à endosser les recommandations de mammographies régulières. « Nous n'avons pas de bonne raison de rejeter la mammographie », a déclaré dès le début de sa présentation Bonnie Yankaskas, une radiologiste de l'Université de Caroline du Nord. « Oui, il y a moins de preuves que ce dépistage réduit le risque de cancer du sein chez les femmes dans la quarantaine. Mais à la base, une mammographie permet de détecter une lésion d'un demi-centimètre de diamètre, alors que le diamètre dépasse deux centimètres quand une femme se rend compte qu'elle a une bosse dans un sein. »

Le problème, c'est que le cancer du sein touche peu de gens chaque année, même s'il s'agit de la première cause de décès chez les femmes de 20 à 60 ans en Amérique du Nord. Pour éviter un décès dû au cancer du sein, il faut faire des mammographies à des intervalles d'un ou deux ans à 838 femmes

pendant 10 ans, selon le Dr Yankaskas. Une Nord-Américaine a en moyenne 12 % de risque de contracter le cancer du sein pendant sa vie ; des mammographies régulières peuvent au maximum diminuer le risque à 8 %.

« Pour vérifier les bienfaits de la mammographie, il faudrait des études ayant un nombre énorme de sujets », a expliqué à *La Presse* l'organisatrice du symposium, l'oncologue Karen Antman, de l'Université Columbia. « L'autre problème est qu'il est maintenant difficile de constituer un groupe témoin de femmes n'ayant pas de mammographies. Nous ne pouvons même pas vérifier l'effet de l'amélioration des techniques de mammographie depuis 10 ans. Toutes les études ont été faites avant 1990. »

Il peut paraître étrange que le dépistage précoce ne sauve pas de vies. Ce phénomène s'explique par les effets négatifs des traitements administrés aux femmes chez qui la lésion se révèle bénigne (non cancéreuse) ; entre 20 et 25 % des biopsies se révèlent négatives, souligne le Dr Antman. Par exemple, une certaine proportion des carcinomes canalaire in situ (CCIS), des lésions qui apparaissent seulement dans le canal lactifère, ne se transforment jamais en cancers, pour des raisons mal comprises

pour le moment,selon le Dr Antman : il est possible que les effets de la chimiothérapie chez les femmes qui ont ce type de CCIS effacent les bénéfices d'un traitement précoce du CCIS en général.

« Le mot d'ordre est maintenant de favoriser une décision éclairée de la patiente », a tranché Al Berg, un médecin généraliste de l'Université de l'État de Washington qui fait partie de la Preventive Services Task Force des États-Unis (USPSTF). Ce groupe, qui émet des recommandations sur le dépistage de diverses maladies, vient d'endosser la mammographie annuelle ou bisannuelle chez les patientes de plus de 40 ans, et plus particulièrement chez les plus de 50 ans. « Il faut expliquer les avantages et les inconvénients, la diminution effective du risque. »

L'USPSTF n'est pas toujours favorable au dépistage : elle a récemment déclaré que celui du cancer de la prostate ne permettait pas de sauver des vies. « Dans certains cas, le dépistage a lui-même des effets indésirables, a expliqué le Dr Berg à *La Presse*. Par exemple, celui du cancer du colon peut, assez rarement, provoquer des saignements dangereux. Dans le cas du cancer du sein, la mammographie peut être inconfortable mais, à part le taux de radiations, il n'y a pas de danger direct. »

PRIX SPÉCIAUX 18-30 ANS – 514-985-2258
EXTRAITS 514-282-OPERA

L'OPERA DE MONTREAL

BERNARD LABADIE directeur artistique

Mozart

Die Zauberflöte

(La Flûte enchantée)

15, 20, 22, 24, 26 ET 29 MARS 2003 À 20 H

AVEC BENJAMIN BUTTERFIELD TAMINO | KAREN DRISCOLL PAMINA | RUSSELL BRAUN PAPAGENO
LAMBROULA MARIA PAPPAS PAPAGENA | EKATERINA MOROSOVA LA REINE DE LA NUIT
ORCHESTRE METROPOLITAIN DU GRAND MONTRÉAL SOUS LA DIRECTION DE MARK FLINT
MISE EN SCÈNE BERNARD UZAN

BILLETS À PARTIR DE 38\$ \$ ODM 514.985.2258 PDA 514.842.2112
www.operademontreal.com

Salle Wilfrid-Pelletier
Place des Arts

une communication d'orange tango - masque lino

Conseil des arts et des lettres Québec

Conseil des Arts du Canada

Canada Council for the Arts

Patrimoine canadien

Canadian Heritage

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL

COMPUWARE

La Presse

Succession J.A. De Séve

99%

CIAD

MARTIN

Des gens de tête et d'écoute

Vote des électeurs hors Québec

Si vous êtes un électeur québécois

Si vous prévoyez être absent temporairement du Québec au cours des mois qui viennent

Vous êtes invité à faire une demande de vote par correspondance au Directeur général des élections du Québec. Il est recommandé d'agir dès maintenant, car une fois la période électorale amorcée, vous ne disposerez que de quelques jours pour vous inscrire.

Aidez-nous à les informer

Si vous connaissez un parent ou un ami admissible à voter par correspondance, soyez chic, passez le mot.

Vous pouvez vous procurer le formulaire d'inscription en consultant notre site Web ou en appelant notre Centre de renseignements.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à nous joindre :

par téléphone : sans frais au Québec : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
de l'extérieur du Québec : (418) 528-0422 dans la région de Québec : (418) 528-0422
par télécopieur : (418) 644-8392
par notre site Web : www.electionsquebec.qc.ca
par courriel : info@electionsquebec.qc.ca

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

VENTE EXCLUSIVE

TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX

À LA DEMANDE GÉNÉRALE - CE N'EST PAS UN ENCAN

Liquidation complète de tout le stock

PREMIER ARRIVE, PREMIER SERV!!

PAYEZ ET EMPORTEZ

TOUS LES TAPIS

AUSSI EN GRANDES DIMENSIONS

De 100\$ à 700\$ Venez choisir le vôtre.

6 HEURES SEULEMENT DIM. 16 fév. - 12 h à 18 h

chez **LIQUIDATEURS ROYAL**

5814, AV. DU PARC, MONTRÉAL (514) 272-4778

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.

Collège privé mixte - fondé en 1957 agréé aux fins de subventions (MEQ)

Primaire et Secondaire

COURS SPÉCIAUX POUR ENFANTS TALENTUEUX

Grandir avec son collège

PORTES OUVERTES TOUS LES JEUDIS ENTRE 10 H ET 12 H

Téléphonez au (514) 934-0596

1517, av. des Pins Ouest, Montréal (Québec) H3G 1B3
(autobus 144 - métro Sherbrooke ou 165/535 - métro Guy)

Des profs de cégeps disent non

RAYMOND GERVAIS

LES PROFESSEURS de cégep membres de la Fédération autonome du collégial (FAC) ont rejeté massivement plus tôt cette semaine la proposition gouvernementale concernant la restructuration salariale et la reconnaissance du temps de travail des enseignants du réseau collégial.

C'est dans une proportion de 98 % que les membres se sont prononcés contre l'offre.

Pourtant, la Fédération nationale des enseignants du Québec, le syndicat qui regroupe près de 14 000 professeurs de cégep, soit les deux tiers d'entre eux, a accepté l'entente de principe intervenue le 22 décembre dernier.

Selon le président de la FAC, Daniel Lauzon, qui regroupe près de 4000 enseignants, soit le tiers du réseau, l'offre gouvernementale est inacceptable et est loin d'accorder une véritable reconnaissance du temps de travail des enseignants. « Elle comporte plutôt une augmentation de notre tâche et cherche à instaurer un système de reddition de comptes et de contrôle qui va à l'encontre de l'autonomie professionnelle. »

Le président syndical écarte toutefois pour l'année en cours tout moyen de pression ou toute grève qui pourrait mettre le trimestre en péril. Les enseignants ont plutôt opté pour un plan de mobilisation qui sera mis sur pied au cours des prochaines semaines. Les profs ont l'intention de faire une grève du zèle, se consacrant à leur tâche première, soit dispenser un enseignement de qualité aux étudiants. Plus questions pour eux d'accomplir des tâches administratives, qui, selon les enseignants, les ont éloignés de l'enseignement.

Hier, en guise de protestation, les délégués syndicaux se sont rendus au bureau du ministre de l'Éducation à Montréal afin de remettre 4000 bonbons amers à la cannelle au ministre, geste symbolique illustrant l'amertume des professeurs face à la proposition de Québec.

Pour M. Lauzon, il est temps que le gouvernement reconnaisse tout le travail effectué auprès des étudiants par les enseignants. Le temps de travail semble être la pierre d'achoppement des négociations. Selon la proposition gouvernementale, les professeurs devraient ajouter quatre heures par semaine afin d'obtenir une reconnaissance pleine et entière de leur temps de travail. L'entente établit en outre une nouvelle structure salariale pour les enseignants de cégep en y introduisant un nouvel échelon pour les titulaires de maîtrise et en maintenant la reconnaissance du doctorat aux fins de la rémunération. La nouvelle structure salariale, qui entrera en vigueur en 2003-2004, représente des gains appréciables pour les jeunes enseignants. Au terme de l'entente, soit en 2005-2006, Québec injectera 50 millions de dollars dans la masse salariale des enseignants de cégep.

Deux des trois syndicats qui regroupent les enseignants de cégep se sont prononcés contre l'offre. La FNEEQ, dont les membres se sont prononcés dans une proportion de 77 % en faveur de l'entente, fait donc cavalier seul.

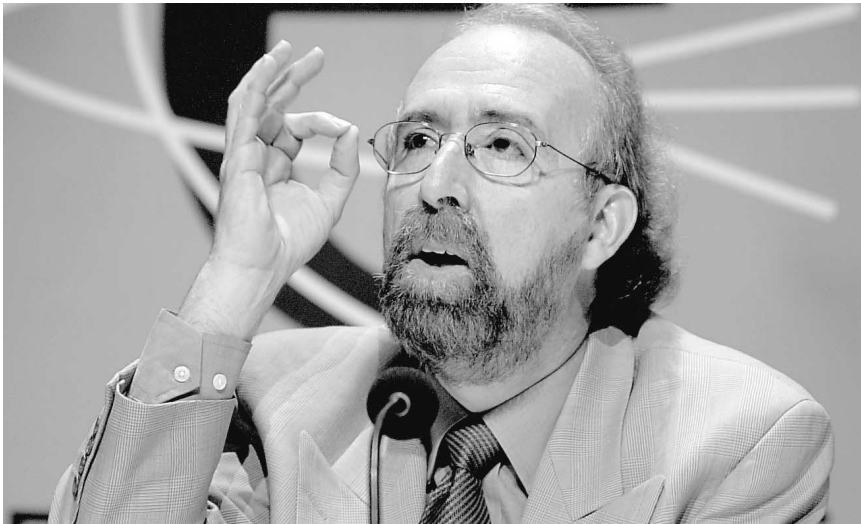
LOUISE LEDUC

DANS UN témoignage qui a duré toute la journée et qui devrait se conclure lundi, l'ex-président de la CSN, Gérald Larose, poursuivi en diffamation pour 850 000 \$, a juré n'avoir jamais voulu miner la réputation de l'ex-président du Syndicat des travailleurs et des travailleuses des Épiciers unis Métro-Richelieu ni cherché à le déloger de son poste.

Quatre ans et demi après la fin de la grève chez Métro-Richelieu, grève marquée par de la bisbille au sein même de l'appareil syndical, Gérald Larose et l'ex-président du syndicat local, Réjean Fleury, sont encore en train d'en découdre. Au coeur du litige : des déclarations de Gérald Larose, qui, en septembre 1997, mettait en doute l'honnêteté de Réjean Fleury. M. Larose avait alors laissé entendre que M. Fleury avait empoché de manière peu orthodoxe quelque 45 000 \$ provenant de fonds syndicaux.

Devant la Cour supérieure, hier, Gérald Larose a soutenu n'avoir évoqué ces 45 000 \$ que pour défendre la CSN, attaquée quelque temps plus tôt en conférence de presse par Réjean Fleury.

« Et 45 000 \$, c'est le minimum », a dit hier à la Cour M. La-



Gérald Larose

Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

rose, sans entrer dans les détails.

L'ex-président de la CSN a répété que l'administration du syndicat local était déficiente et que M. Fleury « profitait de cette déficience pour s'en mettre plein les poches ».

Puisqu'il croyait qu'il y avait fraude, pourquoi n'a-t-il pas parlé du problème aux camionneurs ou même appelé la police ? a demandé Bruce Johnston, l'avocat du requérant à Gérald Larose. À cela, M. La-

rose a expliqué qu'il n'avait pas cru utile à l'époque de risquer que le tout sorte dans le domaine public. « Moi, c'est en me bouchant le nez que j'abordais cette question-là », a-t-il dit.

En entrevue, Bruce Johnston explique que, au-delà des simples déclarations intempestives reprochées à M. Larose, il y a aussi en filigrane cette volonté du haut dirigeant syndical de recevoir tout le crédit pour une bataille « qu'il considérait

comme l'une des luttes les plus importantes du syndicalisme québécois depuis 20 ans ».

Selon Bruce Johnston, M. Larose aurait voulu « tasser » Réjean Fleury dans l'espoir d'être seul couvert « de tous les lauriers ».

La veille, jeudi, la partie requérante avait cherché à démontrer que la haute direction de la CSN, incarnée par M. Larose, avait fait pression auprès du syndicat local pour déloger M. Fleury. Ce dernier a finalement démissionné au cours de l'été 1997. Dans *La Presse* du 1^{er} octobre 1997, M. Larose relevait que M. Fleury avait été « répudié » et avait démissionné « pour éviter l'infamie ».

En cour, hier, M. Larose a insisté sur le fait qu'il n'avait jamais fait de pressions indues sur les syndiqués pour qu'ils se défassent de Fleury. Tout s'est fait dans les règles de l'art, d'autant, a précisé M. Larose, qu'il savait M. Fleury rapide « sur le *gun* juridique ».

Notons que Gérald Larose et Réjean Fleury s'étaient affrontés en 1994 dans la course à la présidence de la CSN, bataille remportée par M. Larose.

La cause se poursuit la semaine prochaine, avec notamment le témoignage de Réjean Fleury.

OCCASION RÊVÉE

aircanada.ca



C'est le moment de réserver! On vous offre des prix incroyables pour des endroits qui le sont tout autant. Faites vite, l'offre se termine le 20 février 2003.

Où imaginez-vous vos vacances cette année? La semaine de relâche à la mer? Vos vacances d'été en France? Hong Kong en août? Assez rêvé! C'est maintenant le temps de planifier. Que vous partiez ce printemps, en début ou en fin d'été, nous vous offrons des destinations fabuleuses à tarifs soldés pour voyager **d'ici septembre**.

LE SOLEIL

À PARTIR DE SEULEMENT

199 \$

ALLER SIMPLE

L'EUROPE

À PARTIR DE SEULEMENT

259 \$

ALLER SIMPLE

L'ASIE

À PARTIR DE SEULEMENT

599 \$

ALLER SIMPLE

Les tarifs sont basés sur un ALLER SIMPLE et sont assujettis à l'achat d'un billet ALLER-RETOUR au départ de Montréal.

Le tableau ci-dessous n'est qu'un exemple des destinations offertes à très, très bas prix.

La dernière date de départ de Montréal est le 30 septembre 2003.				20 févr. – 14 avril	15 avril – 19 juin	20 juin – 30 sept.
LE SOLEIL	BERMUDES	GRAND CAYMAN	KINGSTON	249 \$	199 \$	299 \$
	MONTEGO BAY	NASSAU	PORT-AU-PRINCE			
L'EUROPE	ANTIGUA	BARBADE	FRANCFORT ¹	259 \$	279 \$	349 \$
	PORT OF SPAIN	SAINTE-LUCIE	PARIS			
L'ASIE	AMSTERDAM ³	COPENHAGUE ³⁻⁴	ZURICH ¹	299 \$	369 \$	469 \$
	MADRID	MUNICH ¹				
L'ASIE	BEIJING	HONG KONG	SHANGHAI	599 \$	649 \$	749 \$
			TOKYO			

Réservez à aircanada.ca ou destina.ca notre partenaire en ligne.
Appelez votre agent de voyages ou Air Canada au **1 888 247-2262**
Service aux personnes malentendantes (ATS) : **1 800 361-8071**

AIR CANADA



MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



3117507A

¹En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance™. ²En collaboration avec Austrian Airlines, membre du réseau Star Alliance™. ³En collaboration avec British Midland, membre du réseau Star Alliance™. ⁴En collaboration avec SAS, membre du réseau Star Alliance™.

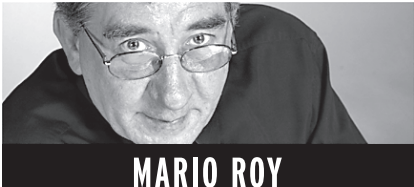
Sainte-Lucie et la Barbade: les tarifs publiés ne sont pas offerts pour des départs entre le 15 et le 30 avril 2003. Les billets doivent être achetés au plus tard le 20 février 2003. Achat sept jours à l'avance. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 30 septembre 2003. Les tarifs sont basés sur un aller simple et requièrent l'achat d'un billet aller-retour, lequel doit refléter l'itinéraire complet. Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Les taxes, les assurances, les relevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (jusqu'à 24 \$) ne sont pas inclus. Les tarifs sont sous l'approbation du gouvernement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent. Aucun changement permis. Les billets sont totalement non remboursables. Sauf avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de Jazz Air Inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz) ou de ZIP Air Inc. TMAir Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

L'erreur américaine



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

C'est le démographe et essayiste français Emmanuel Todd qui, dans *Après l'empire*, résume peut-être le mieux ce qui est à craindre aujourd'hui. Il écrit : « Les États-Unis sont en train de devenir pour le monde un problème. Nous étions plutôt habitués à voir en eux une solution ».

Il est encore temps pour l'Amérique de renverser la vapeur. De freiner ce tragique et dangereux retournement de l'Histoire. Eux qui ont inventé une grande civilisation, qui sont capables de générosité et de vision, les États-Unis ne doivent pas être diminués par un président, George W. Bush, qui ne serait pas à la hauteur de sa tâche et du destin historique de sa nation.

La Maison-Blanche doit renoncer à toute intervention armée contre l'Irak, pour l'instant et dans un avenir proche.

■ ■ ■

Ce fut clairement exprimé, hier, devant le Conseil de sécurité des Nations unies — notamment par le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin : la crise irakienne déclenchée de façon plus ou moins artificielle par l'administration Bush, il y a un an, risque de faire une infinité de pots cassés.

Même dans le meilleur cas, si l'affaire devait par miracle se régler sans effusion de sang, l'Occident en sortirait déchiré. L'OTAN déstabilisée. La « vieille Europe » braquée. Les États-Unis auront dilapidé leur capital de sympathie généré le 11 septembre 2001. Et donné des armes à l'antiaméricanisme meurtrier des intégristes musulmans. Ainsi qu'à celui d'un tout autre niveau, verbal et verbeux, de tous les Plateau Mont-Royal de la planète, où on va bientôt atteindre l'hystérie.

Dans le pire cas, si l'offensive militaire contre l'Irak est bel et bien déclenchée, tout, littéralement, peut se produire.

Le scénario d'enfer, celui de *Blackhawk Down*, est l'enlèvement du conflit dans les rues de Bagdad. Des dizaines de milliers de civils tués — et on sait que 41 % des 24 millions d'Irakiens ont moins de 15 ans. Les *bodybags* débarqués en masse des Hercules C-130 sur les pistes de Tucson (Arizona) et de Fargo (Minnesota). Un gouvernement d'occupation — pour combien de temps ? — inévitablement impopulaire. Tout le Proche et le Moyen-Orient mis sous haute tension. Les représailles terroristes. Les populations occidentales, y compris américaine, révoltées. L'entrée de *facto* dans l'Histoire de la nouvelle stratégie de défense américaine, fondée sur l'absolue domination « bienveillante » consistant en l'imposition, à l'échelle planétaire, d'une sorte de dictature du Bien... dont la définition appartiendra en exclusivité à l'Amérique.

« Le danger qui nous guette est que l'empire léger devienne l'empire lourd. Et que, plutôt que de rassurer le monde, nous lui paraissions hostiles. Nous sommes en train de perdre notre légitimité en tant que grande puissance, ce qui était notre plus précieux atout », estime l'essayiste américain Charles Kupchan, auteur de *La Fin de l'ère américaine*.

La Maison-Blanche répondra, avec de réelles bonnes intentions : nous libérerons l'Irak et y instaurerons la démocratie. C'est utopique. Le monde arabe est à peu près vierge de toute notion de ce qu'est, sur le plancher des vaches, la dé-

mocratie. Et il est foncièrement anti-américain. C'est par conséquent une très mauvaise idée que de vouloir faire son éducation démocratique, et le tourner vers l'Occident, par la force.

En tout état de cause, il y aura entre-temps la ruine et la mort.

Or, pourquoi en est-on arrivé là ?

À cause de l'erreur américaine.

■ ■ ■

N'en déplaise aux pacifistes purs et durs (qui, pour beaucoup, ont un agenda caché, anti-occidental et anti-libéral), il existe une telle chose que des guerres justifiées. Par exemple, il fallait, en réplique aux raids aériens d'Al-Qaeda, déloger le régime taliban intimement lié à Oussama ben Laden — d'ailleurs réapparu, cette semaine, pour donner un fabuleux coup de main aux faucons du Pentagone !

Cependant, face à l'Irak, ce n'est pas du tout pareil.

Saddam Hussein est un déchet de l'humanité, certes. Mais il est insignifiant.

Selon les chiffres mêmes de la CIA, le budget militaire de l'Irak était de 1,3 milliard (US) en 2000, une misère : les militaires américains disposent de presque 300 fois plus ! Le dictateur cache des armes chimiques et/ou biologiques ainsi que des vecteurs ? C'est à peu près certain : quelques litres et quelques missiles, quelque part. Mais nous avons vécu pendant 40 ans avec 8000 ogives nucléaires soviétiques pointées en permanence sur l'Amérique... et nous sommes toujours là pour en parler !

Faut-il écraser une mouche avec un gourdin ?

L'erreur américaine consiste à croire que les populations occidentales, y compris celle des États-Unis, puissent encore accepter une forme aussi primaire d'exercice de leur hégémonie. Que les populations des autres régions du globe, souvent soumises à la misère planifiée et à l'État policier, soient convaincues par la brutalité de tenter d'en sortir.

L'envers d'une forme civilisée de relations internationales repose essentiellement sur l'ONU — quelles que soient ses faiblesses, abyssales, et ses incohérences, caricaturales.

En l'occurrence, c'est l'Europe qui joue la carte de l'ONU et qu'il faut appuyer, comme le font de plus en plus massivement les autres gouvernements et les populations de la planète.

Parce que mettre Hussein au pied du mur méthodique,

l'avenir d'une forme civilisée de relations internationales repose essentiellement sur l'ONU — quelles que soient ses faiblesses, abyssales, et ses incohérences, caricaturales. En l'occurrence, c'est l'Europe qui joue la carte de l'ONU et qu'il faut appuyer, comme le font de plus en plus massivement les autres gouvernements et les populations de la planète. Parce que mettre Hussein au pied du mur méthodique,

■ ■ ■

L'erreur américaine, dans laquelle le président ainsi que le secrétaire d'État, Colin Powell, ont persisté, hier, risque de générer à l'échelle planétaire un gâchis de grande magnitude. Un gâchis dont la première victime — et on en voit là toute l'absurdité — pourrait bien être les États-Unis eux-mêmes.

Domage.

Quelle victoire ce serait pour l'ONU et pour l'Amérique que Saddam Hussein soit contenu, isolé, désarmé, rendu inoffensif — même et surtout à l'endroit de son propre peuple. Et ce, par la seule pression légitime exercée par l'organisme international. Par la seule menace de la force que font peser les militaires redoutablement armés, majoritairement américains, massés autour de l'Irak.

Ceux-ci auraient alors évité d'être tués. Et de tuer.

VOICI UNE DES OEUVRES D'ART CONTROVERSÉES ACQUISES PAR LOTO-QUÉBEC



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

DOCUMENT

« Donnons la chance à l'ONU »

Les intérêts à long terme des États-Unis seront mieux servis s'ils font appel aux Nations unies au lieu d'agir seuls

JEAN CHRÉTIEN

Nous vous présentons ici un extrait du discours du premier ministre canadien, jeudi soir, devant le Chicago Council on Foreign Relations.

SI SADDAM Hussein refuse de se conformer à la volonté de la communauté mondiale, alors le monde lui répondra.

La guerre doit toujours être le dernier recours, pas seulement à cause des souffrances humaines qu'elle provoque, mais aussi à cause des conséquences imprévues qu'elle entraîne inévitablement. Cependant, s'il doit y avoir une guerre, je soutiens que le monde devrait agir sous les auspices des Nations unies. C'est la meilleure façon de conférer de la légitimité à l'emploi de la force dans ces circonstances.

Nous devons tous nous préoccuper de la prolifération des armes de destruction massive. Et nous comprenons tous parfaitement pourquoi il faut agir avant qu'il soit trop tard. Je maintiens toutefois que les intérêts à long terme des États-Unis seront mieux servis s'ils font appel aux Nations unies au lieu d'agir seuls. En fait, les États-Unis ont été les premiers responsables de la création des Nations unies. Et c'est leur propre sécurité qui les a motivés.

Le prix que doit payer la seule superpuissance au monde, c'est que ses motifs sont parfois jugés suspects par d'autres. Une telle puissance n'est pas toujours perçue comme inoffensive. Tous ne sont pas disposés à croire les États-Unis sur parole.

Le Canada appuie fermement les objectifs des États-Unis. Nous sommes des amis et des alliés depuis très, très longtemps. Il est essentiel que les États-Unis puissent compter sur des appuis dans le monde entier. Il faut absolument éviter la perception d'un « choc des civilisations ». Recourir aux Nations unies au maximum réduira ce risque au minimum.

Par conséquent, la façon dont les États-Unis se comporteront au cours des prochains jours aura de profondes conséquences pour l'avenir. Je suis convaincu que le fait de passer par les Nations unies, dans la mesure du possible, aussi difficile et frustrant que ce soit parfois, renforcera infiniment la position non seulement des États-Unis mais aussi de tous ceux dans le monde qui souhaitent les appuyer.

Le Canada a salué le leadership du président Bush quand il s'est adressé à l'Assemblée générale de l'ONU. Nous avons salué la détermination dont les États-Unis ont fait preuve en pressant le Conseil de sécurité d'adopter la Résolution 1441. Nous avons fermement appuyé une mesure qui imposait des obligations à l'Iraq et prévoyait des conséquences sérieuses s'il ne s'y conformait pas.

Le monde a appris une terrible leçon quand la Société des Nations a omis d'agir contre l'agression



PHOTO PC

Devant le Chicago Council on Foreign Relations, le premier ministre Jean Chrétien a abordé la question des relations canado-américaines dans le contexte d'une possible intervention militaire en Irak.

dans les années 1930. N'oublions pas cependant que l'absence des États-Unis parmi ses membres constituait une blessure mortelle pour la Société des Nations.

L'Organisation des Nations unies traverse une épreuve difficile. Les États-Unis en constituent un acteur clé. Les États-Unis peuvent y être très convainquants.

Je suis persuadé que si on lui en donne la chance, l'ONU remplira ses obligations envers la communauté mondiale. Qu'elle agira fermement suivant ses principes. Mais il faut lui donner cette chance raisonnable. Les Nations unies d'aujourd'hui ont besoin de l'engagement des États-Unis. Et je soutiens fermement que le monde a besoin d'une Organisation des Nations unies efficace.

APPEL À TOUS

Qu'attendez-vous du budget Manley?



Le ministre des Finances, John Manley, présentera son premier budget mardi prochain. Si vous étiez son principal conseiller ou sa sous-ministre en titre, quels conseils lui prodigueriez-vous ? Imposer davantage les riches ? Hausser le plafond des REER ? Abaisser les cotisations à l'assurance-emploi ? Changer le taux de certaines taxes comme celles sur l'essence et les cigarettes ? Lancer de nouveaux programmes ?

Écrivez-nous en grand nombre. Les meilleurs textes, idéalement entre 200 et 300 mots, seront publiés mardi matin.

Notre adresse : forum@lapresse.ca

Forum

Et maintenant?

Avec ou sans l'aval de l'ONU, la guerre contre l'Irak paraît à présent inévitable



LOÏC TASSÉ
L'auteur est professeur de science politique à l'Université Concordia.

LA GUERRE paraît à présent inévitable. Comme on pouvait facilement le prédire, le rapport Blix ne contient aucune révélation fracassante sur l'armement irakien. Le rapport est plus important pour son utilisation politique que pour son contenu. Il est en effet douteux que les services de renseignements américains ne connaissent pas déjà très bien la situation en Irak et il est douteux que le rapport stoppe le déploiement déjà très avancé des troupes américaines, d'autant plus que des milliards de dollars ont déjà été investis dans les préparatifs de guerre.

Pourquoi un tel rapport ? Du point de vue de la Maison-Blanche, les missions des inspecteurs auront servi deux grands objectifs : premièrement, consolider la légitimité de l'attaque américaine auprès de l'opinion publique aux États-Unis et, deuxièmement, permettre aux forces américaines de gagner du temps et de déployer leurs troupes.

Les missions des inspecteurs en désarmement ont donné lieu à d'importants déploiements médiatiques. La population américaine a été inondée de reportages sur l'Irak, qui l'ont habituée à l'éventualité d'une guerre. Le gouvernement des États-Unis, en se pliant à une procédure qui passe par le Conseil de sécurité et par l'envoi d'inspecteurs, aura tenté d'accréditer l'impression qu'il s'est conformé au droit international. Cependant, l'impossibilité pour le Conseil de sécurité de s'entendre sur une invasion de l'Irak est déjà présentée comme une erreur d'interprétation du droit et comme un signe de faiblesse, ce qui au besoin autorisera les Américains à s'opposer aux décisions du Conseil et à se présenter en justiciers.

Les missions des inspecteurs ont aussi brouillé l'attention de l'opinion publique sur l'action principale des États-Unis avant le conflit, soit le déplacement massif de troupes dans la région. Mieux, ces déplacements de troupes ont été présentés comme un moyen de pression pour inciter les Irakiens à désarmer.

Report à l'an prochain ?

Pour le gouvernement américain, les inspections de l'ONU ont atteint leur but et ne sont plus utiles. C'est à présent au tour des opposants à la guerre de tenter d'utiliser les missions d'inspection pour parvenir à leurs fins. Un prolongement des missions d'inspection en Irak, même de quelques



PHOTO AP

Le chef des inspecteurs en armement des Nations unies, Hans Blix (à droite) livre son rapport au Conseil de sécurité avec à ses côtés Mohamed ElBaradei, chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

mois, pourrait entraîner le report d'une intervention à l'année prochaine, puisque les conditions climatiques pour mener une guerre en Irak ne seraient plus optimales. Or, si l'opinion publique américaine semble aujourd'hui résignée à la guerre, un délai supplémentaire pourrait permettre aux opposants de mieux faire passer leur message et ainsi poser des difficultés considérables à l'administration Bush.

Dans les circonstances, on peut s'attendre à ce que les États-Unis s'opposent à toute prolongation des missions d'inspection et se mobilisent très rapidement dans une attaque contre l'Irak, avec ou sans l'aval du Conseil de sécurité.

Le désarmement de l'Irak soulève des enjeux qui dépassent largement les frontières de ce pays et de la région. L'arrivée de nouvelles technologies et la multiplication des échanges ont rendu de plus en plus facile et de moins en moins coûteux le développement d'armes de destruction massive. Il faut rap-

peler que la possession d'armes de destruction massives ne constitue pas en soi un motif suffisant pour attaquer un pays, puisqu'il faut encore que ce pays ait la capacité d'employer ces armes sans être détruit par la suite, ce qui n'est pas le cas de l'Irak. Ce qui est mis en cause à travers le désarmement de l'Irak, c'est la possibilité pour de petites et moyennes puissances de sanctuariser leur territoire, c'est-à-dire la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies militaires pour dissuader tout pays d'intervenir militairement chez eux, sans faire face à des conséquences graves.

Les grandes puissances s'entendent toutes pour tenter de limiter la prolifération des armes de destructions massives parce que ces armes amoindrissent leurs possibilités d'interventions militaires dans les pays moins puissants. Le traité d'interdiction totale des essais nucléaires constitue un bon exemple de cette entente. Cependant, le traité n'a pas empêché l'Inde, le Pakistan ou la Corée du

Nord de développer leur armement atomique et il est certain que plusieurs autres pays possèdent un tel armement, même s'ils ne le déclarent pas. Une limitation de l'armement est encore plus délicate et plus difficile à obtenir et à maintenir dans le cas d'armes qui sont plus faciles à produire, telles les armes biologiques.

On sait que les autres grandes puissances, en particulier la France, la Chine, la Russie et l'Allemagne, ne s'opposent pas au désarmement. Outre l'opportunité d'une invasion et les intérêts nationaux propres à chaque pays, ce qui divise entre eux les membres du Conseil de sécurité, c'est la méthode utilisée par les États-Unis pour désarmer l'Irak. On peut en effet s'interroger sur l'efficacité à long terme d'une intervention militaire qui ne serait pas accompagnée d'importantes mesures d'aide et de réformes politiques, économiques et sociales, et ce non seulement en Irak, mais aussi dans toute la région.

« Le recours aux armes ne doit pas être écarté »



COLIN POWELL
Nous vous présentons ici un extrait de l'allocation du secrétaire d'État américain, hier matin, devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

NOUS AVONS reçu une réponse incomplète de l'Irak, et nous sommes maintenant confrontés à une situation plus difficile. Plus d'inspecteurs ? Je m'excuse, ce n'est pas la réponse. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une coopération immédiate. Du temps ? Combien de temps faut-il pour dire, « je comprends la volonté de la communauté internationale, et moi et mon régime allons tout dévoiler et ne jouerons plus aux devinettes, ne formerons plus de commissions, n'émettrons plus de décrets et ne proposerons plus de lois qui auraient dû être adoptées il y a des années et qui sont soudainement adoptées le jour de notre réunion ? »

Ce ne sont pas là des actions responsables de la part de l'Irak. Ce sont des efforts improvisés pour tromper, opposer, détourner, pour nous mettre sur de fausses pistes.

La résolution anticipait ce genre de réponse de l'Irak. Voilà pourquoi, dans toutes nos discussions, nous avons affirmé que les Irakiens commettaient une violation substantielle (de la résolution). S'ils commettent de nouvelles violations substantielles par une fausse déclaration ou par un refus de coopérer ou d'obtempérer, alors la question doit être renvoyée au Conseil avec de sérieuses conséquences.

Je vous soumets que, nonobstant les améliorations de processus que nous avons notées et que nous accueillons — et je remercie les inspecteurs pour leur vaillants efforts — ces améliorations de processus ne nous éloignent pas du problème central, qui existe toujours. Et plus d'inspections et une période d'inspection prolongée ne nous éloigneront pas de l'enjeu principal auquel nous sommes confrontés. Et ce problème central,

« La sécurité de la région, les espoirs du peuple irakien et notre propre sécurité dépendent de l'exercice de nos responsabilités. »

c'est que l'Irak n'a pas respecté la résolution 1441.

La menace d'un recours à la force armée doit demeurer. Les armes devraient toujours être l'ultime recours. J'ai prêché cette doctrine pendant l'essentiel de ma vie professionnelle, comme soldat et comme diplomate. Mais le recours aux armes ne doit pas être écarté.

Le processus d'inspection ne peut pas se prolonger indéfiniment

Nous ne pouvons pas permettre à ce processus de se prolonger indéfiniment. C'est ce que l'Irak tente de faire présentement : « Faites traîner assez longtemps et le monde commencera à regarder ailleurs, le Conseil de sécurité passera à autre chose, et nous nous en tirerons de nouveau. » Mes amis, nous ne pouvons leur permettre de s'en tirer encore une fois.

Nous sommes dans une situation où, devant le refus persistant d'obtempérer et de coopérer de l'Irak, il me semble que ce Conseil doit commencer à réfléchir aux conséquences de laisser ce problème sans solution, et faire face à ce problème dans un très proche avenir. Plusieurs d'entre vous préféreriez de pas faire face à cette question, mais il faut le faire, c'est-à-dire nous demander si, oui ou non, nous sommes arrivés au moment où il faut considérer les sérieuses conséquences envisagées par la résolution 1441.

La raison pour laquelle nous ne devons pas nous en détourner, c'est que ces armes sont terribles. Nous ne parlons pas d'armes qui vont tuer quelques personnes, quelques centaines ou quelques milliers de personnes, mais des dizaines de milliers de personnes si elles tombent entre les mains de personnes mal intentionnées.

La sécurité de la région, les espoirs du peuple irakien lui-même, et notre propre sécurité dépendent de l'exercice de nos responsabilités et, s'il le faut, de l'invocation des sérieuses conséquences en vertu de la résolution 1441.

La résolution 1441 traite de désarmement et de conformité. Ce n'est pas seulement un processus d'inspections qui se poursuit sans fin et sans résoudre les problèmes de fond.

« Un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences »



DOMINIQUE DE VILLEPIN
Nous vous présentons ici un extrait de l'intervention du ministre français des Affaires étrangères au Conseil de sécurité, hier matin.

IL Y A ceux qui croient que la poursuite du processus d'inspection serait une sorte de manoeuvre de retardement visant à empêcher une intervention militaire. Cela pose naturellement la question du temps imparti à l'Iraq. Nous sommes là au centre des débats. Il y va de notre crédibilité et de notre esprit de responsabilité. Ayons le courage de mettre les choses à plat.

Il y a deux options :

> L'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et ne nous voilons pas la face : cela sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Iraq, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force.

> Face à de telles perspectives, il y a l'alternative offerte par les inspections, qui permet d'avancer de jour en jour dans la voie d'un désarmement efficace et pacifique de l'Iraq. Au bout du compte, ce choix là n'est-il pas le plus sûr et le plus rapide ?

Personne ne peut donc affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections. Personne ne peut affirmer non plus qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable. Car la guerre est toujours la sanction d'un échec. Serait-ce notre seul recours face aux nombreux défis actuels ?

Donnons par conséquent aux inspecteurs des Nations unies le temps nécessaire à la réussite de leur mission. Mais soyons ensemble vigilants et demandons à MM. Blix et El Baradei de faire régulièrement rapport au Conseil. La France, pour sa part, propose

« L'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. »

un nouveau rendez-vous le 14 mars au niveau ministériel, pour évaluer la situation. Nous pourrions alors juger des progrès effectués et de ceux restant à accomplir.

Dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. Il y a une alternative à la guerre : désarmer l'Iraq par les inspections. De plus, un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences.

L'autorité de notre action repose aujourd'hui sur l'unité de la communauté internationale. Une intervention militaire prématurée remettrait en cause cette unité, ce qui lui enlèverait sa légitimité et, dans la durée, son efficacité.

Une telle intervention pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région meurtrie et fragile. Elle renforcerait le sentiment d'injustice, aggraverait les tensions et risquerait d'ouvrir la voie à d'autres conflits. (...)

À ceux qui se demandent avec angoisse quand et comment nous allons céder à la guerre, je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur.

Dans ce temple des Nations unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix.

Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèle à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur.



Il a fallu 10 ans, 1 minute et 34,30 secondes pour retrouver cette sensation



DENIS BALBOUSE / REUTERS

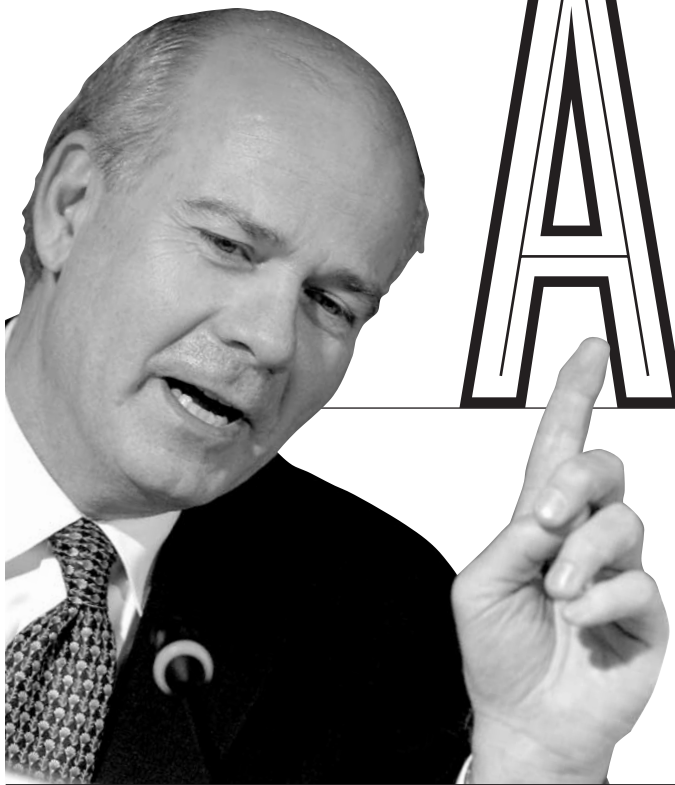
Merci Mélanie d'avoir offert au Canada
la première place au Championnat du monde depuis 10 ans!



Fière commanditaire de l'Équipe canadienne de ski alpin

Le logo CIBC est une marque de commerce de la Banque CIBC.





ACTUEL

Réflexions
sur les médias

Page 27

Peter Mansbridge

Parc-Extension:
le débat se poursuit

Page 28



CAHIER ACTUEL | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 15 FÉVRIER 2003

La Presse



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Les femmes sont-elles plus ouvertes qu'on le croit aux films XXX ou les boudent-elles?

LES FEMMES ACHÈTENT-ELLES

LE SEXE?

On en parle, on l'exhibe, on l'analyse, on le vend, on le *médicamente*.
Le sexe vend, fait vendre et les fantasmes n'ont jamais été aussi publics.
Pourtant, 25 ans après la publication du premier *Rapport Hite*,
les femmes sont encore très minoritaires quand vient le temps
de sortir leur carte platine pour acheter des contenus crus
et des services à caractère sexuel. Pourquoi?



SYLVIE SAINT-JACQUES

La pornographie sur Internet fait vivre environ 400 000 sites et génère des revenus annuels d'un milliard de dollars américains. Les rayons de la section XXX du club vidéo du coin se renouvellent toutes les semaines, les agences d'escortes sont toujours rentables et les clubs de danseuses les plus réputés fonctionnent presque à guichets fermés. Le marché visé par cette vaste industrie: les hommes, gais et hétéros. Autour de quelques bières, cinq jeunes femmes aux environs de la trentaine

avancent explications et théories pour justifier leur rejet de l'imagerie pornographique sous toutes ses formes. Les sites Web à teneur pornographique? «Obscènes!» Le *Playgirl*? «Pour les hommes gais!» La littérature et les films érotiques? «Noui...» La porno féministe? «Trop contestataire. Pas pour le plaisir.» Mais, les filles, ne vous arrive-t-il pas, deux ou trois fois par année, de faire un petit détour par la section XXX du club vidéo du coin? «Nooooooooon!» répondent-elles à l'unisson.

«Si je veux voir un film, je vais en choisir un qui m'intéresse», dit simplement Suzie. «J'en regarderais peut-être, si tous ces films n'étaient pas faits en fonction des fantasmes masculins», répond Heidi, plus ouverte que ses copines à ce genre de divertissement. «Moi non. Les gadgets sexuels, ça ne me dit absolument rien», lance Geneviève. «Pas besoin d'en louer, il y en a plein à la télé», ajoute Carole,

l'esprit économe. «Ces films-là sont, dans la majorité, faits par des gars. Ça rejoint très peu les femmes», pense sa soeur Lucie.

Les premiers pas timides du XXX au féminin

Il existe pourtant des initiatives pour renverser la vapeur et inciter les femmes qui le souhaitent à s'intéresser à l'univers de la pornographie.

Depuis quelques années, des féministes ou ex-actrices du XXX (Candida Royalle, Ovidie, Annie Sprinkle, Tristan Taormino...), ont pris les rênes de la réalisation de contenus pornographiques, chasse gardée traditionnellement masculine.

Non contentes du rôle traditionnel d'exécutantes réservé aux femmes dans ce milieu, elles ont pris leur place derrière la caméra, sur scène ou par écrit.

Le leitmotiv de ces femmes qui veulent donner voix et images aux fantasmes se déroulant entre les deux oreilles des femmes? Le droit au plaisir et sa prise en charge du plaisir.

Leurs «œuvres» sont souvent porteuses de ce « message », symboliquement souligné à gros traits.

Par exemple, à la tête d'une compagnie de production de films et produits érotiques «pour femmes », Candida Royalle, ancienne actrice de

films pornos, met son expérience au profit du plaisir de ses consœurs. Dans son essai *Porno Manifesto*, publié en 2002, Ovidie, jeune star et réalisatrice française de films XXX, se porte à la défense des droits et de la dignité des travailleuses de la porno. Aux États-Unis, Tristan Taormino, gourou du sexe de la génération X, chroniqueuse au *Village Voice*, conférencière et réalisatrice de vidéo-cassettes aux titres aussi audacieux que *The Ultimate Guide to Anal Sex for Women*, mène quant à elle le vaste projet d'éduquer sexuellement ses contemporaines. Inutile de préciser que son approche pédagogique est un tantinet plus osée que celle de Dr Ruth.

Ces femmes sont-elles en train de motiver les producteurs traditionnels à courtiser les cinéphiles féminines?

Marc-André Chabot, chroniqueur à l'émission *Je regarde moi non plus* diffusée à TVA et portant sur le sexe, croit que non. « Je pense qu'environ 2% des films XXX s'adressent aux femmes et, pour les trouver, il faut aller dans des clubs vidéo spécialisés. Par contre, il existe désormais de plus en plus de section pour les couples ».

Voir SEXE en A23
Autre texte en A23

BERNARD TROTTIER SPORTS

C'EST LA GRANDE
LIQUIDATION

d'équipements et de vêtements de ski alpin, planche à neige et de ski de fond 2002/2003

Des rabais
jusqu'à

70%

2002/2003



On a les sports de neige dans la peau
BERNARD TROTTIER
SPORTS

3680, boul. Taschereau Greenfield Park . 183D, boul. Hymus Pointe-Claire . 2929, boul. St-Martin Ouest, (Centropolis) Laval



LES FLEURS ET LE POT

LES FLEURS

À l'équipe nationale du Canada, qui a battu le Bangladesh, une des équipes favorites, à la Coupe du monde de cricket. Go Canada go !

LE POT

À l'Espagnol qui a tenté cette semaine de cambrioler un centre de photocopies avec une... agrafeuse. L'homme est entré dans la boutique et a menacé l'employée de «tirer» les agrafes si elle ne lui remettait pas le contenu de la caisse. Il a été arrêté quelques minutes plus tard. Voyons, c'est un batteur électrique qu'il vous fallait, ou, à la limite, une bombe de laque pour les cheveux.



LA CITATION GÉOGRAPHIQUE DE LA SEMAINE

«Pourquoi devrions-nous envoyer nos équipes de production outre-mer ?»

Le maire de Chicago, Richard Daley, qui se demandait cette semaine pourquoi l'industrie américaine du cinéma va filmer au... Canada.



QUESTION-RÉPONSE

Vous avez une question à poser à nos journalistes? Écrivez à actuel@lapresse.ca

Q JOSYANN D., MYLÈNE B., ANTOINE C., ET CHRISTINA C., DE VERCHÈRES : « Comment l'espèce humaine a-t-elle su que les nombres allaient à l'infini ? »

R « Il semble que les Grecs de l'Antiquité aient été les premiers à formellement reconnaître l'existence de l'infini dans la réalité et dans les nombres, nous écrit M. Philippe Riel. Le mot «apeiron» traduit cette idée, qu'ils détestaient car ils ne pouvaient l'accepter dans leur philosophie. »
« Le symbole même d'infini apparaît pour la première fois en 1656 dans un traité, *Arithmetica infinitorum* par un certain John Wallis. Enfin, c'est vers la fin du XIX^e siècle qu'un mathématicien du nom de Georg Cantor crée une théorie sur les nombres infinis », continue M. Riel.
« L'infini est une construction de l'esprit et il est très compliqué de retracer l'origine de cette notion, explique Michel Warisse, professeur de mathématiques à la retraite et maintenant chargé de cours à l'UQAM. Avant le XVII^e siècle, par contre, on croyait que tout était fini. On croyait que la Terre était le centre de l'univers, et que le ciel était une espèce de calotte qui englobait la Terre. Selon la croyance populaire, les étoiles étaient des trous dans cette calotte, et la lumière des étoiles était la lumière de Dieu. »

■ ■ ■

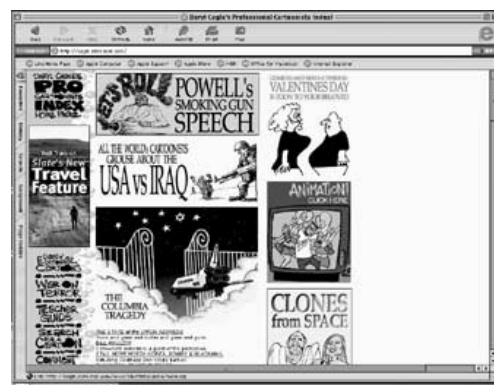
Battements d'ailes

Jacques Beauchesne, de Longueuil, aimerait savoir si les oiseaux s'essoufflent à force de battre des ailes au cours de leur vol de migration.

Vous voulez nous suggérer une explication ? Écrivez à actuel@lapresse.ca ou au 7 rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9



SITE WEB DE LA SEMAINE



LA GUERRE POUR RIRE

Le monde va tout croche et il n'y a vraiment pas de quoi rire. Mais on ne peut s'empêcher de sourire en visitant le site *Pro Cartoonists Index* de Daryl Cagle. Ce dernier compile les meilleures caricatures parues dans les journaux américains ou canadiens. De Saddam à la navette *Columbia*, en passant par Winona Ryder ou Raël et ses clones, l'actualité en prend pour son grade. Les animations (*e-toons*, en bon anglais) sont particulièrement poilantes, comme cette « vidéo de recrutement » d'Al-Qaeda, qui n'a rien à envier, mais alors rien du tout, aux aventures du Coyote et du Road Runner. Parce que le dossier est chaud, Cagle réunit ces jours-ci des caricatures du monde entier sur la crise irakienne — ou comment ridiculiser les États-Unis en trois coups de crayon. Réconfortant.

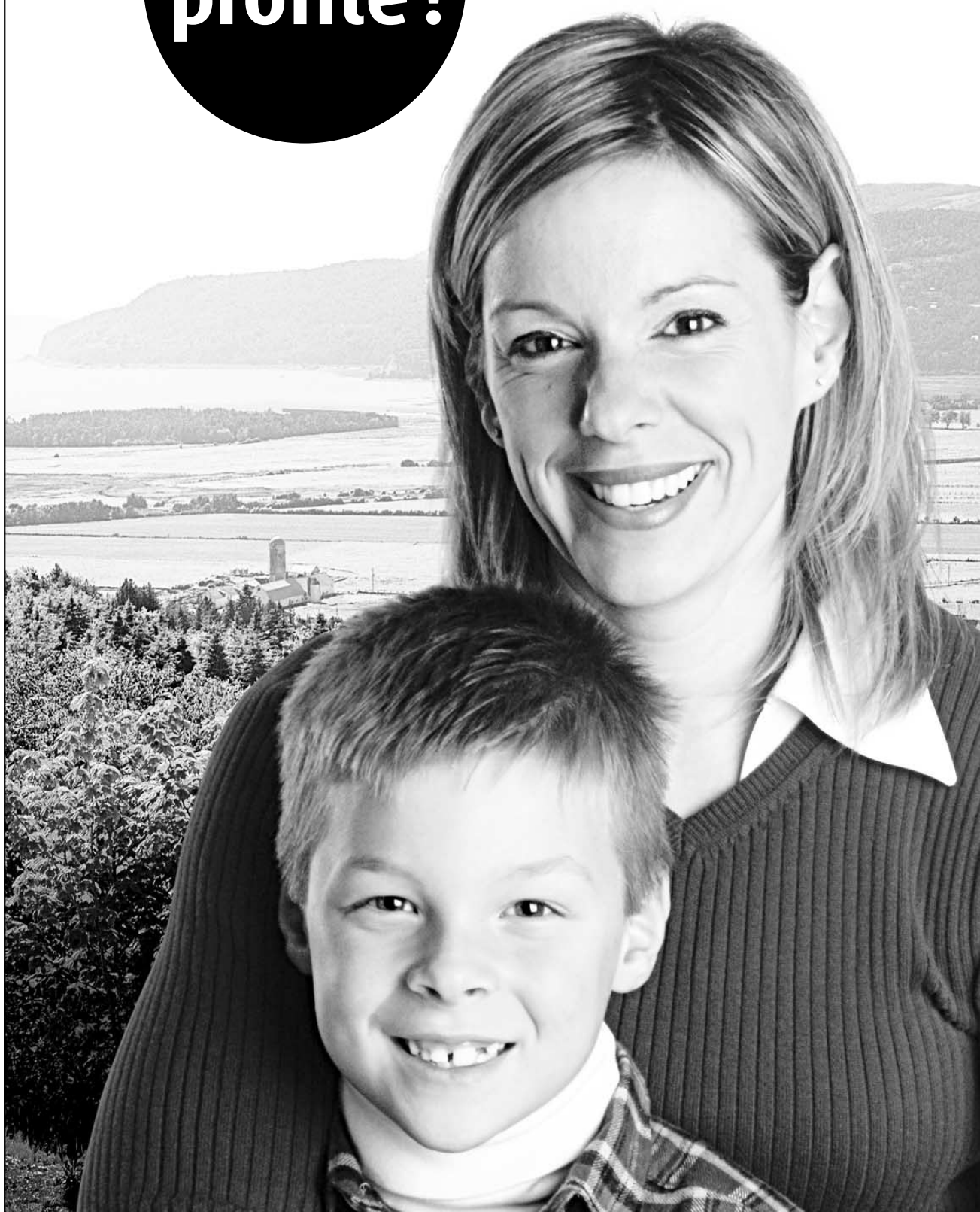
<http://cagle.slate.msn.com/>

Ludovic Hirtzmann
collaboration spéciale

Plus qu'un REER un fonds de travailleurs

J'en profite!

Avec Fondation,
j'ai droit à des
crédits d'impôt de
30 % en plus du
report d'impôt
associé au REER.



FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

1 800 253-6665 • www.fondaction.com
Près de 40 bureaux incluant Montréal, Laval et Longueuil !

INSOLITE

Ah, l'amour!

CONCORD, Caroline du Nord — Dans le comté de Cabarrus, l'amour est partout. Y compris dans l'annuaire.

En effet, Cabarrus est la ville des États-Unis comptant la plus grande proportion de gens portant le nom de... Love, huit fois plus que la moyenne nationale, selon un cabinet de recherche en marketing de San Diego.

Selon cette étude, trois autres comtés de la Caroline du Nord ne sont pas très loin de Cabarrus, faisant de cet État de la côte est américaine l'un des plus... « aimables ».

Pour arriver à leur conclusion, les chercheurs ont examiné le recensement des comtés de plus de 100 000 habitants. Ils ont découvert que 0,03 % de la population américaine porte le nom de Love et que les Love du comté de Cabarrus représentent 0,24 % de la population du comté. — AP

Privés de Saint-Valentin

AUCKLAND, Nouvelle-Zélande — Si les élèves amoureux du lycée Rangitoto, d'Auckland, souhaitaient surprendre leur Valentin ou Valentine, ils devaient le faire avant ou après les cours.

Le proviseur Allan Peachey estime que les livraisons de fleurs et autres petits cadeaux constituent une distraction certaine, voire une perturbation des cours.

« Les jeunes viennent dans les classes pour faire de l'anglais, des maths et des sciences, pas pour avoir leur attention dérangée », a indiqué le proviseur, soulignant qu'il n'avait pas à gérer une petite école, mais plutôt un établissement de près de 3000 élèves.

Il a envoyé une note aux parents et amis au début du mois de février pour leur demander de ne pas envoyer de cadeaux au lycée, mais directement au domicile des élèves. — AP

159 ans à eux deux et condamnés pour « acte obscène »

Agence France-Presse

ROME — Il a 85 ans et elle en a 74, mais cela n'a pas empêché ces Italiens de s'aimer en plein jour dans leur voiture, ce qui leur a valu cette semaine une condamnation avec sursis pour « attentat à la pudeur ».

La petite rue de Lanciano, un bourg dans les Abruzzes, non loin de la mer Adriatique, où ils avaient rangé leur voiture tôt le matin du 17 novembre dernier, était en effet celle de l'établissement scolaire de la localité.

De jeunes élèves ont été surprises à observer par la fenêtre de leur école le couple à moitié dénudé dans la voiture.

La direction de l'établissement a aussitôt prévenu la police. La femme a réussi à s'échapper à l'arrivée des carabiniers, mais l'homme, interpellé, a livré le nom de sa compagne.

Le juge devant qui ils ont comparu mercredi a eu la main lourde : 50 jours de prison avec sursis à chacun pour « acte obscène dans un lieu public ».

Moins de soleil, plus brillant.

Étudiez cet été.

600 cours offerts par ces facultés

Aménagement
Arts et sciences
Droit
Éducation permanente
Études supérieures
Médecine
Médecine dentaire
Médecine vétérinaire
Musique
Pharmacie
Sciences de l'éducation
Sciences infirmières
Théologie

École d'optométrie

Mai à août 2003

• CAMPUS
• CAMPUS RÉGIONAUX
• À DISTANCE

Université d'été

Renseignements
514-343-6090
1 800 363-8876

www.universitedete.umontreal.ca



Université de Montréal

SEXE

Suite de la page B1

Cette rareté est-elle à l'image de la faiblesse de la demande? Pas nécessairement, croit-il. « Personnellement, je pense que les femmes sont plus ouvertes qu'autrefois à ce genre de divertissement, mais que l'industrie ne répond pas aux demandes de ce marché », dit-il.

Dans les grandes villes, les agences d'escortes « pour femmes » émergent de façon timide, au milieu d'une pléthore de services semblables à l'intention des hommes. Le magazine *Elle Canada* révélait récemment que de plus en plus de femmes occupant des emplois de haut niveau avaient recours à des prostitués masculins. Le magazine cite notamment le propriétaire d'une agence d'escortes de Montréal qui a constaté, depuis quelques années, une hausse des « réservations » de gigolos.

Mais on est encore loin de l'équité. Selon les sources citées dans l'enquête de *Elle*, il y a encore 100 prostituées de sexe féminin pour chaque homme hétérosexuel prostitué.

La situation semble assez similaire, dans le cas des clubs de danseurs nus : à Montréal, pour chaque « 281 », on compte une vingtaine de « Chez Wanda's ».

Le malaise, la gêne et l'indifférence empêchent-ils les femmes de regarder du côté des danseurs et des escortes? « Ce n'est pas un fantasme, c'est ridicule, lance catégoriquement Geneviève. De toute façon, ce n'est pas compliqué pour les femmes célibataires qui veulent une aventure : on a juste à s'habiller cute et à s'installer au bar, avec nos intentions bien en vue. »

Josey Vogels réfléchit et écrit depuis longtemps sur les différences entre l'imaginaire érotique des femmes et celui des hommes. Selon l'auteure de *My Messy Bedroom*, on ne peut pas justifier le désintérêt des femmes pour la pornographie par des différences qui seraient soi-disant « implicites » de la nature féminine. « On entend souvent dire que les femmes souhaitent trouver un scénario mieux ficelé lorsqu'elles regardent des films pornos. Ce n'est pas mon cas. Comme plusieurs autres femmes, je veux surtout sentir la chimie et la passion entre deux personnes. »

Selon la chroniqueuse, une explication à ce rejet réside dans une certaine gêne ou pudeur. « Bien que nous ayons fait des pas de géant dans ce domaine, plusieurs femmes sont encore à un stade où elles doivent se dire que c'est correct d'aimer le sexe. Plusieurs d'entre elles ont encore l'impression qu'elles doivent avant tout être gentilles et polies. Nous ne sommes pas habituées à consommer de la pornographie, peut-être parce que nous pensons qu'il est bien d'associer le sexe avec l'amour et que les images de ces films nous apparaissent comme dégradantes », dit Josey Vogels.

De son côté, l'auteure Nelly Arcan avance que les différences d'attitudes sont peut-être liées à des différences fondamentales entre les façons féminine et masculine de percevoir et de ressentir le désir. « Certains cas cliniques, en psychanalyse, ont démontré que le désir de la femme passe par le désir de l'homme, en le suscitant. L'homme, d'autre part, concentre plutôt son désir sur son objet », avance la jeune auteure de *Putain*.

Les femmes auraient-elles donc besoin de réalité plus que d'images? Sont-elles indifférentes aux images sexuelles? « Un gars à poil sur une photo, ça ne me dit rien. Si je le trouve attirant, dites-moi plutôt où il sort et je vais m'arranger pour être dans les parages... » dit Geneviève.

La sexologue clinicienne Nicole Deshaies affirme que les femmes vivent tout autant que les hommes une « consommation » de leur fantasme à travers des images extérieures. Mais ce ne sont pas des images de sexe.

Selon la sexologue, ce sont les *Cosmopolitain*, *Mademoiselle*, *Glamour* et compagnie qui constituent le terrain de jeu préféré de l'univers érotique féminin. « Dans presque toutes les revues féminines, il est question de sexualité, parce que c'est un sujet qui fait vendre, dit-elle. Habituellement, chez les femmes, la consommation porte plus sur la représentation d'elles-mêmes. Les magazines de mode jouent énormément sur ce désir de se sentir sexy. »

Le problème, c'est que ce type de littérature est une arme à double tranchant. Si ces magazines agissent sur le sentiment d'être sexy, ils agissent aussi sur le sentiment de ne pas l'être.

Selon Nelly Arcan, l'archétype de la *Cosmo Girl*, qui met le paquet dans son apparence physique pour se pourvoir d'armes de séduction infaillibles, n'est pas un modèle de développement épanouissant, à long terme. « C'est une position dangereuse, dit l'auteure. Ces femmes risquent toujours de perdre leur place parce que ce qui les définit, c'est leur beauté. À 50, 60 ans, on fait quoi? On imite Cher et on abuse de la chirurgie plastique? Cela réduit la femme à sa sexualité, à son pouvoir sexuel. »

« Plus les femmes lisent ou regardent ces magazines, plus elles sont anxieuses par rapport à leur corps, peu importe leur beauté », confirme Nicole Deshaies, en faisant référence à des études sur le rapport des femmes aux magazines. « Cette anxiété, elles la soulagent temporairement en achetant des crèmes ou du mascara... »

NICOLAS BÉRUBÉ

C'ÉTAIT SANS doute la conférence de presse la plus surréaliste en ville : jeudi soir, quatre travailleurs et travailleuses du sexe ont parlé des aléas de leur métier, sagement attablés sur la scène principale du café Cléopâtre, un endroit mieux connu pour ses spectacles de danseuses nues que pour la qualité de ses débats publics.

Dans une atmosphère détendue, les travailleurs du sexe ont parlé de leurs expériences personnelles, mais aussi de la lutte pour la reconnaissance de leurs droits, et contre la discrimination et l'exclusion. Organisée dans le cadre du festival C'est chaud — tout premier festival des travailleurs et travailleuses du sexe à Montréal — la conférence a aussi été l'occasion pour les participants de lancer un plaidoyer en faveur de l'acceptation sociale de leur métier.

L'improbable conférence a d'ailleurs semblé surprendre quelques clients réguliers du bar, qui paraissaient désorientés de voir qu'une discussion sérieuse se déroulait à l'emplacement où ils s'attendaient à voir des travelos virevolter autour d'un poteau en acier inoxydable.

La conférence, intitulée *Histoire des luttes pour nos droits*, et les quatre invités — tous des prostitués — en avaient long à dire sur le sujet. Le premier intervenant, un prostitué travesti qui s'est présenté sous le nom de Farah, a d'abord tenu à faire une distinction entre les différents profils des travailleurs du sexe.

« Les gens se prostituent pour des raisons différentes et tous ne se butent pas aux mêmes problèmes, a-t-il dit. Il y a ceux qui font de la prostitution « de fin de mois », il y a les escortes, les filles qui sont aux études, celles qui sollicitent directement dans la rue... Toutes ces personnes vivent des réalités différentes. »

De toutes ces genres de prostitutions, c'est la prostitution de rue qui est la plus problématique, a-t-il dit. « Les prostituées de rue sont les plus démunies. Elles n'ont pas d'avocats, elles sont souvent harcelées par la police et certains citoyens, elles n'ont pas de recours. C'est pour elles que nous devons

La discrimination doit cesser, disent les travailleurs du sexe



Poto MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Farah, un Montréalais qui vit du travail du sexe, a pris la parole jeudi soir lors d'une conférence organisée dans le cadre du festival C'est chaud, qui se termine demain.

nous battre, que nous devons faire avancer la cause. »

Sid, prostitué masculin qui dit recruter sa clientèle par l'entremise des petites annonces, a quant à lui affirmé que le milieu était en pleine mutation à Montréal. « Depuis quelques années, on remarque qu'il y a de plus en plus d'agences qui paient les prostitués avec de la drogue, a-t-il dit. Personnellement, je ne veux rien savoir de ça. Ce n'est pas avec de la drogue que je vais payer mon épicerie, mon loyer, ma carte de métro, et que je vais rembourser mes prêts étudiants... »

Un emploi très varié

Selon lui, bon nombre de personnes qui se prostituent ont sciemment choisi de le faire. Pourquoi choisir de devenir un travailleur du sexe? « C'est un emploi très varié, a-t-il expliqué. Tu te déplaces constamment, tu visites toutes les classes sociales, tu voyages à l'intérieur de ta propre ville. Ce n'est jamais banal comme métier. Et puis, ça me permet d'être mon propre patron, de travailler quand je le veux. Je ne suis pas un hors-la-loi, je travaille. Il faut que la

prostitution soit décriminalisée. »

Une réalité qui est complètement évacuée par la société, qui préfère fermer les yeux sur le phénomène, croit-il. Une attitude qui n'aide pas à atténuer les problèmes auxquels font face les prostitués, comme le manque de soins adaptés à leurs besoins. « Par exemple, les cliniques médicales sont ouvertes de 9 à 5, du lundi au vendredi. Mais si on voulait véritablement aider les prostitués, on s'assurerait d'avoir au moins une clinique ouverte 24 heures sur 24 au centre-ville, a expliqué Sid. Mais non, on préfère faire comme si ça n'existait pas, et comme si les gens tombaient tous malades le lundi matin à 10 h. »

Le témoignage le plus marquant a été celui de Karina Bravo, une travailleuse du sexe équatorienne qui est venue expressément pour témoigner de son expérience. « En Équateur, les prostituées sont reconnues par le gouvernement depuis 1988, a-t-elle dit. Aujourd'hui, nous essayons de convaincre le gouvernement de mettre sur pied des *prostitubo*, qui seraient des bordels légaux gérés par les prostitués. C'est un travail de longue haleine,

c'est compliqué de faire changer les mentalités. Mais c'est aussi un travail qui m'a rendue plus humaine. Le fait de me prostituer m'a permis de me battre contre mes propres préjugés. »

Acceptation sociale

Le principal consensus qui s'est dégagé de la discussion de jeudi est le suivant : si les prostitués pouvaient faire disparaître une chose en claquant des doigts, ils choisiraient de faire disparaître la discrimination, véritable maladie sociale qui les suit partout.

« La prostitution, c'est 75 % psychologique et 25 % physique, a dit Claudia, prostituée transsexuelle qui habite le Centre-Sud. Les gens qui disent que ce n'est pas un métier, je ne les comprends pas. C'est un métier et tout un métier à part ça ! » a-t-elle dit, provoquant une vague d'applaudissement chez la vingtaine de spectateurs qui s'étaient déplacés pour l'occasion.

« Je veux être considéré comme monsieur Tout-le-Monde, a expliqué Farah. Je suis noir, je suis gai, et je suis prostitué : j'ai toujours eu à me battre pour mes droits. Mais je suis certain que je ne me bats pas pour rien. Si ce n'est pas moi qui en bénéficie, ce sera la génération qui suivra. »

C'est la Coalition pour les droits des travailleuses et travailleurs du sexe qui organise le festival C'est chaud, un événement, qui débutait mardi, et qui se poursuit jusqu'à demain. « Nous sommes très contents de l'accueil et de la participation des travailleurs et des travailleuses du sexe, a expliqué Jenn, responsables de l'organisation. Nous sortons de l'ombre, les gens savent que nous existons, c'est ça qui est important », a-t-elle dit.

Plusieurs activités sont au programme en fin de semaine, dont une projection de films à la maison de la culture Frontenac, et une discussion sur la violence subie par les travailleurs du sexe, qui aura lieu demain au Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal, rue Plessis.

Sur Internet : www.trsx.org

Coût de coeur

12 mois sans intérêt*

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI HÊTRE
- TIROIR-CLAVIER 30"
- INCLUANT TOUR À CD, CAPACITÉ DE 60 CD
- DIMENSIONS : 54" L X 21" P X 37" H

Sugg.: 298⁰⁰
99⁹⁹*

CHAISE OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR, GRIS OU BLEU
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

Sugg.: 115⁰⁰
34⁹⁹*

Avec option des bras fixes **44⁹⁹***

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE FINI ÉRABLE NATUREL
- DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 28" H

Sugg.: 113⁰⁰
59⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI ACAJOU, HÊTRE DORÉ OU ÉRABLE NATUREL
- TIROIR-CLAVIER 24" • TIROIR-UTILITÉ
- TIROIR-FILIÈRE • PORTE CPU
- CAPACITÉ DE 54 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 48" P X 57" H

Sugg.: 440⁰⁰
249⁹⁹*

CHAISE APPUI-GENOUX

- SIÈGE ET APPUI-GENOUX REMBOURRÉS DE COULEUR NOIR
- AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR

Sugg.: 144⁰⁰
89⁹⁹*

FAUTEUIL OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU ROUILLE
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

Sugg.: 228⁰⁰
99⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE FINI ÉRABLE SUR GRAPHITE
- TIROIR-CLAVIER 28"
- CAPACITÉ DE 32 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 47" P X 57" H

Sugg.: 300⁰⁰
149⁹⁹*

Chaise non incluse

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI ACAJOU SUR NOIR, HÊTRE DORÉ OU ÉRABLE NATUREL
- TIROIR-CLAVIER 29" • TIROIR-UTILITÉ
- TIROIRS-FILIÈRES • ESPACE À CPU
- CAPACITÉ DE 54 CD
- DIMENSIONS : 60" L X 30" P X 60" H

Sugg.: 555⁰⁰
339⁹⁹*

Chaise non incluse

FAUTEUIL OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN GRIS, ARGILE, BLEU OU NOIR
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- RÉGLAGE DE L'INCLINAISON DE L'ASSISE ET DU DOSSIER
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

Sugg.: 339⁰⁰
149⁹⁹*

POSTE DE TRAVAIL

- DISPONIBLE FINI ACAJOU SUR NOIR, HÊTRE DORÉ OU ÉRABLE NATUREL
- TIROIR-CLAVIER 25" • TIROIR-UTILITÉ
- TIROIR-FILIÈRE • PORTE CPU
- DIMENSIONS : 65" L X 89" P X 61" H

Sugg.: 879⁰⁰
519⁹⁹*

Chaise non incluse

FAUTEUIL ERGONOMIQUE

- DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU BLE
- DOSSIER MOYEN
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
- DOSSIER AJUSTABLE

Sugg.: 343⁰⁰
179⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN AULNE ET NOIR, GRANITE ET NOIR OU ÉRABLE ET NOIR
- TIROIR-UTILITÉ • TIROIR-FILIÈRE • TIROIR-CLAVIER 25"
- ESPACE POUR CPU • DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H

Sugg.: 455⁰⁰
229⁹⁹*

FOURNITURES DE BUREAU

17 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1055 • BELOEIL 329, DUVERNAY (450) 464-1072 • BROSSARD 7503, BOUL. TASCHEREAU O. (450) 656-4840 • GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611 • LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-9682 • LONGUEUIL 2255, PLACE ROLAND-THERRIEN (450) 468-6319 • MONTREAL CENTRE-VILLE 499, VIGIER OUEST (514) 878-3777 • OTTAWA 2500, LANCASTER ROAD (613) 739-8900 • POINTE-CLAIRE 2355, RTE TRANSCANADIENNE (514) 428-8044 • QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113 • ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111 • ST-HYACINTHE 1312, RUE DES CASCADES (450) 743-0084 / 72, RUE DU ROI (450) 742-2706 • TERREBONNE 1348, BOUL. MOODY (450) 471-8704 • TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

POUR COMMANDER

PAR TÉLÉPHONE (514) 336-8113

EN LIGNE www.Denis.ca

LIVRAISON GRATUITE**

MÊME LE SAMEDI

MasterCard VISA AMERICAN EXPRESS Discover

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 18 FÉVRIER 2003. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. * ASSEMBLAGE REQUIS ** TERRITOIRES LIMITÉS. LE FINANCEMENT SUR APPROBATION DU CRÉDIT SEULEMENT PEUT S'APPLIQUER SUR LE MONTANT TOTAL D'ACHATS DE MOBILIERS ET DE CHAISES DE BUREAU. ACHAT MINIMUM DE 299\$. VOUS NE PAYEZ QUE LES TAXES DE VENTE ET LE MONTANT DE VOTRE ACHAT SERA RÉPARTI EN 12 VERSEMENTS ÉGAUX SANS FRAIS, NI INTÉRÊT, DÉBUTANT LE MOIS SUIVANT VOTRE ACHAT. DÉTAILS EN MAGASIN.

| SOCIÉTÉS OU SEXE |

Le roi de la porno russe réclame une loi pour travailler

Agence France-Presse

SAINT-PÉTERSBOURG — Vadim travaille au musée de l'Ermitage et organise des expositions d'art, mais sa célébrité vient d'ailleurs : il est capable d'avoir une érection au moment précis où le scénario l'exige et six heures de tournage ne réduisent en rien ses capacités.

Vadim est la vedette incontestée d'un petit monde particulier de Saint-Petersbourg sur lequel règne en maître le producteur Sergueï Pryanichnikov.

Du fond de son petit bureau encombré de centaines de cassettes vidéo qui semblent vibrer au son de ses rires tonitruants, ce « Larry Flynt russe » réclame une loi pour que l'ordre règne enfin dans son domaine, la pornographie russe.

Habitué de la Côte d'Azur et des plages thaïlandaises, Pryanichnikov est un quadra-

généaire massif aux cheveux coupés court. Il est milliardaire, mais le siège de sa société n'a rien des palais extravagants des patrons des magazines *Playboy* ou *Hustler* avec leurs cohortes de nymphes déchainées. Juste une beauté brune et svelte d'un quart de siècle sa cadette qui vient l'embrasser voluptueusement de temps à autre.

Ses études d'informatique terminées, il se lance dans le piratage des cassettes vidéo. Lorsque celui-ci devient illégal en 1993, il passe à l'importation de films pornographiques occidentaux. Trois ans plus tard, il produit son premier long métrage.

Pryanichnikov conduit tout seul son immense jeep Lincoln grise bourrée de gadgets et dirige de la même manière son entreprise, SP Company, le téléphone portable collé à l'oreille. Il sort chaque mois entre 20 et 30 cassettes X, en majorité des copies de films occidentaux, mais aussi un ou deux films à 100 % russes. Un chiffre d'affaires de

150 000 USD par mois. « Non seulement notre boîte est de loin la plus grande en Russie, mais elle est légale, toutes les autres travaillent clandestinement », assure-t-il.

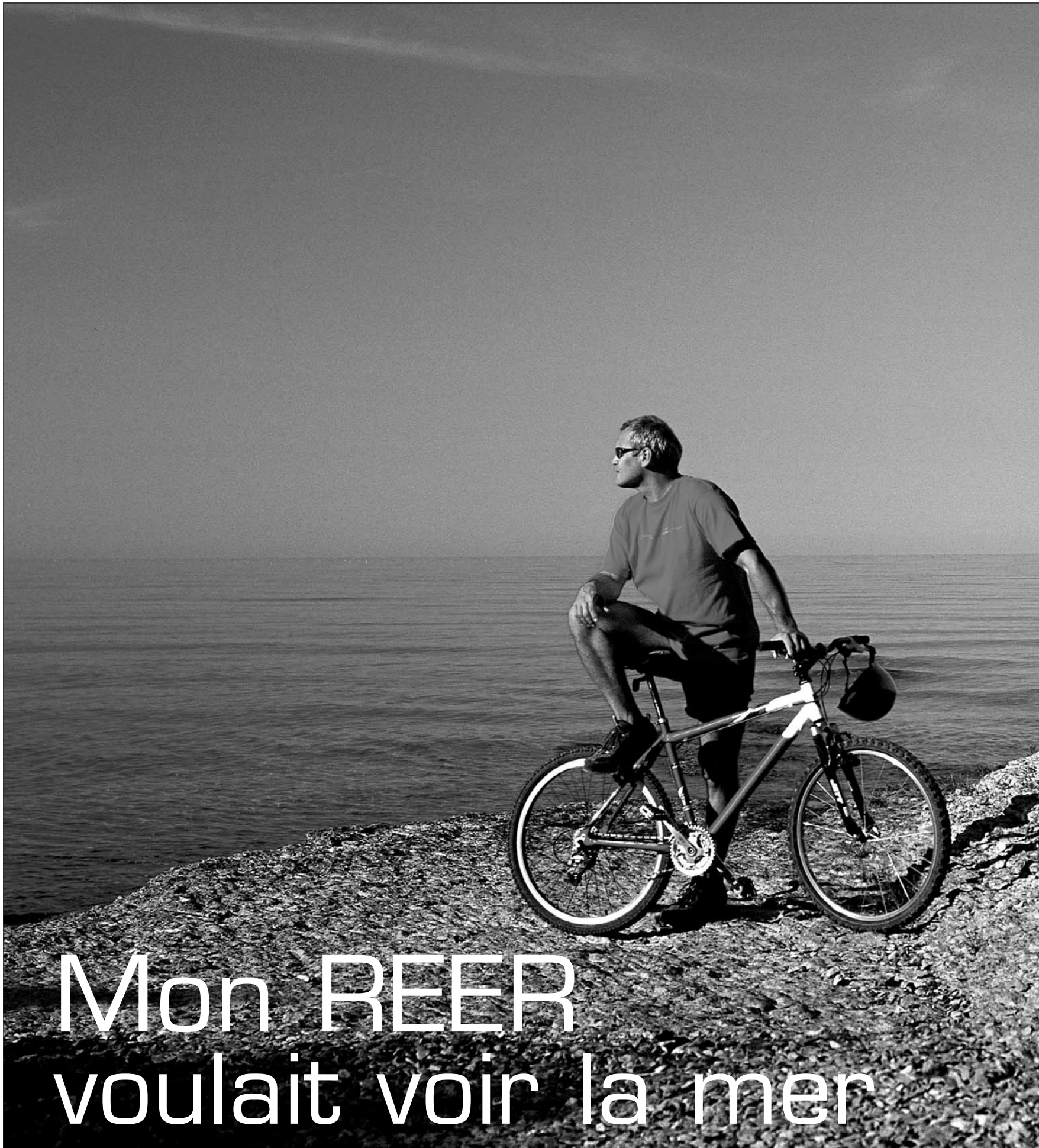
La législation russe en matière de pornographie étant extrêmement floue, il milite pour qu'elle soit précisée au maximum et mène, avec la Cour Suprême et le ministère de la Culture, une correspondance savoureuse, relevant avec délice les contradictions où s'empêtrent ses interlocuteurs. L'article 242 du code pénal interdit bien la confection « illégale » de la pornographie. Il l'autorise ainsi lorsqu'elle est « légale ».

D'autre part, la loi ignore ce qu'est la pornographie. Il y avait bien une définition, dans une loi de 1997 votée par le parlement, mais celle-ci a été bloquée par un veto du président Boris Eltsine. L'image de l'acte sexuel entre humains adultes, vivants et consentants ne serait pas prohibée. Pryanichnikov voudrait que cette loi soit adoptée. En

attendant, dit-il, le vide juridique « crée une source de revenus pour les policiers qui prennent des pots-de-vin ».

Diverses autorités cherchent à interdire ses cassettes, invoquant par exemple le fait que dans une scène érotique tournée à Saint-Petersbourg on voit de loin une église (choquant pour les croyants), ou bien qu'un couple s'étreint au son de *l'Internationale* (insupportable pour les communistes). Effectivement, dit Pryanichnikov, « le régime soviétique réprimait le sexe, car le sexe apprend à l'homme la liberté, d'abord dans la vie privée, puis ailleurs ».

Mais les scénarios de ses films suivent des modèles de comportements des plus traditionnels et Vadim joue souvent les séducteurs irrésistibles. Un rôle qui semble lui réussir. Les actrices de Pryanichnikov, qui reconnaissent que « devant les caméras, les orgasmes sont rares », seraient plusieurs à le rencontrer entre les tournages.



Mon REER voulait voir la mer

Plus d'économies d'impôt, plus de bon temps

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure 30 % plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel. C'est 30 % plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter !

Région de Montréal

Siège social

8717, rue Berri
Montréal



Centre-Ville

Tour Industrielle-Vie
Bureau 950
2000, avenue McGill College
(angle de Maisonneuve)



Laval

Bureau 138
1800, boul. Le Corbusier

Brossard

Bureau 108
6300, avenue Auteuil
(au sud du boul. Taschereau)

Pointe-Claire NOUVEL EMPLACEMENT

Bureau 100
955, boul. Saint-Jean

Pointe-aux-Trembles

13313, rue Sherbrooke Est
(angle 36^e avenue - Autoroute 40,
sortie boulevard Tricentenaire)

(514) 383-FONDS

1 800 567-FONDS **www.fondsftq.com**

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus offert à nos bureaux.



FONDS
de solidarité FTQ
La force du travail

Les films X en Russie : de l'artisanat ambitieux

Agence France-Presse

SAINT-PÉTERSBOURG — Les films X russes exhalent le charme relatif des bandes d'amateur occidentales d'il y a une trentaine d'années.

Les jeunes femmes sont certes très jolies, et souvent tatouées, mais elles paraissent tendues, ou bien affichent l'indifférence mélancolique des professionnelles aguerries.

Pour échapper à la banalité et l'ennui qui menacent en permanence ce genre d'art, le pionnier et doyen des pornographes russes Armen Oganezov cherche à donner à ses films une touche originale et nationale : beaucoup sont tournés en plein air, dans les parcs et devant les monuments historiques de Saint-Petersbourg.

Il a réalisé aussi une « comédie noire érotique » d'après un roman de Gogol et a eu l'idée de faire suivre un film X classique d'extraits des moments les plus drôles du tournage, montrant par exemple une actrice prise de crises de rire inextinguibles alors qu'elle était supposée jouer une vierge épouvantée par sa défloration.

Après avoir tourné une quinzaine de films à petit budget pour Sergueï Pryanichnikov, Oganezov a créé sa propre boîte et un site internet en plusieurs langues, pour se lancer dans le « grand cinéma » et tourner « un film du niveau d'*Emmanuelle* ou de *Neuf semaines et demie* ».

Mais il dit avoir besoin d'au moins 100 000 \$ et attend toujours un bailleur de fonds. « Pryanichnikov se contente de faire des films pour 5000 à 7000 \$ US, il a trouvé une niche rentable. Mais moi, je voudrais faire autre chose », dit-il.

Un autre metteur en scène, qui se fait appeler Jenia Raspoutine, plus jeune, préfère raconter les aspects aventureux de son travail.

Ainsi, lorsqu'il devait tourner une scène très explicite dans un endroit public, il a convaincu les policiers du quartier qu'il s'agissait de la nuit de noces d'un couple de nouveaux Russes excentriques.

Pour quelques billets de banque, les gardiens de la paix ont écarté les curieux et assuré un tournage « privé » sans problème, même quand d'autres participants se sont joints à l'action.

Présent hors du commun

TERNI, Italie — La police a remis hier un cadeau de Saint-Valentin hors du commun à la ville natale du patron des amoureux : une relique qui serait une partie du saint crâne de ce dernier.

La relique, un fragment de crâne de 10 centimètres sur 8, avait été volée il y a 24 ans dans la cathédrale de Terni, à une soixantaine de kilomètres au nord de Rome.

La police l'a retrouvée il y a deux semaines chez un antiquaire. Elle a ensuite attendu cette date symbolique pour remettre l'objet à la ville, a précisé le commissaire Michele Miulli. Personne n'a été arrêté en liaison avec cette affaire, mais les enquêteurs se penchent sur la personnalité et les pratiques de l'antiquaire.

Les autorités sont encore à la recherche de la boîte en argent sertie de pierres précieuses dans laquelle le morceau de crâne était conservé.

Profession : femme au foyer

Acte de courage ou retour en arrière ?



RAFAËLE GERMAIN
JE T'AIME MOI NON PLUS

collaboration spéciale

« Tu sais quoi ? Des fois, je me dis que j'aimerais peut-être ça être une femme au foyer. »

Nathalie arrête de marcher et mets les poings sur les hanches. « Tu me niaises ? »

Nous sommes en train de nous promener sur le mont Royal (une nouvelle activité que s'impose Nathalie dans le cadre de son « programme de remise en forme »). Et chaque fois que je dis quelque chose d'un tant soit peu étonnant, Nathalie s'arrête. J'attrape son bras et la force à avancer.

« Bien là, reviens-en ! Je me pose la question, c'est tout. Je suis titillée, disons. Parce que j'y ai pensé l'autre jour, et je me suis moi-même étonnée en me disant que je me verrais peut-être faire ça. »

Nathalie s'arrête — encore. « Mais peux-tu être plus rétrograde ? »

— Je parle hypothétiquement, veux-tu bien ? Je n'ai même pas d'enfant, je te ferai remarquer.

Je recommence à marcher en me disant que Nathalie n'aura pas le choix de me suivre. Mais elle reste plantée là et continuer à parler très fort, toute seule au milieu du chemin, dans son *jumpsuit* Adidas et ses chaussures de course hyper-performantes (même si elle ne fait que marcher, Nathalie s'habille toujours comme si elle allait courir le marathon. « Ça me donne l'impression de faire du sport », explique-t-elle).

« Et qu'est-ce que tu fais d'un siècle de féminisme ? Han ? » Je ne me retourne pas, mais je l'entends qui jogge pour arriver à ma hauteur. « Eille ! Es-tu sourde ? Qu'est-ce que tu fais de la chance incroyable que tu as de pouvoir faire ta vie, grâce à des femmes qui se sont battues justement pour qu'on nesoit pas *poignées* à torcher des *flos* à la maison ? »

— Nathalie ! Elles se sont battues pour que maintenant on ait le choix. Puis tu sais quoi ? Dans le fond, c'est toi qui es antiféministe.

— Pardon ?
— Bien, je pourrais faire valoir que tu n'as pas de respect pour l'énorme travail qu'est celui d'élever des enfants. Non seulement c'est exigeant en maudit, mais c'est potentiellement beaucoup plus épanouissant que n'importe quelle grosse *job*.

Nathalie semble réfléchi. Elle relève ses lunettes de soleil, pour me regarder droit dans les yeux. « O.K., dit-elle. Mettons que tu as raison là-dessus. Tu ne penses pas, quand même, que rester chez soi à faire manger des enfants et à faire le souper, ce n'est pas un peu un sacrifice ? Un beau sacrifice, d'accord, mais un sacrifice quand même ? »

— Je suppose que ça dépend comment tu vois ça. C'est sûr que c'est un peu ingrat comme travail, parce que c'est rare que quelqu'un te félicite pour ta super performance de maman. Mais je pense que si tu peux passer par-dessus ça, c'est extrêmement gratifiant. Mais il faut être faite forte. Je ne sais pas si je serais capable, en fait.

Nous avons recommencé à marcher. Nathalie regarde en l'air, comme si elle attendait l'inspiration. « Mouin... » murmure-t-elle. « Mais je ne suis pas sûre si c'est bon pour le couple. »

— Qu'est-ce que tu veux dire ?
— J'ai une amie, moi, qui a fait ça. Elle avait 32 ans, puis elle venait d'avoir un bébé.

Elle a lâché un super job d'avocate pour tenir maison. Une maison parfaite, dans une banlieue parfaite, avec un bébé parfait, de la bouffe parfaite, la totale. Sais-tu ce qui est arrivé ?

— Quoi ?
— Son mari l'a laissée. Quand il rentrait le soir et qu'elle lui parlait de sa journée, tout ce qu'elle avait à lui dire, dans le fond, c'était qu'elle avait changé des couches, pris un café avec une autre nouvelle maman et eu le temps de lire huit paragraphes du même livre qu'elle traînait depuis quatre mois. Alors son mari s'est mis à la trouver trop plate, trop « femme au foyer ». Et ce n'est pas moi qui dis ça, c'est lui qui a utilisé ces mots-là. Il lui a dit : « T'es devenue une femme au foyer. La femme dont je suis tombé amoureux entretenait de grands rêves, elle était ambitieuse, elle voulait conquérir le monde. »

— *Aouch*.
— Mets-en, *aouch*.
Je ne rajoute rien, mais je suis assez étonnée. Un peu naïvement, j'ai toujours cru que la plupart des hommes rêvaient d'une femme qui reste auprès de leurs enfants — quand ils peuvent se le permettre, bien sûr.

« Ils veulent le beurre et l'argent du beurre, dit Nathalie, faisant suite à mes pensées. Ils trouvent ça génial que leurs femmes s'occupent des bébés et tiennent maison, mais ils rêvent aussi d'une fille dynamique et *flyée*, d'une fille qui les pousse un peu. »

— Ouin... je veux bien croire que c'est ça l'idéal, mais il ne faut quand même pas rêver. Et puis si ces gars-là apprenaient à apprécier le travail d'une fille qui reste à la maison...

Nathalie lève une main, me coupant la parole instantanément en faisant « Hep hep hep ! » Puis, voyant que je marche encore, elle tire sur mon foulard, et me force à me retourner. « Là, par exemple, je pense que c'est toi qui parle à tort et à travers. »

— Quoi ? C'est vrai que beaucoup d'hommes ne reconnaissent pas les mérites des femmes au foyer !

— Oui, mais toi, fait Nathalie avec un air malicieux, tu aimerais ça que ton *chum* reste à la maison pour s'occuper de vos enfants ?

— Bien... oui...

— Menteuse ! Je suis sûre que tu aurais du mal à *dealer* avec ça.

Zut ! Nathalie a raison. J'ai beau essayer de m'imaginer, quittant le matin le logis familial en faisant des *tatas* à mon chéri qui me

sourit, notre enfant dans les bras, ça ne colle pas. Pourtant, le scénario inverse fonctionne. Il fonctionne hypothétiquement, mais quand même, il fonctionne.

Je ne peux retenir un grand geste découragé. « O.K., Nat, t'as gagné. Dans le fond, je suis bourrée de préjugés. Je suis même sexiste. »

Nathalie me sourit. « Mais non, dit-elle sur un ton plein de magnanimité. Tu es juste comme 90 % des gens. Veux, veux pas, il y a des façons de penser dont on ne se défait pas si facilement que ça. Et un gars qui est homme au foyer, on trouve ça *moumoune*. »

— Non ! Je ne trouve pas ça *moumoune*, ce n'est pas ça ! Je trouve ça doublement admirable, même, parce qu'il faut passer par-dessus une tonne de préjugés.

— C'est quoi, alors ?

— C'est moi que je trouverais *moumoune* si mon *chum* s'occupait des enfants. Et puis j'aurais peur de... d'être jalouse de lui, de l'envier.

— Oui. Mais tu sais que si c'était toi qui restais à la maison, tu l'envierais probablement parce qu'il aurait la chance d'aller travailler à l'extérieur, avec des gens différents...

— Nathalie ! T'es en train de faire une montagne avec des queues de cerises ! J'ai juste dit que peut-être, hypothétiquement, possiblement, mais avec réserve, ça se pourrait qu'un jour, qui n'est pas encore venu, je te le rappelle, je souhaite arrêter de travailler pour élever mes enfants. Qui, comme je l'ai déjà dit, ne sont pas encore nés, ni conçus. Alors ne nous énervons pas avec les 18 000 scénarios possibles de comment ça pourrait se passer.

Nathalie me regarde avec petit air futé. « Je voulais juste te faire comprendre que tu t'attaquais à un très gros sujet. »

— Oui, ben ça va, j'ai compris.

— Et puis si tu veux te rendre en haut de cette montagne là avant qu'il fasse noir, tu serais mieux d'arrêter de t'arrêter tous les deux pas.

Elle me fait grand sourire, et, ignorant mon air faussement outré, elle recommence à marcher.

Questions, commentaires ? Ils peuvent être envoyés à actuel@lapresse.ca ou au 7 rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9

RE

UN AVENIR, ÇA SE RÉFLÉCHIT

ER

UN AVENIR, ÇA SE RÉFLÉCHIT

Nos conseillers voient aussi loin que vous avez envie d'aller.
Divisez le capital, multipliez les profits. Desjardins vous donne accès à un ensemble de produits pour diversifier votre portefeuille REER :

- Épargne à terme indicielle
- Fonds de placement¹
- Obligations
- Actions²

Pour une réflexion éclairée, consultez votre partenaire expert de Desjardins.



Cotiser à votre REER, c'est cybersimple.
www.desjardins.com/reer



Conjuguer avoirs et êtres

¹Les parts des fonds de placement sont offertes par Les Services d'investissement Fiducie Desjardins inc., une compagnie appartenant au Mouvement Desjardins. Veuillez lire attentivement le prospectus simplifié avant d'investir. Les parts de fonds ne sont pas garanties, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. L'acquisition de parts de fonds de placement peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais.

²Les services de courtage en valeurs mobilières, disponibles dans les caisses participantes, sont offerts aux membres des caisses Desjardins du Québec par la firme Valeurs mobilières Desjardins et sa division à escompte Disnat, filiale du Mouvement Desjardins, membre FCPE. Votre caisse participante n'entend pas offrir de conseils sur des titres ni solliciter d'ordres d'achat ou de vente.

MODE

Place à l'écologiquement correct

Des textiles réalisés à base de maïs, d'écorce d'arbre ou de bambou font leur entrée

Agence France-Presse

PARIS — L'écologiquement correct a fait son entrée dans le monde de la mode à l'occasion d'un salon professionnel qui réunit près de Paris, jusqu'à aujourd'hui, les tisseurs haut de gamme internationaux, avec des textiles réalisés à base de maïs, d'écorce d'arbre ou de bambou.

35 000 visiteurs — acheteurs internationaux mais aussi couturiers et stylistes — ont fait le déplacement pour ce salon qui réunit 731 exposants, principalement européens.

Le fabricant de tissu italien Jackytex a montré ainsi pour la première fois un tissu produit à base d'une nouvelle fibre développée par la société américaine Cargill Dow, dont la démarche s'inscrit ouvertement en faveur du développement durable.

Baptisée « Ingeo », cette fibre est dérivée à 100 % de ressources entièrement renouvelables comme le maïs, a indiqué la société qui l'a lancée fin janvier à New York.

Un représentant de Jackytex a expliqué que sa société est elle aussi très concernée par l'environnement et qu'en produisant un tissu réalisé à base de fibre Ingeo, il espère

« convaincre le monde de la mode d'utiliser des matériaux plus naturels ».

Cette matière, qui ressemble à un jersey est « plus légère que la viscose » et « très intéressante pour les fabricants de sous-vêtements », a-t-il ajouté.

La société française Malhia alliée à la japonaise Nomura développe quant à elle la fibre de bambou, avec comme arguments de vente « écologie », « bio-naturel », « authentique », mais aussi « anti-bactérien » et « infroissable ».

L'espagnole Textil Santanderina a mis en avant l'utilisation des tissus en lyocell, une fibre synthétique souple et résistante d'origine entièrement naturelle obtenue à partir de la pâte de bois.

La plus belle histoire revient à Bucol qui appartient à Holding Textile Hermès (HTH).

Le twill de soie tissé par cette société française dans la région lyonnaise, a raconté un responsable, « part ensuite dans la région de Canton pour y subir un traitement très spécial à base de racine, de boue ferrugineuse puis d'exposition aux rayonnements solaire et lunaire ».

LOCATION SUR MESURE POUR VOUS!

0 KM • Le KM selon vos besoin • 24 KM

24 mois / 36 mois / 48 mois / 60 mois

APPELEZ-NOUS 327-7777

Honda Gabriel

7000, Henri-Bourassa Est
Montréal-Nord
Visitez notre site: www.gabriel.ca

327-7777

3114174

la **Baie** encore plus

Du samedi 15 au dimanche 23 février

Liz Claiborne échange de jeans

Liz Claiborne remettra vos jeans usagés à un organisme caritatif local.

Apportez un jean usagé et obtenez

25 % de rabais

à l'achat d'un jean neuf Liz Claiborne.

Tailles courantes et petites.



PHOTO AP

Chez Marc Jacobs, des clones de Jane Birkin toutes en jambes, habillées de robes chasubles aux découpes géométriques, rappellent le « Swingin' London » du milieu des années 1960.

Les créateurs partagés entre nostalgie et guerre

Agence France-Presse

NEW YORK — Si certaines collections présentées lors de la Fashion Week Automne/Hiver de New York se font l'écho des tourments du monde et mettent en scène des guerrières urbaines, d'autres reflètent à l'inverse la nostalgie de « Sweet sixties » insouciantes.

Sur les podiums du quartier général de la Fashion Week, qui se terminait hier, des clones de Barbarella ou de Diane chasseresse des temps modernes se téléscopent avec des silhouettes d'ingénues, inspirées de la légèreté et de la foi en l'avenir qui prévalaient dans les années 1960.

Catherine Malandrino, la plus parisienne des créatrices new-yorkaises, a imaginé cette saison des amazones du bitume habillées des pieds à la tête de cuir zippé, clouté, voire déchiré.

Une femme agressive qui regarde à la fois du côté de Mad Max, comme avec cette mini-robe noire effilochée très punk-rock, et de la « power woman » des années 1980, avec ses épaules surdimensionnées sur jupes provocantes et ses bottines aux talons vertigineux et acérés. Au point que certains passages manquent de se terminer en vols planés.

Chez la star de la mode new-yorkaise Marc Jacobs, l'ambiance est tout autre. Si la bande-son du défilé est sursaturée de guitares rock, les modèles évoquent plutôt le Swingin' London, ou les modèles créés par André Courrèges et Pierre Cardin au temps de la conquête de l'espace.

Sur le podium, se succèdent des clones de Jane Birkin toutes en jambes, habillées de robes chasubles aux découpes géométriques, de combinaisons aux couleurs électriques (bleu roi, orange, violet...) ou de jupes ras-des-fesses.

Une note retrouvée chez Anne Klein, dont les chemisiers étriés boutonnés jusqu'au cou, les pulls en V sur cols roulés, les pantalons droits et les mini-jupes rappellent la top-model anglaise des années 1960 Twiggy ou la Françoise Hardy du temps de *Salut les Copains*. Le créateur français Pierrot, spécialiste de la maille, a entremêlé ces tendances qui se retrouvent d'un défilé à l'autre. Dans la première partie de son dernier défilé, des robes aux impressions graphiques lancent un clin d'oeil à *Chapeau melon et bottes de cuir*, à la robe Mondrian de Saint Laurent ou aux looks psychédéliques.

Mais en fin de présentation, la mode de Pierrot prend un ton plus politique et fait des allusions directes aux conflits latents dans le monde. « Atomic ! », lit-on en lettres rouges en travers de pull-over portés par des modèles bardés de couleurs criardes, et à la coiffure péroxydée à piques façon couronne de la Statue de la liberté.

Même les créateurs les plus conservateurs n'ont pas échappé à cette tendance duale.



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.



Un modèle qui n'a pas fait ses preuves

Réunis à Montréal, dirigeants et journalistes discutent des enjeux de la convergence

NATHALIE COLLARD

LA CONCENTRATION de la propriété dans le secteur des médias serait-elle responsable de tous les maux ? Chose certaine, le modèle économique de convergence qui séduisait tant d'entreprises il n'y a pas si longtemps n'a pas fait ses preuves. Et pendant que les milieux d'affaires évaluent les dégâts financiers qu'il a causés, le public et les travailleurs de l'information, eux, doivent vivre avec ses conséquences.

Réunis depuis hier dans un hôtel du centre-ville, propriétaires et dirigeants de médias, journalistes et professeurs de communications discutent des enjeux de la convergence et se demandent qui dirige les médias au pays.

Les réponses divergent selon le point de vue. Certains affirment que ce sont les patrons de presse (les Asper et Péladeau de ce monde), tandis que les patrons estiment que, en fin de compte, c'est le public (auditeurs, téléspectateurs et lecteurs) qui a le dernier mot.

Les débats qui ont eu lieu hier ont fait ressortir plusieurs points : tout d'abord, l'absence de données exactes concernant les effets concrets de la convergence, comme l'a fait remarquer André Préfontaine, président de Transcontinental Médias.

« Pour l'instant, on entend beaucoup d'affirmations, mais elles ne sont pas appuyées. »

Même son de cloche de la part d'Alain Gourd, vice-président exécutif chez Bell Globemedia, propriétaire du réseau CTV et du *Globe and Mail*, une entreprise qui s'était lancée à fond de train dans l'aventure de la convergence, une décision qui n'a pas connu le succès escompté. « Il faut éviter les généralisations et juger chaque entreprise individuellement », a-t-il déclaré. Selon Alain Gourd, il est faux de croire que toutes les entreprises de médias centralisent leurs opérations, éliminent des emplois et détériorent la qualité de l'information. « Il y a plus de diversité qu'avant au Canada », a-t-il affirmé, ajoutant que les entreprises ont tout intérêt à préserver leur crédibilité si elles ne veulent pas perdre leur public. « CTV et le *Globe* fonctionnent de façon distincte, a-t-il expliqué. Ils mettent certaines ressources en commun, les bureaux à l'étranger, par exemple, mais continuent à s'adresser, chacun à sa façon, à des auditoires différents. »

Pour la plupart des dirigeants d'entreprises qui vivent la convergence des médias au quotidien, l'inquiétude première est surtout de savoir combien de temps encore les médias canadiens seront la pro-



Alex Jones, directeur du Joan Shorenstein Center on Press, Politics and Public Policy de l'Université Harvard, et Peter Mansbrige, chef d'antenne de la CBC, ont répondu aux questions de Royal Orr, hier après-midi.

priété d'entreprises canadiennes. Aux États-Unis comme au Canada, la tendance est à l'assouplissement des lois et règlements qui régissent la propriété étrangère des médias. Dans un tel contexte, les grands conglomérats américains comme AOL-Time Warner ne feraient qu'une bouchée des entreprises comme CanWest ou Transcontinental.

Les participants au colloque ont également réfléchi à voix haute sur le rôle des journalistes dans le nouveau contexte économique des médias. Les nouvelles conditions de

travail des professionnels de l'information sont-elles le résultat de la convergence ou plutôt la conséquence d'une certaine commercialisation de l'information ? « Il ne faut pas confondre les deux », a rappelé Armande Saint-Jean, professeure à l'Université de Sherbrooke et spécialiste en éthique des médias. C'est la compétition entre les médias, et non la convergence, qui pousse les salles de nouvelles à produire de plus en plus vite. Résultat : les journalistes, surtout ceux qui travaillent à la télévision, sont bousculés par des échéances

de plus en plus rapprochées, obligés de réduire le contenu d'une nouvelle à sa plus simple expression pour entrer dans le nouveau format du direct, comme l'a expliqué Paul Larocque, animateur de l'émission *En Direct* à TVA. La convergence ne fait qu'amplifier le phénomène quand un journaliste doit produire la même nouvelle pour les différents supports de son entreprise (un direct pour le bulletin de nouvelles sur la chaîne principale, un reportage pour la chaîne d'information continue et un résumé pour le site Internet).

Dans un tel contexte, quelles sont les limites du pouvoir de l'État ? Le gouvernement péquiste a affiché ses couleurs cette semaine, déclarant que ce n'était pas son rôle d'encadrer la pratique journalistique. Dans un débat consacré à cette question délicate, il semblait clair que si tout le monde tient mordicus à la liberté d'expression et d'action des médias canadiens, plusieurs sont d'avis que l'État pourrait protéger certains acquis qui distinguent le système canadien du système américain, beaucoup plus commercial.

Le colloque, organisé par l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill, se poursuit aujourd'hui.

Un représentant de CanWest reçu avec une brique et un fanal

NATHALIE COLLARD

IL ÉTAIT attendu de pied ferme par les critiques les plus féroces de la convergence. Gordon Fisher, président du secteur Nouvelles et informations chez CanWest Global, participait à une discussion sur l'influence exercée par les propriétaires sur le contenu de leurs médias. Son vis-à-vis était nul autre que Russell Mills, ex-éditeur de l'*Ottawa Citizen*, devenu en quelque sorte un martyr de la convergence depuis son congédiement par la famille Asper à la suite d'un éditorial critiquant le gouvernement Chrétien.

Au cours de la dernière année, CanWest Global en est venue à incarner tous les aspects négatifs de la convergence au Canada (imposition d'éditoriaux uniques dans les journaux du pays — une politique assouplie depuis —, création d'un bureau central de nouvelles à Winnipeg, renvoi ou censure de certains journalistes ayant exprimé des opinions contraires à celles de la famille Asper, déclarations incendiaires d'Izzy Asper accusant les grands médias nord-américains d'être anti-Israéliens...). Quand quelqu'un veut dénoncer les effets pervers de la convergence et de la concentration des médias au pays, il cite plus souvent qu'autrement le nom de CanWest.

Conscient de représenter l'ennemi — « le nom des Asper devrait être placé en sous-titre de cette conférence », a-t-il déclaré à la blague — M. Fisher a profité de l'occasion pour réfuter une à une les critiques dont CanWest et la famille Asper sont la cible depuis plusieurs mois.

Il a affirmé que le bureau de nouvelles de Winnipeg n'avait pas été mis sur pied pour réaliser des économies, mais bien pour augmenter la qualité de la couverture dans les journaux de la chaîne Southam. « Nous n'abolissons pas de postes, nous en créons, a-t-il assuré. En centralisant la couverture de certains événements nationaux, nous permettons aux différents journaux de mieux couvrir leur collectivité », a-t-il ajouté.

Selon Gordon Fisher, tous les groupes de la société veulent faire entendre leur voix sur la place publique. « Pourquoi les propriétaires de journaux seraient-ils différents ? » Il a ajouté que c'était une insulte pour tous les journalistes au pays d'affirmer que les propriétaires exerçaient leur autorité sur les activités quotidiennes des médias qu'ils possèdent. « Imaginez-vous un seul instant un patron appelant la journaliste Christie Blatchford pour lui dire quoi écrire ? C'est impensable. »

Son interlocuteur, on s'en doute, défendait un point de vue différent. « Les propriétaires d'entreprises de médias ont une responsabilité supplémentaire que les autres entrepreneurs n'ont pas, a déclaré Russell Mills, aujourd'hui boursier à la fondation Nieman de l'Université Harvard. Les médias sont un secteur particulier qui demande un certain engagement public. »

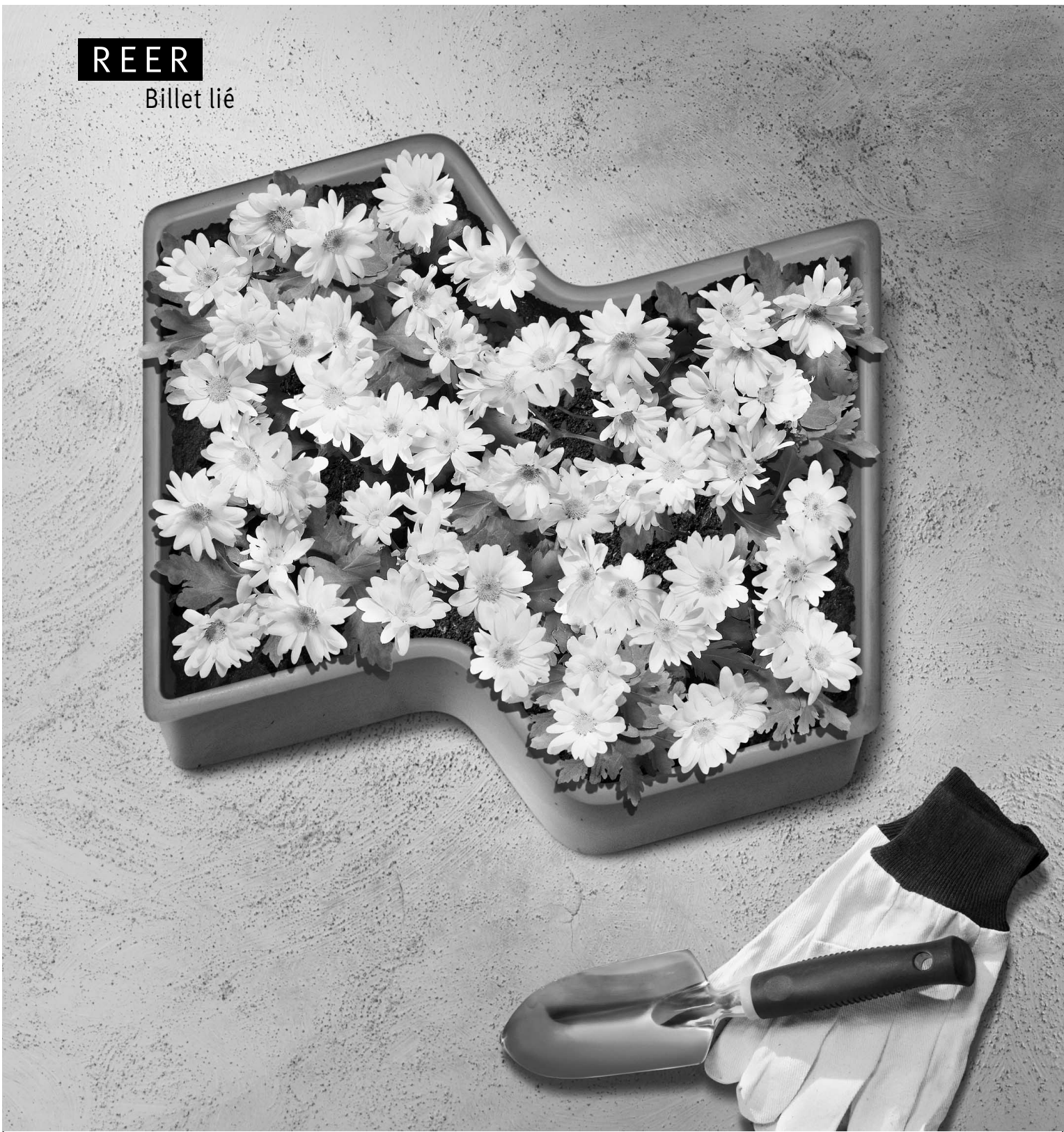
M. Mills a rappelé que Conrad Black, ex-propriétaire des journaux Southam, son patron pendant quatre ans, n'avait jamais essayé de s'immiscer dans le contenu du journal. « Quand il avait un point de vue à exprimer, il écrivait un texte qu'il signait et on le publiait. »

« Le devoir d'un propriétaire est de protéger son média des pressions politiques et économiques dont il pourrait être l'objet, a ajouté Russell Mills. Comment doit-on interpréter la conférence d'Izzy Asper critiquant la couverture journalistique d'Israël quand on est éditeur d'un de ses journaux ? Comment ne pas voir là une tentative d'un propriétaire de dicter la conduite de son personnel ? »

La discussion s'est terminée sur une déclaration provocante du représentant de CanWest Global. À la question « Qui contrôle les médias ? », il a répondu : « Ce sont les syndicats qui contrôlent les médias. » Cette boutade lui a valu deux réponses cinglantes de la salle. La première de Michel Couturier, président du syndicat qui regroupe notamment les journalistes à Radio-Canada, qui a rappelé que les employés de TVA et du *Journal de Montréal*, tous deux propriétés de Quebecor, ne font pas partie du même syndicat. « J'aimerais vous rappeler que ce ne sont pas eux qui font la convergence, ce sont les propriétaires. »

Quant à Arnold Amber, président de l'organisme Journalistes canadiens pour la liberté d'expression, il a défié Gordon Fisher : « Levez la censure qui pèse sur vos journalistes, a-t-il lancé. Permettez-leur de s'exprimer librement sur la place publique. Les syndicats sont là pour protéger les journalistes, car ce n'est pas CanWest qui protégera leur liberté d'expression. »

« Nos journalistes ne sont pas censurés », a répliqué Gordon Fisher, sans toutefois fournir plus d'explication. L'échange était terminé.



REER

Billet lié

DES REER POUR DES LENDEMAINS QUI JARDINENT

Potentiel de rendement annuel composé de

8,95%*

à la mi-terme

BILLET LIÉ À UN PORTEFEUILLE CANADIEN « BLUE CHIP » : SÉCURITÉ, CROISSANCE ET FLEXIBILITÉ.

Lié à la performance d'un portefeuille de 20 titres canadiens de premier ordre (« Blue Chip »)

– Capital garanti à 100%*

– Négociable avant l'échéance

– Potentiel de rendement illimité à l'échéance*

– Aucuns frais de gestion

Également disponible auprès des conseillers en placement de la Financière Banque Nationale

1 888 TELNAT-1

www.bnc.ca

BANQUE NATIONALE

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

*Le Billet lié à un portefeuille canadien « Blue Chip » (le « Billet ») est un placement à capital garanti remboursable à l'échéance. Le Billet vous offre un rendement illimité sur un terme de 7 ans. La Banque Nationale du Canada pourra, à son gré, racheter le Billet par anticipation 3,5 années après l'émission avec une prime de 35 % ce qui représente, le cas échéant, un rendement annuel composé de 8,95 % et par conséquent l'investisseur pourrait ne pas participer pleinement à l'augmentation de la valeur du portefeuille de référence. La variation du portefeuille de référence, influera directement sur l'intérêt à payer. Il est donc possible qu'aucun intérêt ne soit versé. Vous pouvez obtenir plus d'information auprès de votre conseiller en succursale ou composer le 1 888 TELNAT-1.

MONTRÉAL QU'ON AIME

Notre dossier « Le Montréal qu'on aime », continue de susciter des réactions. Le débat continue au sujet de Parc-Extension, un quartier à découvrir, selon nous, mais à éviter selon une lectrice qui a réagi la semaine dernière.

Beauté et laideur à découvrir

PARC-EXTENSION est le quartier multiethnique le mieux caché à Montréal. Jamais on n'en parle, c'est un endroit oublié, mal aimé ? Trop de pauvres, trop de Grecs, trop de Haïtiens, de plus en plus d'immigrants d'Amérique latine, des Italiens, des Juifs (mais de moins en moins), trop peu de « Québécois » pour qu'on ne s'y intéresse vraiment. Ce n'est pas un lieu touristique pour touristes montréalais : ce n'est ni une petite Italie, ni un endroit où, comme au marché Jean-Talon, toutes les nationalités peuvent venir exposer leurs aliments aux particularités régionales si appréciées.

(...)
Dans Parc-Extension (« Parc-Ex », à l'anglaise pour les intimes), il faut plutôt entrer dans les boutiques pour y dénicher des surprises. Mais avant, il faut faire face au brouhaha de langues inconnues, affronter les regards des marchands qui ne vous connaissent pas.
Car Parc-Extension, c'est un village. Un passage obligé pour plusieurs nouveaux arrivants qui ne parlent ni anglais, ni français. C'est un corridor de l'immigration non reconnu. On n'y vit pas. On ne s'y installe que temporairement.
Je suis née dans ce quartier et y ai vécu suffisamment longtemps pour le connaître. Et, le quartier dont parlent la lectrice Isabelle Barbeau et celui de l'équipe d'Actuel est étonnamment le même !

Oui, Parc-Extension est horrible, lugubre, pathétique, insalubre, voire violent. Il est dangereux d'y vivre. On n'habite pas Parc-Extension sans s'y perdre un peu. Pour l'apprécier, il ne faut pas s'y arrêter trop longtemps.
Oui, on peut aussi l'aimer. Pour cela, il faut non seulement aller chercher quelques pâtisseries chez A-1 Asian, comme le suggère Actuel, on doit aussi entrer dans toutes les pâtisseries !

Parc-Extension est magnifique surtout durant la parade grecque qui est très peu connue et les restaurants grecs sont les meilleurs en ville. (...)

Mais pour pouvoir humer les parfums de curry les soirs d'été, il faut être capable d'oublier les « maisons » sales et insalubres mentionnées par Isabelle Barbeau, les enfants seuls vêtus de chemises sales traînant dans les ruelles et les draps dans les fenêtres qui, comme chacun sait, cachent souvent un lieu pour le trafic de drogue.

Oui, Parc-Extension est insupportable et on ne peut décider impunément d'y habiter pour le plaisir de la vie de quartier !

Oui, Parc-Extension est à découvrir pour tous ses trésors cachés certes, mais aussi (et surtout) afin de voir autre chose que du beau ou de l'exotisme et regarder un peu la vraie vie qui grouille de beautés autant que de laideurs autour de soi.

LUCIE LEDOUX
Saint-Félix-de-Valois

Snobisme à l'envers

M^{me} BARBEAU (*La Presse*, 8 février 2003, page A26) s'étonne de l'intérêt que l'équipe du cahier Actuel porte à un quartier aussi exotique que Parc-Extension : elle n'a pourtant qu'à lire la chronique qui est imprimée à la page précédente de celle où est publiée sa lettre : on y décrit le phénomène du « snobisme à l'envers », propre à toute publication dont le mandat est de faire découvrir des prétendues tendances...

Au début on vous parle de trucs qui sont plutôt *underground* et exotiques. Ensuite, quand M. et M^{me} tout-le-monde s'accapare la dite tendance, on fait à l'envers et on vante les vertus d'un « apportez votre vin » de la rue Prince-Arthur.

Je dirais, M^{me} Barbeau, que vous avez, en fait, une longueur d'avance sur l'équipe de Actuel en préférant Mont-Royal à Parc-Extension. Vous verrez, on va immanquablement finir par nous vanter ses larges avenues boisées, son train moderne qui nous emmène en deux minutes au coeur de la ville et, bien sûr, son urbanisme planifié qui assure la tranquillité des résidents... Vive Mont-Royal !

PATRICE C.
Outremont

Il y a de la vie hors du Plateau

TOUT COMME M^{me} Barbeau, ça fait près de 20 ans que je parcours les rues de Montréal à pied. Après



Photo PIERRE McCANN, *La Presse* ©

Parc-Extension, creuset culturel de Montréal.

15 ans dans le « fameux » Plateau, j'habite Parc-Extension depuis deux ans. En effet, quel contraste... Quel beau contraste !

Contrairement à M^{me} Barbeau, ce qui m'a frappée, ce ne sont pas « les restaurants vétustes, les maisons sales et insalubres, les draps aux fenêtres » (il y a de tout cela dans tous les quartiers de Montréal, y compris le chic et branché Plateau), mais les dizaines de jardins situés devant les maisons et débordant sur le trottoir, les balcons fleuris, les odeurs de mets exotiques, les bambins de toutes origines jouant en français dans les rues, les sourires de gens chaleureux, le mélange de toutes les saveurs et couleurs qui font de Montréal une ville unique où il fait bon vivre.

J'aime ce quartier où je me sens en voyage à longueur d'année. J'aime les petits restos sympas où on paie pour la bouffe et non pour le décor branché.

Bien sûr, partager son quotidien avec autant de cultures différentes demande d'être tolérant, ouvert

d'esprit et de laisser tomber sa conception nord-américaine d'une vie aseptisée, branchée sur le luxe et la surabondance de biens. Il faut savoir regarder plus loin que la pauvreté apparente afin d'y voir toute la richesse qu'elle masque. (...)

Pour moi, le bonheur de vivre dans ce quartier paisible vaut bien le poids des préjugés. Je me sens choyée et privilégiée de vivre au coeur de la mosaïque culturelle de Montréal.

Et quelle belle qualité de vie : je profite d'un grand appartement au cachet vieillot avec ses boiseries et ses hauts plafonds (il n'y en a pas que sur le Plateau !), situé à 15 minutes du Centre-Ville, cinq minutes du marché Jean-Talon et de la Petite Italie, mais sans le prix ni la circulation automobile des quartiers à la mode.

Que demander de plus ? Oui M^{me} Barbeau, il y a de la vie ailleurs !

ELISE ROMPRÉ
Parc-Extension



ON GAGNE À REGARDER

On gagne à regarder Radio-Canada !

CONCOURS

Pour participer, regardez Radio-Canada, du lundi au vendredi de 19h à 20h, et repérez l'indice du jour.

Donnez votre réponse avant minuit par Internet ou par téléphone.
www.radio-canada.ca/television
1 900 870 2233 (50 cents par appel)

Aucun achat requis.
Ce concours s'adresse aux résidents canadiens majeurs.
Règlement du concours disponible à Radio-Canada.
Concours du 17 février au 21 mars 2003.

À GAGNER

Chaque jour un bon d'épicerie de 1000\$

Chaque semaine un voyage à Puerto Plata



À l'hôtel RIU Merengue, offert par Tours Maison

Et un grand prix de

25 000 \$

Tours Maison

Aveeno



Les femmes se reboutonnent

d'après le New York Times

AU DÉBUT DE l'automne, la direction du cabinet juridique international Coudert Brothers, où travaillent 650 avocats, a envoyé une note de service à ses employés de New York pour leur rappeler le code et les interdits vestimentaires dans un cabinet de bonne réputation.

Parmi les vêtements que les cadres du cabinet ont jugé bon de mentionner comme étant hors normes, on lit : T-shirts, jeans, pantalons cargo, jambières, minijupes, jupes moulantes, dos nus et bustiers, ainsi que tout ce qui pourrait être perçu comme « débraillé » ou « négligé ».

Dans le passé, à une époque où le code vestimentaire était beaucoup moins précis, nous explique Pamela Church, partenaire chez Coudert et membre du comité exécutif, « les gens arrivaient souvent au bureau dans des tenues qui n'avaient pas vraiment l'air professionnel ».

Bien entendu, les « gens » qui risquent de venir au bureau en jambières, minijupe ou bustier sont des femmes, un énorme secteur de la population active qu'on oublie souvent lorsqu'on discute du « Friday wear » des années 1990 et du revirement de tendance actuel.

C'est surtout la chute des point-com qui a renvoyé bon nombre de professionnels chez le tailleur. Et maintenant, l'assagissement du climat des affaires.

En mars, Anthony Giliberto, partenaire chez Giliberto Designs, tailleurs pour hommes dans le Midtown, a reçu un coup de fil de l'un, ou plutôt de l'une des directrices générales d'une grande société. La cliente a commandé quatre tailleurs, avec une jupe et un pantalon chacun, pour 1600 \$ pièce. « J'ai plusieurs femmes qui viennent me voir depuis peu avec de vieux tailleurs à remodeler », dit M. Giliberto.

Le retour de la veste

L'adoption de tels vêtements n'est apparemment pas réservée aux échelons supérieurs de la hiérarchie des entreprises. À l'automne, la créatrice Ann Taylor a lancé une campagne publicitaire centrée sur ce vestige des années 1980 : le tailleur féminin à allure masculine. Dans les pubs, Christy Turlington porte un tailleur-pantalon trois pièces à fines rayures porté sur une chemise bleue qui la fait ressembler étrangement à Tom Hanks dans *Le Bûcher des vanités*.

Cet automne, Ann Taylor a vu « une très forte croissance » des ventes de tailleurs par rapport à l'automne dernier, déclare Kim Roy, présidente de la société. « Je crois qu'on insiste beaucoup plus ces derniers temps sur l'importance de paraître raffinée et professionnelle au bureau, ajoute M^{me} Roy ».

Pendant le règne des « point-com » et de la tenue décontractée au travail, bien peu de choses auraient été jugées inconvenantes pour un homme au bureau dans la Silicon Valley : pantalons de toile, chemises Oxford, chemisettes polo voire t-shirt.

Quant aux femmes, les codes vestimentaires laxistes ont fini par signifier que l'on pouvait arriver le matin habillée comme pour auditionner un rôle de surfeuse professionnelle dans *Blue Crush*.

« On a toujours été moins sévères en ce qui concerne les tenues de travail des femmes, affirme une partenaire associée au cabinet d'avocats Debevoise & Plimpton. Mais certaines ont fini par interpréter de façon un peu trop large le concept de la tenue décontractée. »

Et cette interprétation trop large est souvent une interprétation trop sexuelle, même dans une culture où l'on ne remarque plus vraiment les images de femmes quasi nues sur les panneaux d'affichage géants de Times Square ou du Sunset Boulevard, à Los Angeles. « L'allure décontractée n'est pas de bon augure pour les femmes », explique la directrice des ressources humaines d'un autre cabinet juridique prestigieux à Manhattan.

Généralement, c'est une blouse trop transparente ou une jupe ou un pantalon trop serré qui choque. Il y a aussi la « question du nombril », ajoute-t-elle. Celles qui exhibent leur nombril sont envoyées illico chez Gap avec ordre d'acheter quelque chose de plus couvrant.



Verrons-nous bientôt ce retour au style des années 1980 ?

ÉCONOMISEZ GROS !



À l'achat de tout ordinateur portable HP ou Compaq, obtenez **GRATUITEMENT** un appareil tout-en-un PSC 750 HP après les rabais

(450805) Détails en magasin.
Code de bon : 54744



GRATUIT
après le rabais



MONITEUR À ÉCRAN PLAT A90F 19 po
• Dimension d'affichage plat de 18 po à la diagonale
• Résolution de 1600 x 1200
• Garantie de 3 ans
486053

ÉCONOMISEZ 50 \$

Quantités limitées

Prix après rabais

299⁹⁵

Notre prix 349,95 Rabais postal -50 \$



MONITEUR VA520 À ACL 15 po
• Dimension d'affichage de 15 po
• Résolution de 1024 x 768
• Facteur de contraste 400:1 pour de vraies couleurs
• Garantie de 3 ans
489389

ÉCONOMISEZ 150 \$

Prix après rabais

499⁹⁵

Notre prix 649,95 Rabais postal - 150 \$



TUNGSTEN P

ORDINATEUR DE POCHE

- 16 Mo de mémoire
- Système d'exploitation Palm 5
- Écran couleur TFT (65 000 couleurs)
- Bluetooth intégré
- Enregistreur vocal intégré

499219/
499691

599⁷¹

PRIX COUPÉ
était 799⁷¹



ORDINATEUR DE POCHE m130

- Affichage en couleurs vives
- 8 Mo de mémoire
- Fente pour carte d'expansion SD
- Pile rechargeable

480200/
483126

299⁸⁵

PRIX COUPÉ
était 399⁸⁵



IMPRIMANTE DESKJET 5550

- 4800 ppp optimisés
- Impression sans marge de 4 po x 6 po
- Jusqu'à 17 pages/min en noir, 12 pages/min en couleurs
- Technologie PhotoREt IV

489495

199⁸⁴

Pour le magasin **BUREAU EN GROS^{MC}** le plus près et les heures d'ouverture, composez le :

1-800-668-6888

Valable jusqu'au 21 février 2003 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les articles ne sont pas tous disponibles par livraison ou par commande en ligne.

3117658A

BUREAU EN GROS^{MC}
Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt
www.bureauengros.com

SOLDE
de 15% à 40%

Manufacturier de mobilier de salon

SECTIONNELS • CAUSEUSES • FAUTEUILS • CANAPÉ-LITS ET PLUS!

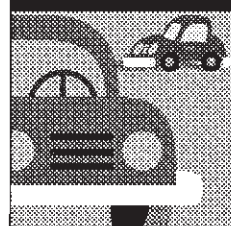


GIGI EN CUIR
RÉG. \$2150
SPÉCIAL
\$1269

CASODI
CANAPÉ • SOFA • DIVANO

3118694A

5330 Royalmount, Montréal 514.739.4185
1824 Le Corbusier, Laval 450.973.6661 www.casodi.com



AUTOBAINES

7 jours
consécutifs

pour seulement

36⁹⁵ \$*
pour 3 lignes

1,76 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

LES PETITES ANNONCES

La Presse
cyberpresse.ca

987-VENDU
sans frais 1 866 987-VENDU
(8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

3113387



Ce que le nouveau Plan d'action canadien sur la Santé signifie pour vous



- Un meilleur accès aux médecins, aux infirmières ainsi qu'à d'autres professionnels de la santé, en tout temps;
- Un plus grand nombre de soins post-opératoires à domicile;
- Une période d'attente écourtée pour l'accès aux équipements de diagnostic;
- Une aide aux personnes devant payer des médicaments à coût élevé;
- Un rapport annuel sur les investissements en santé.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à nous joindre.

1 800 O-Canada (1 800 622-6232)

ATS: 1 800 465-7735

canada.gc.ca

Canada 



SAVEURS

Grands et petits plaisirs de la table

FRANÇOISE KAYLER
GASTRONOTES

L'hiver se réchauffe : la quatrième présentation du Festival Montréal en lumière est lancée. Les feux ne s'éteindront que le 2 mars. D'ici là tous les appétits seront aiguisés, que l'on ait faim ou soif de théâtre, de musique, d'ambiance de fête hivernale ou, naturellement, de belles cuisines.

Comme chaque fois, le volet des Plaisirs de la table met à son programme un éventail varié de propositions, avec, notamment, le concours d'un certain nombre de « Bonnes tables » montréalaises qui invitent des chefs venant d'ailleurs à partager leurs fourneaux, ou qui préparent des menus spéciaux inspirés par cette fête.

À la salle Gérard-Delage de l'Hôtel de l'Institut, deux chefs sont invités. Bien différents l'un de l'autre mais partageant la même philosophie, chacun poursuivant des buts identiques mais dans des conditions différentes : Anne Desjardins, chef-proprétaire de l'hôtel-restaurant L'Eau à la bouche, dans les Laurentides, et Régis Marcon, chef-proprétaire de l'Auberge des Cimes, dans la Haute-Loire. Ils font partie des Relais & Châteaux, mais ce n'est pas ce qui les rapproche le plus. Leurs établissements sont situés dans des régions montagneuses (et froides l'hiver), mais ce n'est pas le point de ressemblance le plus important. Ce qui les rapproche vraiment, c'est que tous les deux défendent une cuisine basée sur des produits authentiques et privilégient une cuisine où le producteur joue un rôle important.

Mme Desjardins a été lauréate du Renaud-Cyr en 2001, un mouvement pour la reconnaissance de l'importance du lien cuisinier-producteur, un lien essentiel au développement de la cuisine et à celui des régions.

S'il fait froid pendant le séjour à Montréal du chef Régis Marcon, il est probable qu'il n'en souffrira pas. L'Auberge des Cimes est située à Saint-Bonnet-du-Froid, un village de 195 habitants, « s'ouvrant, l'hiver, à des vents qui soufflent en cornemuse... ». Cette auberge est gratifiée de deux étoiles Michelin. Et son chef a remporté le Bocuse d'or en 1995. De quoi faire réfléchir...

Et ceux qui le rencontreront pourront aussi réfléchir sur ce que veut dire le mot « terroir », que l'on galvaude chez nous. Mais il semble que ce ne soit pas que chez nous que ce mot ait perdu son sens pour ne devenir qu'un argument de vente. « Pour moi, explique Régis Marcon, le mot terroir n'a pas de sens s'il ignore la nature et les hommes qui le constituent. Il me semble que le souci de terroir consiste à réamorcer un patrimoine oublié, d'une race de volaille à une céréale perdue. Et cela sans passéisme, sans nostalgie complaisante. » Ce cuisinier, qui a choisi de vivre dans une région que d'autres pourraient trouver rude, en connaît toutes les richesses et les met en valeur avec ceux qui, comme lui, y vivent. Sa cuisine, il l'a développée en travaillant avec des producteurs locaux, en goûtant sa campagne jusque dans les moindres de ses produits, car ce n'est pas vrai que seul le produit dit « noble » a droit de cité.

Avec sa cuisine qui prend parti pour le terroir, Régis Marcon veut « montrer que ce terroir, loin d'être inerte, a de l'avenir ».

Souper-théâtre

La Catalogne est le « pays » que Montréal en lumière a invité cette année. Et la Catalogne a trouvé place dans tous les volets de ce festival. Elle s'exprime en cuisine, en musique, en danse. Elle a même trouvé une place au théâtre en mariant deux disciplines. La scène et



Régis Marcon de l'Auberge des Cimes, à Saint-Bonnet-du-Froid, en Haute-Loire.

la table seront réunies dans un souper-théâtre qui est, en fait, un « spectacle théâtre-culinaire ».

La pièce qui se jouera devant un public tenu en haleine s'intitule *Carvalho cuisine Montalban*. C'est une adaptation de textes et de recettes de l'écrivain catalan Manuel Vazquez Montalban, qui prétend « qu'il faut boire pour se souvenir et manger pour oublier ». Polé-

miste, Montalban a créé le détective Pepe Carvalho (instrument technique, comme dit celui-ci) pour dresser un portrait de la société à travers une vingtaine de livres à saveur de roman policier.

Pepe Carvalho relève du mythe. Son histoire est alambiquée. Ses amis sont de curieux personnages. Deux seront en scène, Biscuter, ancien voleur, et Charo, prostituée de

luxé. Ils attendront Pepe... Et les spectateurs attendront que le repas leur soit servi. Car ce n'est qu'à la fin de la pièce que le repas commencera.

Pepe Carvalho est un gastronome très éclectique. Il boit, il mange, il fait la cuisine. Il est le « moyen technique » de son auteur, qui milite pour la reconnaissance de la cuisine catalane. Montalban a écrit deux livres de cuisine : *Recettes immorales* et *Recettes de Pepe Carvalho*. C'est dans ces recueils que le chef invité, Alberto Herraiz, du El Fogon Saint-Julien à Paris, a puisé les recettes des plats qui seront servis. Cinq menus ont été élaborés. Ce qui veut dire que chaque spectacle sera suivi d'un menu différent.

La salle sera montée de façon que la pièce se joue au milieu des spectateurs dont l'appétit ne fera que grandir au fur et à mesure du déroulement. Tout a d'ailleurs été prévu pour cela.

Si Pepe Carvalho circule dans 20 livres signés Montalban, il est aussi le personnage principal d'un certain nombre de films qui sont autant de façons de découvrir un peu de cette Catalogne, l'invitée du Festival Montréal en lumière. Ces films sont présentés à la salle Fernand-Seguin de la Cinémathèque québécoise.

> Chefs invités à la salle Gérard-Delage de l'Hôtel de l'Institut : Anne Desjardins (hôtel-restaurant L'Eau à la bouche, à Sainte-Adèle), du samedi 15 au lundi 17 février. Régis Marcon (Auberge des Cimes à Saint-Bonnet-Le-Froid), du jeudi 20 au dimanche 23 février. www.hotel.ithq.qc.ca

> Carvalho cuisine Montalban, salle Beverley Webster Rolph, Musée d'art contemporain, du mercredi 19 au dimanche 23 février. (514) 790-1245

> Pepe Carvalho, à la Cinémathèque québécoise : (514) 842-9763



LA GRILLE BLANCHE **La Presse**

5 gagnants mériteront un sac à dos La Presse

À SURVEILLER DEMAIN

LE GUIDE DES RESTAURANTS

Trouvez le livre de recettes



dans les pages des petites annonces de **La Presse** et courez la chance de gagner

l'un des 20 livres

offerts par **LES ÉDITIONS DE L'HOMME**

Pour participer, retournez le coupon ci-dessous dûment rempli à

Concours « Les petites annonces », La Presse, ltée, C.P. 11054 Succursale Centre-Ville, Montréal Qc H3C 4Z1

Nom : _____

Prénom : _____

Âge : _____

Adresse : _____ app. : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Courriel : _____

Date : _____

J'ai trouvé le livre *Huiles et Vinaigres* à la page : _____

☐ Cochez si vous ne désirez pas recevoir d'offres promotionnelles.

Les règlements du concours sont disponibles à La Presse. Tirage le 12 mars 2003. Fac-similés refusés. Valeur totale des prix offerts 559\$.

Ca Presse
LES PETITES ANNONCES
987 - VENDU

3114498A

039425

La suggestion du chef

LE RESTAURANT
LE PLUS POPULAIRE
DU VIEUX-MONTRÉAL!



BRUNCH DU DIMANCHE
Style buffet

- Jus d'orange
- Petits-déjeuners traditionnels (oeufs, bacon, pomme de terre, crêpes, pain doré...)
- Assortiment de salades
- Assortiment de pâtes
- Viandes
- Poissons
- Fruits de mer
- Légumes frais
- Riz
- Fromages et pâtés
- Assortiment de desserts et fruits frais... et encore plus!

16,95 \$ (Adultes)

8,95 \$ (10 ans et moins)

Taxes et service en sus

www.restaurantduvieuxport.com

Pour réservation, voir notre annonce dans cette section.

3114016

31^e St-Valentin
Solmar
Menu dégustation avec dessert et 1 porto Castelhino • Chef invité du Portugal
ambiance traditionnelle portugaise Fado, guitar & piano
3116465 111, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal
Tél.: (514) 861-4562 / Tarif spécial pour le stationnement

La Finca RESTAURANT-BAR
FINE CUISINE MEXICAINE
SPECTACLE DE ST-VALENTIN
Le mois de février
MARIACHI FIGUEROA
vendredi et samedi soir
MENU DU MIDI EXPRESS
22, RUE SAINT-PAUL EST, VIEUX-MONTRÉAL (514) 875-7955

RESTAURANT **L'AMALFITANA**
Fine cuisine italienne
Antipasto maison
TABLE D'HÔTE à partir de 15,95\$
Réservez tôt pour la St-Valentin
Stationnement gratuit
1381, boul. René-Lévesque Est
Tél.: (514) 523-2483 (RSVP)

Joe's Maison du bifteck
Spécial de février
Table d'hôte
Entrecôte 8oz, bar à salade, soupe, dessert, café
12,95 \$
Autre spéciaux disponible
1430, rue Stanley (514) 842-4638

GRAND SPECIAL DE FÉVRIER
BROCHETTE DE CREVETTES
GÉANTES grillées servie avec beurre à l'ail chaud, riz et légumes frais.
Soupe du jour, salade maison et choix de desserts
24,50\$ p.p.
LES MIDIS DU VIEUX PORT!
Tous les jours de la semaine de 11 h à 16 h
• Les classiques
• Poissons frais du jour
• Délicieuses salades
• Pôtes et suggestions du chef
• Service rapide et efficace
• Salles de conférence
• Diners d'affaires
Parties de bureau 8 salles magnifiques Dans un bâtiment historique!
Réservez au (514) 866-3175
39, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal
Stationnement gratuit à l'arrière après 17 h
www.restaurantduvieuxport.com

3114169

3117869

SAVEURS

NOTES DU SOMMELIER

L'oenologue Ricardo Cotarella

AMATEURS de vins d'Italie, sachiez-vous que, derrière le profil de plusieurs de vos crus italiens favoris, se cache le savoir d'un seul homme ? Que l'on parle des vins de Toscane de l'historique maison Marchesi Antinori (où il aide son frère Enzo) ou encore de ceux de Campanie, en l'occurrence les Montevetrano, Gialardi (qui élabore le fabuleux Terra di Lavoro), Villa Matilde ou Feudi di San Gregorio, le réputé oenologue est de la partie. Sans oublier les vins de la Sicile où il engendre l'un des plus grands vins rouges de l'île, le Don Antonio de la maison Morgante. Cet homme, c'est le très recherché Ricardo Cotarella, qui était de passage à Montréal le 3 février. Il est aussi propriétaire d'un domaine familial nommé Falesco, partagé entre le Latium et l'Ombrie. Il y vinifie, entre autres, le **Vitiano 2001** (15,60 \$; C-466029), un assemblage à parts égales de cabernet sauvignon, de merlot et de sangiovese qui, depuis quelques millésimes, représente l'un des meilleurs rapports qualité-prix, tous vins confondus !



Ricardo Cotarella

Mosaïque de cépages portugais

CES DERNIÈRES années, en peaufinant leurs méthodes traditionnelles de culture et d'élaboration, les vignerons portugais sont arrivés à produire les vins les plus raffinés de l'histoire viticole portugaise. Une grande mosaïque d'appellations aux sols, aux expositions, aux climats et aux cépages variés compose le paysage viticole du Portugal. Riche de plus de 150 cépages autochtones aptes à produire des vins de qualité, le vignoble portugais possède un atout considérable. Au fil de vos dégustations, vous y découvrirez les cépages rouges : castelao, бага, jaen, touriga nacional, trincadeira et alfrocheiro preto ainsi que les cépages blancs : alvarinho, arinto, bical, encruzado, fernaо pires, loureiro, paderna, rabigato, roupeiro, trajadura et viosinho. Les chardonnay, cabernet sauvignon et compagnie sont aussi cultivés au Portugal, mais dans des proportions très faibles comparativement à d'autres vieux pays producteurs de vins comme la France ou l'Italie.

OGM : réaction de Pascal Marchand

À LA SUITE de l'annonce sur l'utilisation des OGM en agriculture, faite à la mi-décembre par l'Académie des sciences de France, l'Union européenne dit disposer désormais, en matière d'OGM, d'un arsenal législatif complet qui pourrait ouvrir la voie à une levée du moratoire anti-OGM imposé pour l'agriculture depuis 1999. Afin de connaître les réactions des producteurs de vins européens à cette nouvelle, j'ai contacté quelques vignerons. Les propos de Pascal Marchand, québécois d'origine, aujourd'hui responsable des cultures et des vinifications du domaine de la Vougeraie à Vougeot, sont on ne peut plus percutants : « Concernant les OGM et l'annonce faite par l'Académie des sciences et médecine, c'est sûr que, quand j'ai vu cela, j'ai ressenti une amère déception, l'impression que les lois du marché, une fois de plus, réussissent tout doucement à s'imposer, insidieusement. (...) Peut-être que les OGM sont inoffensifs, mais sont-ils utiles ? Que donneront une série de pas engendrés en courant ? (...) En tout cas, chers amateurs de vins, pensez à faire des provisions de vins pré-OGM, un jour elles vaudront de l'or... »

Identifiez le cépage

BIEN QUE je sois le cépage rouge le plus répandu en Italie, c'est dans une seule et unique région italienne que j'engendre mes plus grands vins rouges. Je donne au vin une couleur généralement marquée par des reflets orangés. Rose, épices, goudron, réglisse, tabac et cuir sont mes parfums classiques. Les tanins très fermes, quelquefois à la limite de la dureté, une acidité vive ainsi qu'un degré d'alcool élevé donnent à mes vins un très long potentiel de conservation. Une nouvelle génération de viticulteurs italiens, appliquant des techniques modernes de vinification et d'élevage en barriques, me permet de donner des vins à la robe plus violacée et aux tanins moins violents.



FRANÇOIS CHARTIER
VINS ET METS

collaboration spéciale
actuel@lapresse.ca

S'il y a un cépage qui est synonyme de qualité en Espagne, c'est bien le tempranillo. Sa popularité grandissante a fait apparaître son nom sur les étiquettes des plus prestigieuses appellations espagnoles. Peu importe le nom qu'on lui donne dans les différentes régions où il est cultivé (cencibel dans La Mancha, tinto del país en Castille, ull de llebre dans le Penedès), ce cépage semble posséder un pouvoir protéiforme lui permettant d'engendrer une large gamme de vins rouges allant du plus léger, à boire rapidement, au plus corsé, construit pour une longue conservation.

Personnalité changeante

Les vins engendrés par le tempranillo sont généralement d'un rouge très foncé, voire opaque, évoluant après plusieurs années vers des reflets orangés. Mais il peut aussi offrir une couleur moins soutenue et plus orangée. Il dégage de riches parfums qui rappellent la cerise, le cassis, les épices et le cuir, auxquels s'ajoutent des notes de torréfaction (café, vanille), car il séjourne fréquemment dans des barriques de chêne américain. Dans les meilleures conditions, il offre des rouges à la structure en bouche généralement assez tannique et ferme avec un coffre imposant, au style bordelais, évoluant dans le temps vers une texture plus ample, plus sphérique et plus veloutée, qui n'est pas sans rappeler celle des bourgognes.

Ses terroirs

Le plus noble des cépages rouges de l'Espagne engendre ses plus grands vins dans les zones d'appellations Rioja, Ribera del Duero, Navarra, Penedès et, dans une faible proportion, Carinena et Valdepenas. Il donne naissance à des vins d'un rapport qualité-prix imbattable dans les zones de Carinena, Campo de Borja, Catalunya, La Mancha, Valencia, Utiel-Requena, Almansa, Somontano et Valdepenas. Il domine presque à tout coup dans l'assemblage, qui est complété en faible pourcentage par le graciно, le mazuelo et surtout la garnacha tinta (grenache noir). Dans certaines zones d'appellation, comme Somontano, Coster del Segre et Penedès, il est souvent assemblé avec brio aux cépages cabernet sauvignon et merlot.

On retrouve aussi le tempranillo au Portugal, où il entre dans l'assemblage des portos (avec une multitude d'autres cépages) et des vins rouges du Douro, sous le nom de tinta roriz, ainsi que dans celui des vins rouges de l'Alentejo, sous le nom d'aragonez. Il est également cultivé en Argentine, en Californie et au Mexique.

Ingrédients de liaison

Plusieurs ingrédients s'imposent en tant qu'éléments de liaison. Comme s'ils avaient la capacité d'établir un lien unique avec les saveurs du tempranillo, ils vous permettront de réussir à coup sûr l'harmonie avec vos recettes : romarin, estragon, graines de coriandre, badiane, cannelle, cardamome, poivre de Séchouan, ail, marinade au café noir (pour viande et poissons à chair colorée), poivre vert, piment d'Espelette, chorizo, saucisses italiennes épicées, poivron rouge et vert, champignons, truffes, bulbe de fenouil braisé, huile de truffes, ratatouille, cerises séchées, olives noires, tapenade, pruneaux, lardons, tomates confites ou séchées.

Simple mais efficaces !

Les vins plus légers, coulants, aux tanins fondus, qui sont à boire dès leur mise en marché, seront en harmonie avec des plats simples, jouant à la fois sur la fraîcheur (la tomate) et sur les parfums (les grillades). Optez pour des grillades (saucisses, bifteck à la mode cajun, brochettes de porc aux herbes, etc.) et pour des plats utilisant la tomate comme le sauté de veau (ou de poulet) aux tomates séchées servi sur des nouilles aux oeufs, les spaghetti alla puttanesca, le poulet aux olives noires, le veau marengo, le boudin noir grillé aux oignons et aux lardons, la fondue chinoise et les yakitori de poulet. Le **Castillo Turis 2001 Valencia** (9,95 \$; C-639542), qui est le vin de mise avec ce type de plats, est un tout nouveau produit courant (dont le retour sur le marché est prévu à la mi-mars). Ses parfums de muscade, de girofle et de cerise, ainsi que sa texture veloutée, au grain de tanins très fin, font de lui un incontournable !

Parfums riches = sauces gourmandes

Des parfums plus riches que ceux du vin précédent, laissant échapper des notes de cacao, de viande fumée et de lardon, une



Le magret de canard sauce au pain d'épices du restaurant Laloux fera une harmonie de parfums et de textures avec le sphérique et charnel Monte Real Reserva 1997 Rioja, Bodegas Riojanas (24 \$; S-856005), aux élégants effluves de réglisse, de kirsch, de torréfaction et de pain d'épices.

bouche charnue, ample et généreuse, au boisé Nouveau Monde : voilà le profil du ragoûtant Tempranillo Raimat 1999 Coster del Segre (20 \$; S-743039). Ces caractéristiques siéront très bien aux viandes rouges ainsi qu'aux abats, comme les rognons et le foie de veau, accompagnés de sauce au fromage bleu, à l'estragon ou au porto. De même pour les plats de viandes rouges ou blanches mijotées comme le ragoût de boeuf au vin rouge, accompagné de polenta aux graines de fenouil, et le porc aux pruneaux.

Le filet de boeuf aux champignons et au vin rouge (recette de *La Cuisine d'aujourd'hui* de Donna Hay) ainsi que la brochette de boeuf sauce au poivre vert et l'entrecôte grillée à la tapenade d'olives noires appellent un tempranillo plus soutenu, de facture moderne, aux tanins présents mais bien enveloppés, aux saveurs de framboise, de cassis, d'épices et au boisé discret, comme ceux du **Tempranillo-Cabernet Sauvignon Enate Crianza 1999 Somontano** (18,80 \$; S-747634).

Dans le même registre, mais plus percutant, dénichiez le **Tempranillo Reserva Palacio de Ibor 1996 Valdepenas, Bodegas Real** (23,75 \$; S-927749), un vin racé, profond, sans esbroufe, dense et persistant de longues secondes sur des notes d'épices orientales.

Mets nobles pour vins nobles

Pour accompagner les vins de grands terroirs, au profil plus complexe et qui ont idéalement quelques années de bouteilles, vous sélectionnerez des plats de gibier, comme le chevreuil, le cerf ou le caribou en sauce poivrée, ainsi des préparations de canard comme le magret sauce au pain d'épices ou le canard rôti parfumé au scotch single malt.

Dans ce registre, trois vins démontrent déjà une belle évolution. Le **CUNE Imperial Reserva 1996 Rioja** (36 \$; S-904029), aux parfums épicés et de type animal d'une grande noblesse et à la bouche pleine et concentrée, aux tanins solides, ainsi que le plus souple, sphérique et charnel **Monte Real Reserva 1997 Rioja, Bodegas Riojanas** (24 \$; S-856005), aux élégants effluves de réglisse, de pain d'épices, de kirsch et de torréfaction. N'hésitez pas à mettre en carafe, pendant deux bonnes heures, l'**Arzuaga Reserva 1998 Ribera del Duero** (49,75 \$; S-902841), qui développera de puissants parfums de cuir, de truffes, de bleuets, de cassis, de violette, le tout entrelacé dans un boisé noblement intégré au coeur du vin.

COURRIER

Vous pouvez faire parvenir vos questions à François Chartier à actuel@lapresse.ca ou au 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9

Q RAYMOND BAZINET : J'aimerais savoir si le Haut-Médoc Château Camensac 1982 peut-être encore buvable et avec quel mets ?

R FRANÇOIS : Camensac est reconnu pour donner des vins fins et harmonieux, à la structure assez légère, ce qui est tout à fait le cas en 1982. Si votre bouteille a été bien conservée, elle devrait avoir quelque chose à offrir, même si son apogée est derrière elle. Optez pour une viande élégante, sans sauce riche, telle une côte de veau rôtie avec quelques champignons sauvages.

Q ROBERT VIAU, Beauharnois : J'ai hérité d'un madiran, le Château Bouscassé 1989 vieilles vignes. J'ai aussi reçu un porto, le Graham's Malvedos 1988 Vin-tage, ainsi qu'un Château Marquis de Terme 1983 Margaux. J'aimerais savoir si ces vins sont prêts à boire, s'ils sont déjà trop vieux ou s'ils peuvent encore se conserver.

R Le Château Bouscassé 1989, tout à fait superbe, se trouve dans une forme splendide et le restera encore de quatre à sept ans. Le porto Graham's Malvedos 1988, une grande réussite, est déjà bon et se conservera une dizaine d'années environ. Quant à votre Château Marquis de Terme 1983, il aurait été préférable de le consommer avant le début des années 1990...

Q RICHARD PLANTE : J'ai reçu en cadeau une bouteille de Moscato d'Asti Michele Chiarlo. J'aimerais savoir si c'est un vin pour accompagner une pêche melba. Est-ce que ce vin ressemble au Moscato Dindarello 2000 recommandé dans votre livre *La Sélection Chartier 2003* ?

R De par ses arômes et ses saveurs, le Moscato d'Asti de Michele Chiarlo ressemble au Dindarello de Maculan. Là s'arrête la ressemblance, car le délectable moscato de Chiarlo est légèrement pétillant et contient un pourcentage d'alcool beaucoup moins important que le Dindarello de Maculan. Grâce à leur encépagement (variété de vigne) à base de muscat (moscato), tous deux feront de bons compagnons pour une pêche Melba.

Q JEAN DEMERS : J'ai à la maison une bouteille de Gevrey-Chambertin Premier Cru Lavaux St-Jacques 1994. Est-ce que je peux la conserver quelques années ?

R J'aimerais vous répondre plus précisément, mais il me manque le nom du producteur : en Bourgogne plus qu'ailleurs, le nom du vigneron détermine en grande partie la qualité du produit. Le vignoble de la Côte de Nuits a produit des 1994 moins généreux et moins charpentés que les 1995 et que les 1993, mais certains sont dotés d'une élégance et d'une race évidente. Ce sont des vins à boire dès maintenant, au plus tard d'ici 2005. Si votre Lavaux St-Jacques provient du génial Denis Mortet, vous avez là l'une des belles affaires du millésime.

160

Soyez au-dessus de vos affaires.

www.lapresseaffaires.com, la nouvelle référence en information économique.

Bourse en direct, forums, portefeuille personnalisé et plusieurs outils indispensables.

La Presse **AFFAIRES.com**

SAVEURS

Montsant 2000 Mas Collet: à découvrir!



JACQUES BENOIT
DU VIN

Pour s'éviter les déceptions, certains consommateurs ont l'habitude de toujours boire les mêmes vins. Souvent, ils s'en font même les propagandistes auprès de leur entourage. « Il est bon, celui-là », répètent-ils.

Rien de mal à cela, évidemment...

Ils se privent ainsi, toutefois, d'un des plus grands plaisirs qu'offre le vin. A savoir son infinie diversité, sur tous les plans : odeurs, saveurs, concentration, etc.

Il suffit de goûter, l'un après l'autre (ou une journée après l'autre), un bourgogne rouge, puis un chianti et enfin un bordeaux rouge, pour réaliser à quel point chacun peut être différent !

Ceci, sans parler des différences parfois énormes entre le même vin de deux millésimes différents.

Autrement dit, il y a constam-

ment des découvertes à faire !

Exemple, d'une appellation toute récente (elle ne figure même pas dans l'édition 2001 du magistral *Atlas Mondial du Vin*, de Hugh Johnson et Jancis Robinson), le **Montsant 2000 Mas Collet**, d'Espagne, qui est un nouveau produit courant.

Il est plus cher que beaucoup de vins rouges espagnols vendus dans de nombreuses succursales, mais, en un mot, il vaut son prix et est supérieur à de multiples vins d'Espagne vendus comme produits courants.

Datant de 2002 seulement, l'appellation Montsant se trouve au nord-est de l'Espagne, à l'ouest de celle de Priorat, aujourd'hui de plus en plus connue et réputée.

Montsant, elle, du nom des collines rocailleuses (Sierra de Montsant) situées à l'ouest du Priorat, ne fait donc que naître.

Pourpre foncé sans qu'il soit opaque, bien coloré, c'est un vin au bouquet de bonne amplitude, plutôt unidimensionnel pour l'instant, aux arômes de fruits rouges surtout, bien épicé-boisé sans que ce soit excessif. Et avec une bouche tout aussi satisfaisante, pourvue de toute la matière souhaitable, aux saveurs nettes, passablement corsée, aux tannins à la fois substantiels et sans dureté, dans laquelle on retrouve les notes épicées perçues au nez. Savoureux. Et très bon.

C, 642538,17,85 \$, ★★★ \$\$, à boire, 2-3 ans au moins.

Élaboré avec quatre cépages (Grenache, Tempranillo, Carignan et Cabernet Sauvignon), puis élevé quelques mois en fûts de chêne, c'est un vin qui rappelle les rouges du sud de la vallée du Rhône et qui s'accommodera de nombreux plats : boeuf, agneau, porc, etc.

Il y en avait en début de semaine plus de 1100 caisses aux entrepôts et dans le réseau de la SAQ, mais, il faut le noter, sa distribution ne faisait alors que commencer.

Chose à signaler, enfin : le degré d'alcool est élevé (14 %) et il faut veiller à le servir frais, aux alentours de 14-15 degrés Celsius, pour faire ressortir le fruit plutôt que l'alcool.

Deux bourgognes

Tous les vins de Bourgogne, ou presque, sont chers, hélas !

D'une appellation plus modeste que d'autres, et élaboré avec le cépage du même nom (l'Aligoté), le **Bourgogne Aligoté 2000 Domaine Taupenot-Merne**, lui, est moins cher que beaucoup d'autres.

Peu coloré, c'est un vin blanc au bouquet délicat, aux arômes francs mais discrets (tel est l'Aligoté), et qui se révèle doté d'une personnalité passablement marquée une fois qu'on l'a en bouche, grâce à son acidité bien présente. Fort bon.

Le servir par exemple pour accompagner le saumon fumé auquel il saura fort bien se mesurer.

S, 919175, 18,30 \$, ★★(*) \$\$, à boire, 1 an.

Autre bourgogne, mais rouge celui-là et (du moins pour l'instant) distribué à peu près uniquement dans l'agglomération montréalaise, le **Chorey-les-Beaune 1998 François Gay** ravira les amateurs de ces vins.

Mais, attention ! Bien coloré pour un vin de cette appellation, c'est un bourgogne rouge assez carré, quoique sans rien de rustique, aux belles saveurs pleines d'éclat, et dont le bouquet, au séduisant fruité, met un bon moment à s'exprimer une fois le vin servi. Tout à fait délicieux.

S, 917138, 28,35 \$, ★★★ \$\$\$, à boire, 3-4 ans environ.

Qui l'ignore ?

La Californie, elle aussi, maîtrise aujourd'hui mieux que jamais le difficile et capricieux cépage des bourgognes rouges — le Pinot noir — comme le montre par exemple le **Central Coast 1999 Pinot Noir Calera**, bien cher toutefois, et, à mon sens, un peu mieux réussi au nez qu'au plan gustatif.

Rouge clair à reflets orangés (une couleur très bourgogne !), son bouquet, exubérant, de grand volume, est d'une étonnante complexité (fruits rouges et cuits, cuir, épices chaudes, etc.), et c'est en bouche un vin très goûteux, qui a

du corps, et aux tannins sans dureté.

S, 898320, 38,50 \$, ★★★ \$\$\$, à boire, 2-3 ans sans doute.

Comme le Montsant (voir plus haut), il a un taux d'alcool élevé et il faut le servir frais.

Moins cher, mais disponible en petite quantité seulement (plus ou moins 50 caisses en début de semaine), le **Sonoma County 2001 Pinot Noir Fetzer**, d'une maison dont les vins de Pinot noir semblent gagner sans cesse en qualité, est un autre bon exemple du savoir-faire grandissant de la Californie pour ce qui est du Pinot noir.

Moins complexe que celui du Calera, son bouquet est néanmoins typé Pinot noir, avec des notes boisées marquées quoique ce ne soit pas excessif. La bouche suit, plus que moyennement corsée, et les saveurs sont franches, sur des tannins veloutés, souples, avec des arômes (le bois) rappelant... le sirop d'érable dans l'après-goût. Savoureux.

S, 383869, 22,30 \$, ★★★ \$(S), à boire, 1-2 ans.

De la vallée du Rhône

Il est cher, bien cher, et on regrette en même temps qu'il n'en reste que si peu... Quoi qu'il en soit, les amateurs de vins de Syrah de la vallée du Rhône ne doivent pas hésiter — s'ils en trouvent — à mettre la main sur au moins une bouteille du superbe **Saint-Joseph 2000 Les Royes Domaine Courbis**.

Violacé sans qu'il soit opaque, son bouquet, à la fois distingué et très Syrah, aux fines notes d'olives noires, ne peut en effet que charmer. Même chose pour la bouche, relativement corsée, aux beaux tannins pleins de noblesse, élégante. Impeccable.

S, 873307, 36,75 \$, ★★★(*), \$\$\$\$, à boire, 3-4 ans.

À Signature

À la fin des années 1970, c'est seulement dans deux points de vente — les Maisons des vins — qu'étaient vendus les vins les plus prestigieux et... les plus chers. La situation est aujourd'hui la même avec les deux boutiques Signature, l'une au complexe Les Ailes de la mode, à Montréal, l'autre au Château Frontenac, à Québec. « Plus ça change, plus c'est pareil », dit le dicton.

Voici donc de brèves descriptions de trois splendides vins qui y sont vendus en ce moment.

Magnifique Cahors, très coloré, remarquable sur tous les plans (ampleur, concentration, distinction du bouquet et de la texture, etc.), le **Cahors 1999 Cuvée Dame Honneur Château Lagrezette** est pour sa part moins cher qu'il n'y paraît. Car, en un mot, c'est un grand vin.

739516, 56 \$, ★★★★★) \$\$\$\$(S), 6-7 ans.

À peu près épuisé (on ne le trouve qu'à Montréal), le **Sancerre 2000 Génération XIX Alphonse Mellot**, de la Loire et élaboré avec du Pinot noir, pourrait de son côté fort bien rivaliser avec de grands bourgognes. La couleur est soutenue, le bouquet aussi généreux, mûr que raffiné, la bouche pleine d'éclat, opulente, dense, irrésistible.

863282, 68 \$, ★★★★★(*) \$\$\$\$(S), 4-5 ans au moins.

Monumental, d'une couleur très sombre, le **Napa Valley 1999 Sangiovese Luna Vineyards** serait capable, lui, de rivaliser avec de nombreux grands vins de Toscane. Le bouquet est généreux, profond, très — très — Sangiovese, avec en prime une bouche corpulente, puissante, très charnue, mais sans rien de caricatural malgré tout.

747600, 97 \$ (hélas !), ★★★★★ \$\$\$\$(S), 4-5 ans aisément.

BRADBURY
Piano demi-queue

PLEYEL
Piano demi-queue

Chaise d'appoint en acajou; meuble de France, vers 1880

Fauteuil Louis XV fait de noyer, vers 1750

Commode Louis-Philippe en noyer figuré, à dessus en marbre, vers 1860

Buffet style Louis-Philippe ancien, vers 1890

Commode en chêne sculpté, de Bretagne; vers 1860

Chaise Louis XV en noyer; vers 1760

Sélection de meubles de chambre à coucher

Commode servant style Sheraton, vers 1880

Chaises style Louis XVI

Commode Napoléon I^{er} en noyer flammé, vers 1810

Bronzes du XIX^e siècle

Lustres en cristal européen taillé et poli à la main

Horloge de parquet ancienne, de France; vers 1870

Commode servant style Directoire; de France, vers 1880

Lit style Empire en acajou, vers 1880

D.H. Chiparus
Jeune femme avec un faon; 19½" de longueur

SURREY HOUSE
Tables et séries de chaises de salle à manger faites d'acajou sculpté

Superbe mobilier de salle à manger 13 mcx style géorgien en acajou

Sélection de tapis persans tissés à la main

SÉLECTION DE SOFAS ET DE CAUSEUSES EN CUIR ITALIEN

Dwight Eisenhower
Lettre signée

Wayne Gretzky
Carte de recrue

Satsuma
3,80 carats
Bague à diamants

Bracelet en or 18 ct; à 3,95 carats de rubis et 37 diamants

Bague en or 18 ct; à 2,56 cts de diamants et aigue-marine de 4,17 cts

Bague en or 18 ct; à 2,25 cts de rubis, 1,00 ct d'émeraudes et 2,00 cts de diamants

Fauteuil Louis XV en noyer, vers 1750

Fontaine en bronze représentant une jeune fille drapée tenant une urne; haute de 70"

A. Y. Jackson

Paul A. Caron

Robert W. Pilot

A. Y. Jackson

John Little

Jean-Paul Lemieux

Jean-Paul Lemieux

M. L. Bobak

Jean-Paul Lemieux

J-P. Lemieux

J. E. H. MacDonald

Philip Surrey

F. S. Coburn

Sam Borenstein

Thomas Garside

Paul Vanier Beaulieu

Jules Hervé

Armand Tatossian

René Richard

René Richard

René Richard

Henri Masson

Henri Masson

Chaise Louis XIII en noyer, vers 1650

Ces articles et plusieurs autres sont présentés sur notre site Web, www.empireauctions.com

Encans Empire 5500, rue Paré

(514) 737-6586

CHRYSLER



Pour un temps limité, profitez d'offres exceptionnelles sur nos modèles 2003 pendant la vente des étoiles Chrysler.

LA VENTE DES ÉTOILES CHRYSLER

CHRYSLER PT CRUISER 2003



Louez à

259\$[†]
par mois.

Location de 48 mois.
Comptant initial de 2 700 \$
ou échange équivalent.
Transport inclus.

Équipée comme suit : Moteur de 2,4 L à DACT, 150 ch
• Transmission manuelle à 5 vitesses • Radio AM/FM avec
lecteur de CD et changeur • Climatiseur • Banquette arrière
à dossier 65-35 repliable et rabattable • Système antidémarrage
Sentry Key^{MD} • Sacs gonflables avant à déploiement progressif

CHRYSLER SEBRING 2003



Louez à

279\$[†]
par mois.

Location de 48 mois.
Comptant initial de 3 075 \$
ou échange équivalent.
Transport inclus.

Équipée comme suit : Moteur de 2,4 L à DACT et 16 soupapes,
150 ch • Transmission automatique à 4 vitesses
• Télédéverrouillage • Climatiseur • Freins à disque aux 4 roues
• Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande
électrique • Système antidémarrage Sentry Key^{MD} • Radio
AM/FM avec lecteur de CD

CHRYSLER INTREPID ES 2003



Louez à

299\$[†]
par mois.

Location de 48 mois.
Comptant initial de 3 775 \$
ou échange équivalent.
Transport inclus.

Équipée comme suit : Moteur V6 3,5 L et 24 soupapes
• Toit ouvrant à commande électrique • Système antidémarrage
Sentry Key^{MD} • Télédéverrouillage • Freins à disque aux 4 roues
• Phares antibrouillards • Radio AM/FM avec lecteur de CD
• Régulateur de vitesse

0 %* de financement à l'achat jusqu'à 48 mois et nous payons votre premier paiement jusqu'à **500\$^{††}**, ou choisissez **0** comptant initial disponible à la location, et nous payons votre premier paiement jusqu'à **500\$^{††}**, avec aucun dépôt de sécurité. Toutes ces offres viennent avec notre garantie sur le groupe motopropulseur de 7 ans ou 115 000 km.**



SEULEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE

*, †, †† Ces offres d'une durée limitée sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail de la plupart des modèles 2003 neufs en stock. Pour usage personnel seulement. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Transport (inclus à la location), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre, taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. * 0 % de financement à l'achat jusqu'à 48 mois sur la plupart des modèles Chrysler 2003 comme la berline Chrysler Sebring 2003, la Chrysler PT Cruiser 2003 et la Chrysler Intrepid 2003 en stock. † Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la berline Chrysler Sebring 2003 avec l'ensemble 24H + AJF, la Chrysler PT Cruiser 2003 avec l'ensemble 27D et la Chrysler Intrepid 2003 avec l'ensemble 27L + GWA. Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour un temps limité seulement et peut changer sans préavis. Transport inclus. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 c le kilomètre. †† DaimlerChrysler effectuera votre premier paiement mensuel (incluant les taxes applicables) jusqu'à concurrence de 500 \$ à la location et au financement à l'achat des modèles 2003 jusqu'à 60 mois. Cette offre ne s'applique pas à la Dodge Viper. Ce paiement fait par DaimlerChrysler exclut la portion du paiement mensuel représentant certains frais comme le transport (inclus à la location), l'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs, les frais d'inscription au Registre et les frais d'administration. ** La garantie de 7 ans ou 115 000 km est applicable sur les modèles 2003 neufs seulement. Selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. ‡ Remise aux diplômés de 500 \$ à la location ou de 1 000 \$ à l'achat d'un véhicule. Cette offre exclut la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

DIPLÔMÉS
Rabais
jusqu'à 1 000 \$[‡]

